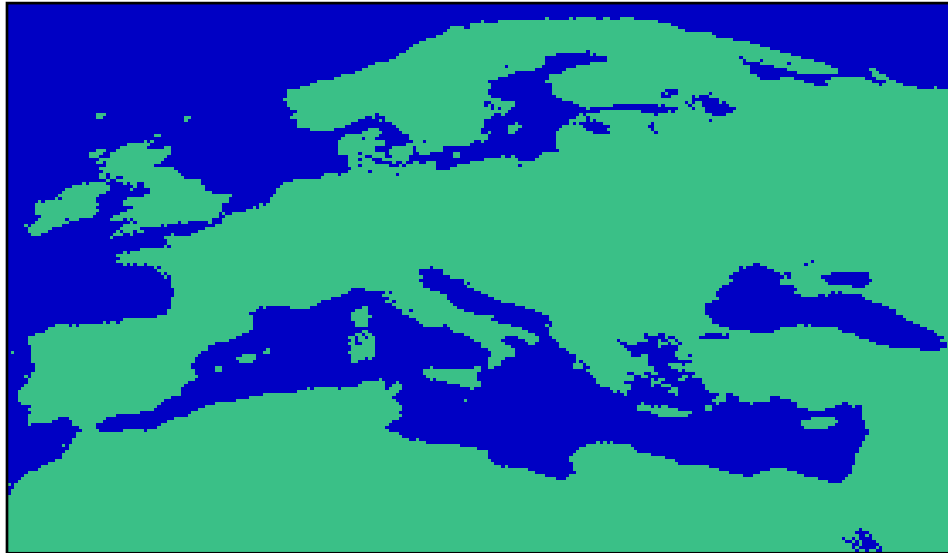


ÉTAT DE DROIT ET DÉMOCRATIE ET LE PARTENARIAT EURO-MEDITERRANÉEN



RULE OF LAW AND DEMOCRACY AND THE EURO-MEDITERRANEAN PARTNERSHIP

Rapport des ateliers sur les droits de l'Homme
du forum civil de Marseille : 10-12 novembre 2000

Report on the Human Rights Workshops
held by the Civil Forum Marseilles : 10-12 November 2000



Reseau Euro-Mediterranéen des droits de l'Homme (REMDH)
Euro-Mediterranean Human Rights Network (EMHRN)

fidh

Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme
International Federation for Human Rights

Sommaire

Introduction	p.3
1. Présentation générale du Forum Civil des ONG et des différents réseaux (Séance du vendredi 10 novembre au matin)	p.7
2. Atelier commun sur la Palestine (séance du vendredi 10 novembre, après midi)	p.9
3. Construire une coordination euro-méditerranéenne des familles de disparus (séance du samedi 11 novembre au matin)	p.11
4. Femmes de la Méditerranée: entre violences physiques et violences symboliques (Samedi 11 novembre au matin)	p.13
5. La liberté d'association: vers la construction d'une société civile euro-méditerranéenne (samedi 11 novembre, après-midi)	p.16
6. La justice internationale: le rôle du processus de Barcelone (samedi 11 novembre après-midi)	p.19
7. Conclusion	p.21
Annexe 1 : Forum civil Euromed : Déclaration finale de l'atelier "Etat de droit et démocratie"	p.22
Annexe 2 : Forum civil Euromed : Déclaration finale du Collectif des ONG	p.26
Annexe 3 : Forum civil Euromed : Déclaration commune - Marseille le 12 novembre 2000.	p.32
Annexe 4 : Intervention de Driss El Yazami : Séance de clôture du Forum civil Euromed 12 novembre 2000. .	p.33
Annexe 5 : Déclaration - Palestine : agir maintenant	p.35
Annexe 6 : Position du Réseau des Organisations non gouvernementales Palestiniennes (Palestinian Non-Governmental Organizations Network-PNGO) sur la participation à la Conférence euro-méditerranéenne . . .	p.37
Annexe 7 : Communiqué des organisations israéliennes invitées par le Forum des citoyens de la méditerranée	p.38
Annexe 8 : "Nous avons le droit de savoir !" Déclaration finale de la première rencontre euroméditerranéenne des représentants et familles de disparus	p.39
Annexe 9 : Conférence : culture, communauté et Jérusalem, 5-7 juin 2000 Stratégies pour protéger et promouvoir les droits de l'Homme en Palestine	p.41
Annexe 10 : Déclaration de Casablanca sur la liberté d'association dans la région euro-med	p.42
Annexe 11 : Donner vie et un sens véritable au PEM : Lettre de Stuttgart à Marseille	p.48

Le Partenariat Euro-Méditerranéen et la Société Civile

En lançant à Barcelone il y a 5 ans le Partenariat Euro-Méditerranéen (PEM), les gouvernements de 27 pays (les Partenaires) et l'Union Européenne se sont engagés à agir conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ils se sont accordés à développer l'Etat de droit et la démocratie dans leurs systèmes politiques et à respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales y compris la liberté d'expression et la liberté d'association, et à combattre le racisme, la xénophobie et l'intolérance. En outre, ils ont reconnu le rôle important que la société civile peut jouer dans la réussite du PEM par la promotion d'une meilleure compréhension mutuelle et d'une coopération plus étroite entre les peuples. Les organisations des droits humains se sont alors félicités des engagements des Partenaires et ont considéré que la Déclaration de Barcelone et les Accords d'Association représentaient d'importants instruments de protection des droits de l'Homme.

Or, depuis le premier sommet de Barcelone et la déclaration constitutive du PEM, le Partenariat Euro-Méditerranéen n'a pas établi un programme de travail régional pour la promotion et la protection des droits de l'Homme ou des mécanismes transparents et efficaces pour le suivi de leur respect. De plus, les deux premières conférences de suivi de Barcelone n'ont pas abouti à une véritable prise en compte de l'importance de la dimension des droits de l'homme ni à l'établissement cette phrase n'est pas finie. Néanmoins, le sommet de Stuttgart, qui s'est tenu en avril 1999, a marqué un tournant avec la tenue d'un forum sur les droits de l'Homme et la citoyenneté qui, conjointement avec les autres forums (environnement, syndicats) a pu transmettre ses recommandations directes aux représentants des Etats à l'issue de leur sommet officiel. Ainsi pour la première fois, une passerelle a pu être établie entre le sommet officiel et la société civile. En outre, Stuttgart a consacré un acquis fondamental, à savoir l'organisation d'une conférence indépendante sur les droits de l'Homme, qui, pour la première fois, ont fait l'objet d'une conférence spécifique organisée par des ONG indépendantes.

Préserver et renforcer l'acquis de Stuttgart

Dans la continuité du sommet de Stuttgart, la Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) et le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH), ont constitué dès l'automne 1999, un collectif de préparation

du Forum Civil de manière à préserver et renforcer cet acquis de Stuttgart.

Dans le cadre de ces préparations, la FIDH et le REMDH s'étaient donnés comme objectifs principaux:

- de sensibiliser les acteurs du partenariat euro-méditerranéen à la situation des droits de l'Homme dans les pays de la région et procéder à l'évaluation du développement de la dimension droits de l'Homme dans le processus de Barcelone depuis novembre 1995;
- d'appeler les Etats à agir conformément aux engagements pris dans la Déclaration de Barcelone;
- de faire en sorte que cette rencontre de Marseille soit pour les défenseurs des droits de l'Homme de la région un espace d'échange d'informations, de discussion et de partage d'expériences;
- d'impliquer le mieux possible les défenseurs des droits humains dans les préparations du Forum Civil;

L'objectif visé dans le cadre du Forum Civil étant de permettre de faire le bilan des cinq dernières années et de formuler des propositions pour l'avenir, en se fondant sur les principaux textes de référence du processus de Barcelone (Déclaration de Barcelone, résolutions du Parlement Européen, document sur la Stratégie Commune de l'Union Européenne à l'égard de la région euro-méditerranéenne).

Ce projet mené par la FIDH et le REMDH a rencontré les préoccupations du Collectif d'ONG en charge de l'organisation du Forum Civil de Marseille, ce qui a conduit le REMDH et la FIDH à collaborer à l'organisation du Forum et à prendre la tête du Réseau Etat de Droit et Démocratie, en raison d'objectifs et de revendications communs.

Le Réseau Etat de Droit et Démocratie et les préparations du Forum Civil

En tant que têtes du Réseau Etat de Droit et Démocratie, la FIDH et le REMDH ont décidé d'organiser un certain nombre de rencontres dans le cadre des préparations du Forum Civil, préparations lors desquelles a été mis l'accent sur les questions clés dans le domaine des droits de l'Homme de la région et dont les résultats ont été transmis aux participants du Forum Civil (voir déclarations finales des conférences en annexe):

* les 8-11 novembre à Bruxelles : séminaire de formation sur la dimension droits de l'Homme du processus de Barcelone (organisé par le REMDH)

* les 15 et 18 novembre 1999 à Paris : atelier de formation d'ONG du Sud et de l'Est de la Méditerranée et de préparation du 4ème sommet de suivi de la Déclaration de Barcelone (organisé par la FIDH)

* les 8-11 février 2000 à Paris, s'est tenue la première Rencontre euro-méditerranéenne des familles de disparus (organisée par la FIDH en collaboration avec d'autres organisations, entre autres le REMDH);

* les 5-7 juin 2000 à Jérusalem, s'est tenue une Conférence sur la Culture et Jérusalem (organisée par LAW en collaboration avec le REMDH);

* les 5-7 octobre 2000 à Casablanca, s'est tenu un Séminaire sur la Liberté d'Association dans la région euro-méditerranéenne (organisé par le REMDH, l'Association Marocaine des Femmes Démocrates, Espace Associatif, l'Organisation Marocaine des Droits de l'Homme);

* les 13-16 octobre 2000 s'est tenue une Conférence sur l'éducation en matière de droits de l'Homme dans le monde arabe (organisée par l'Institut du Caire pour les Etudes sur les Droits de l'Homme en collaboration avec le REMDH);

* les 21-22 octobre 2000 à Stuttgart, s'est tenue la Conférence "De Stuttgart à Marseille", organisée par le Forum Germano-Méditerranéen en collaboration avec, entre autres, le REMDH.

Dans le cadre de ce processus de préparation, a également été établi le programme des ateliers organisés par le Réseau Etat de Droit et Démocratie. Le cadre initial prévu était le suivant:

- séance d'ouverture et séance de présentation communes à tous les Réseaux.
- travaux des ateliers, sur lesquels nous allons revenir.
- séance plénière de restitution des ateliers et séance de clôture, communes à tous les réseaux.

Lors des préparations, 5 thèmes d'importance majeure ont été choisis, sur la base des conférences de préparation réalisées:

- Construire une coordination euro-méditerranéenne des familles de disparus.
- Femmes de la Méditerranée: entre violences physiques et violences symboliques.
- La crise au Moyen-Orient et le processus de Barcelone: Le rôle du partenariat euro-méditerranéen?
- La liberté d'association et la construction d'une société civile euro-méditerranéenne indépendante.
- Vers une justice internationale: le rôle du processus de Barcelone.

Placer les droits de l'Homme au cœur du Forum Civil

Ce programme du Réseau Etat de Droit et Démocratie s'est inséré dans le cadre plus vaste du Forum Civil. La FIDH et le REMDH ont souhaité placer les droits de l'Homme au cœur du Forum Civil et, ce faisant, ils ont rencontré les préoccupations du Collectif de préparation du Forum. En effet, face à la sous-estimation grave ou même l'oubli des dimensions considérées comme déterminantes à Barcelone, telles que droits de l'Homme, Etat de droit, Démocratie, droits sociaux et culture, il s'avérait nécessaire pour la société civile des deux rives de la Méditerranée de redynamiser le cadre partenarial euro-méditerranéen en élaborant des propositions sur les thèmes essentiels du projet euromed et permettre une nouvelle avancée sur les objectifs suivants:

- * redonner sa place à la société civile dans la prévention et le dénouement des conflits,
- * mettre la question des droits humains au cœur du partenariat,
- * donner toute sa place au volet social, culturel et humain,
- * promouvoir l'intégration de l'environnement dans le processus de Barcelone.

C'est dans ce cadre initial qu'avait été organisé le Forum Civil Euromed à Marseille les 10-12 novembre, quelques jours avant la conférence inter-ministérielle afin de produire des conclusions dont pourraient prendre connaissance les représentants des pouvoirs publics.

Un Forum Civil marqué par la crise palestinienne

Mais, le contexte politique au Moyen Orient et le conflit israélo-palestinien ont modifié les données initiales: en effet, en raison de ce conflit, la majeure partie des ONG palestiniennes (regroupées au sein de la Plateform of Palestiniann NGOs - PNGO) et une grande partie des ONG libanaises et syriennes ont boycotté la réunion (de même que les gouvernements syrien et libanais ont boycotté la conférence inter-ministérielle). Ceci a, dans un premier temps, déstabilisé la préparation du Forum puisque l'incertitude était grande quant à la venue d'un grand nombre de participants et donc à l'éventuelle annulation du Forum. Mais, contrairement aux deux autres forums, le Forum des syndicats et le Forum des Collectivités Territoriales, fortement déstabilisés par l'absence d'un très grand nombre de participants, le Forum Civil des ONG qui s'est solidarisé avec la décision prise par la PNGO de ne pas assister au Forum, a

réussi à tirer son épingle du jeu. Le Forum Civil s'est tenu et il a rassemblé un nombre important de participants (environ 300), compte tenu des circonstances. Il s'est déroulé sur trois journées à travers des ateliers thématiques, des ateliers transversaux (dont un atelier portant sur les cadres de coopération et les instruments de financement) et des séances plénières qui ont été organisées sur la base des travaux produits lors des rencontres préparatoires. Les ateliers ont pu se dérouler normalement et les demandes et déclarations formulées par les participants au Forum Civil ont pu être présentées aux pouvoirs publics. Néanmoins, le conflit israélo-palestinien a logiquement pris une place prépondérante dans l'ensemble des débats de tous les réseaux et a marqué l'ensemble de la tenue du Forum mais aussi sa déclaration finale (voir annexe), comme celles des autres forums: chacun d'entre eux a appelé à la refondation du Partenariat Euro-Méditerranéen et au renforcement du rôle de la société civile dans le PEM. Les trois Forums ont également dénoncé l'attitude d'Israël et l'usage de la force contre la population palestinienne et réclamé le droit à l'auto-détermination du peuple palestinien (voir déclaration commune en annexe).

Déroulement des ateliers du Réseau Etat de Droit et Démocratie

Sujet central du Partenariat Euro-Méditerranéen, les droits de l'Homme ont été au cœur des débats du Forum Civil de Marseille. Le REMDH et la FIDH ont organisé 5 ateliers sur les droits de l'Homme: un atelier commun sur la Palestine, co-organisé avec le Réseau Paix et prévention des conflits, et 4 ateliers spécifiques sur les thèmes suivants: la question des disparus; la situation des femmes en Méditerranée et les violences qu'elles subissent; la liberté d'association; la question de la justice internationale. A ces ateliers ont participé leurs membres et leur partenaires, ainsi que plusieurs ONG internationales de défense des droits de l'Homme actives dans la région, offrant ainsi aux défenseurs des droits de l'Homme de la région une tribune pour diffuser et partager informations et témoignages sur l'état des droits humains et des libertés dans le pourtour méditerranéen.

Patrick Baudouin, président de la FIDH, et Kamel Jendoubi, vice-président du REMDH, ont lors du premier atelier présenté les thèmes qui allaient être abordés ultérieurement dans le cadre des discussions organisées par le Réseau Etat de Droit et Démocratie. Patrick Baudouin a souligné la persistance et parfois même l'aggravation des violations des droits de l'Homme dans divers pays du pourtour méditerranéen. Il a également insisté sur le fait que "de tous ces conflits découlent des sources de paralysie: l'Iran, la

Libye, le conflit israélo-palestinien surtout, qui occupe la une de nos travaux alors que nous aurions aimé pouvoir parler dans une situation plus pacifiée d'une amélioration du Partenariat". Il a, comme la plupart des intervenants, souligné les insuffisances de la politique européenne et son ingérence sélective dans les conflits dues à l'obsession sécuritaire, à cette crainte que si on intervient et qu'on prend des positions qui seraient justes et courageuses, on risque d'assister à une déstabilisation de la région. Kamel Jendoubi, quant à lui, a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas oublier les autres conflits dans la région, comme la situation des kurdes. "En tant que défenseurs des droits de l'Homme, nous devons être attentifs à toutes les situations".

A la suite de l'atelier sur la Palestine lors duquel a été lancé un appel unanime à la condamnation d'Israël et à l'intervention de l'Union Européenne dans le conflit, le cours normal des ateliers a repris.

Le premier atelier a été consacré à la question des disparus, question qui selon les intervenants, ronge le sud et qui pourtant a été écartée et marginalisée dans le Partenariat. Tous les intervenants ont insisté sur un triple devoir de mémoire, vérité et de justice et ont appelé l'UE à soutenir financièrement et matériellement les organisations de familles de disparus.

Le deuxième atelier a porté sur la situation des femmes et les violences dont elles sont victimes. On a pu saisir l'ampleur des violences qu'elles subissent ainsi que le sentiment de frustration de ces militantes qui estiment que cette question n'occupe pas la place qu'elle devrait avoir. Elles ont appelé les Etats partenaires à soutenir la reconnaissance de l'égalité effective des hommes et des femmes.

Le troisième atelier a été consacré à la question de la liberté d'association. Lors de cet atelier, ont été rappelées les atteintes croissantes à la liberté d'association dans la région euro-méditerranéenne et l'ensemble des participants a insisté sur le fait que le respect des droits des défenseurs des droits de l'Homme et, plus généralement, de la liberté d'association, doit constituer une des priorités sur l'agenda du PEM et que les Etats doivent s'engager à court terme à faire disparaître toutes les législations et les pratiques entravant l'action des défenseurs des droits de l'Homme.

Enfin, le dernier atelier a été consacré à la question de la justice internationale. L'ensemble des participants ont insisté sur le fait que le phénomène de l'impunité constituait un des principaux obstacles au respect des droits de l'Homme dans

nos sociétés. Ils ont également appelé l'ensemble des Etats partenaires à signer et ratifier le statut de la Cour Pénale Internationale et à reconnaître le mécanisme de compétence universelle.

L'ensemble des conclusions de ces ateliers a été repris dans la Déclaration finale de l'Atelier Etat de droit et Démocratie (voir en annexe), ainsi que celles de l'Atelier commun sur la Palestine.

Avant de revenir plus en détails sur le déroulement et les interventions faites dans le cadre de la séance commune sur la Palestine et de chacun des ateliers du Réseau Etat de Droit et Démocratie, nous allons présenter brièvement le déroulement de la séance d'ouverture et de la séance de clôture, placées sous le signe de la solidarité avec le peuple palestinien et la nécessité d'un renforcement du dialogue avec les Etats membres du PEM.

1. Présentation générale du Forum Civil des ONG et des différents réseaux (Séance du vendredi 10 novembre au matin)

Déroulement du Forum Civil

Le cadre initial prévu pour le Forum Civil a évolué en raison des événements en Palestine/ Israël. Il s'est déroulé sur trois jours, les 10-12 novembre 2000. La matinée du 10 novembre a été consacrée à une séance inaugurale, et à une séance de présentation de l'ensemble des réseaux. A la suite de ces deux séances, il a été décidé que les Réseaux Etat de Droit et Démocratie, d'une part, et Paix et prévention des conflits, d'autre part, organiseraient une séance commune sur la Palestine, en raison des événements dramatiques et du besoin ressenti par l'ensemble des participants d'aborder ce sujet de manière plus approfondie. Le samedi 11 novembre a été consacré aux ateliers initialement prévus. Enfin, dimanche 12 novembre s'est tenue une séance plénière de restitution des travaux des ateliers, puis une séance qui a réuni l'ensemble des 3 Forums et lors de laquelle a été adoptée une Déclaration commune. Enfin, a eu lieu en fin d'après-midi, une rencontre avec les pouvoirs publics.

Réaffirmer la solidarité avec le peuple palestinien

Lors de la séance inaugurale, Hubert Prévot, président de Coordination Sud, a prononcé une allocution d'ouverture lors de laquelle il a souligné la nécessité de jeter les bases d'une refondation du processus de Barcelone. Cette volonté a d'ailleurs été soulignée par l'ensemble des participants au Forum Civil, conscients de l'intérêt que peut représenter pour l'ensemble des citoyens de la zone un Partenariat Euro-Méditerranéen qui prenne véritablement en compte la société civile et soit fondé sur l'égalité de tous les partenaires. Ils ont par ailleurs critiqué les carences des gouvernements, notamment en matière des droits de l'Homme ainsi que l'inaction de l'Union Européenne face au conflit du Proche Orient. Lors de ces interventions, on a pu distinguer 3 aspects:

Tout d'abord, c'est bien entendu la Palestine qui a pris une place prépondérante dans les discours d'ouverture comme lors des discussions ultérieures. Ainsi, Mourad Allal, coordinateur du collectif des ONG, a lu un communiqué au nom des ONG qui organisent le Forum Civil, communiqué dans lequel était réaffirmée la solidarité avec "ceux qui ne sont pas là", avec ceux qui ont fait le choix de ne pas venir et qui veulent ainsi interpeller l'Union Européenne par rapport à sa position dans le conflit palestinien. Peu après, Kamel

Lahbib, de l'Espace Associatif marocain, a lu un communiqué rédigé par la plateforme des ONG palestiniennes (PNGO) (voir déclaration en annexe) qui, tout en réaffirmant l'importance des relations avec les amis européens et musulmans pour développer les relations culturelles, économiques, etc., et pour renforcer le soutien à la juste lutte des palestiniens, soulignait l'impossibilité pour la PNGO de participer à cette conférence. En effet, selon ces ONG, participer à la conférence aurait constitué un message trompeur: dans un contexte où l'urgence est la protection internationale du peuple palestinien, le PEM ne constitue pas une priorité. Ils ont réclamé la création d'une plate-forme plus large pour le processus de paix permettant la participation de l'Europe et le déploiement d'une force internationale pour protéger le peuple palestinien. Le communiqué que Leila Shahid, Déléguée générale de l'Autorité Palestinienne en France, a fait parvenir au Forum allait dans le même sens. Enfin, et surtout, la séance a été marquée par l'annonce faite, au nom des participants arabes, par Khémais Chammari, expert-consultant tunisien et dernier intervenant, lors de son allocution, du retrait des participants arabes de la séance plénière, en signe de solidarité avec les absents, avec la Palestine, pour participer ensuite aux travaux des ateliers.

La nécessaire refondation du PEM

Le deuxième aspect central de cette première séance a consisté en une analyse des résultats du PEM et en la conclusion générale de la nécessité de sa refondation. Lors de cette première séance, plusieurs intervenants ont cherché à dégager un bilan critique du PEM et ont insisté sur l'écart existant entre les ambitions affichées et la modestie des résultats obtenus et sur le fait que le PEM ne doit pas simplement être une zone de libre échange sous surveillance policière mais bien promouvoir des actions citoyennes et reconnaître de manière pleine et entière la société civile.

Dans le même sens, Pasqualina Napolitano, députée au Parlement Européen, a rappelé que le Parlement européen avait adopté une résolution qui analyse et critique les instruments du PEM, en raison des résultats insuffisants. Elle a ainsi mis en évidence trois limites du PEM:

- la priorité donnée au libre-échange par rapport au co-développement et au dialogue culturel.

- la dimension bilatérale des relations entre l'Union Européenne et le PEM fait obstacle au développement des relations nord-sud.
- la faiblesse de l'implication des sociétés civiles et le centralisme du rôle des gouvernements.

Elle a également souligné la nécessité de coordonner les politiques des pays de l'Union Européenne dans la zone méditerranéenne et a salué la participation de Javier Solana, en charge de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), au sommet de Charm el Cheikh. De même, Alain Joxe a affirmé l'importance de la prise de conscience que l'Europe a des responsabilités dans cette zone et qu'elle doit s'appuyer sur l'expérience de la décolonisation pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

Responsabilités et engagements des ONG dans le PEM

Enfin, le troisième aspect mis en évidence par ces interventions s'est centré sur la place et la fonction que devaient occuper les ONG dans le processus de Barcelone, sur les responsabilités qu'avaient les ONG dans ce processus et sur les dangers potentiels qui les menaçaient: les intervenants ont souligné que les ONG ne devaient pas se cantonner dans le domaine de la protestation incantatoire mais elles doivent aussi refuser l'instrumentalisation, refuser d'être la caution d'un gouvernement.

Cette première séance a donc été tout à fait symptomatique du reste des discussions qui ont eu lieu lors du Forum Civil. La Palestine a occupé la plus grande part des débats mais, malgré tout, d'autres sujets ont été évoqués.

Une séance de clôture sous le signe de la nécessité du dialogue avec les Etats membres du PEM

Lors de la séance plénière finale, l'ensemble de ces réseaux¹ et ateliers ont produit une déclaration finale. Lors de la restitution des travaux des ateliers puis lors de la séance plénière avec les autres Forums, l'ensemble des intervenants au nom des réseaux a mis en évidence des aspects communs que nous avons déjà mentionnés plus haut, à savoir, la nécessité de mettre fin à la crise palestinienne et de condamner Israël, le bilan peu satisfaisant du PEM dans l'ensemble des domaines politiques, économiques, sociaux et culturels et la nécessité, par conséquent, de refonder ce Partenariat et d'accorder une place plus importante à l'ensemble de la société civile.

La dernière partie du Forum Civil a été consacrée à une rencontre avec les pouvoirs publics. Celle-ci n'a pas donné lieu à un réel échange mais elle a néanmoins consacré un acquis de Stuttgart, à savoir la possibilité que les ONG ont eu de transmettre leurs recommandations directes aux représentants des Etats et la rencontre et l'écoute entre les participants aux diverses rencontres et les participants au sommet officiel. La présence de Charles Josselin, ministre français à la Coopération, de l'ambassadeur d'Egypte en France, de Madame Leila Chahid, Déléguée générale de Palestine en France ainsi que celle de Mr Gessi de la Commission Européenne sont en cela très revêtent une importance particulière à cet égard.

Note :

1. Les Réseaux présents lors du Forum étaient:

- Réseau Etat de Droit et Démocratie, coordonné par la FIDH et le REMDH: celui-ci a coorganisé la séance sur la Palestine en collaboration avec le Réseau Paix et Prévention des conflits.

- Réseau Paix et Prévention des conflits, coordonné par le FCM.

- Réseau Echanges culturels et humains, coordonné par le FRS.

- Réseau Environnement, coordonné par WWF et ENDA.

- Réseau Partenariat pour le Développement Local, coordonné par le CCFD.

- Réseau Jeunesse, coordonné par le CNAJEP.

D'autre part, ont également été organisés des ateliers transversaux:

- Atelier Partenariat économique euro-méditerranéen

- Atelier Migrations.

- Atelier Instruments du Partenariat

2. Atelier commun sur la Palestine (séance du vendredi 10 novembre, après midi)

Un appel unanime à la condamnation d'Israël et à l'intervention de l'Union Européenne

Les réseaux Etat de Droit et Démocratie, d'une part, et Paix et Prévention des conflits, d'autre part, conscients de la nécessité d'aborder la question palestinienne, ont pris la décision de co-organiser un atelier sur la Palestine, non prévu dans le programme initial. Compte-tenu des événements dramatiques, de l'absence des ONG palestiniennes et de l'importance de transmettre un message fort, d'une seule voix, sur cette question aux Etats du PEM lors du sommet de Marseille, les deux Réseaux ont organisé cette séance qui a donné lieu à la rédaction d'une déclaration condamnant Israël, appelant au retrait des Territoires Occupés et à l'intervention de l'Union Européenne dans ce conflit (voir déclaration: "Palestine: Agir maintenant", en annexe).

Dans l'ensemble de ces interventions, comme dans le débat qui a suivi, les préoccupations ont été communes: tous réclament une intervention et un rôle plus politique de l'Union Européenne dans ce conflit (notamment, en utilisant les clauses droits de l'Homme contenues dans les Accords d'Association), tous demandent qu'on applique le droit et que soient respectés les droits politiques, sociaux et économiques de l'ensemble du peuple palestinien, dans les territoires occupés, à l'intérieur d'Israël et dans les camps de réfugiés au Liban et en Jordanie. Enfin, tous réclament que soit mise en place une commission d'enquête internationale et indépendante sur les violations des droits de l'Homme commises lors de ces derniers mois et que soit déployée une force internationale pour protéger le peuple palestinien. Elle appelle enfin les représentants des gouvernements qui se réunissent à Marseille mais aussi les peuples, les sociétés civiles et tous les citoyens de l'espace euro-méditerranéen à défendre le droit, la justice et la paix.

Lors de cet atelier, six intervenants ont pris la parole pour évoquer des aspects différents mais complémentaires de la question palestinienne. Les trois premières interventions ont été d'ordre général alors que les trois suivantes ont évoqué des aspects très concrets, concernant la situation des palestiniens dans les Territoires Occupés, à l'intérieur même d'Israël et en Jordanie et au Liban.

La nécessaire intervention de l'Union Européenne dans le conflit

Tout d'abord, les premières interventions ont concerné le rôle que l'Union Européenne devrait avoir dans cette crise ainsi que le contexte global de la crise. Wim Bartels (Dialogue Euro-Arabe entre Citoyens), a ainsi souligné que l'UE, en laissant le processus aux mains des USA, avait contribué à l'échec du processus de paix. D'autre part, il a aussi noté que cet échec était dû au fait que le processus d'Oslo n'était pas guidé par le droit international mais par les rapports de force asymétriques entre les deux parties. Mohammed Sid Ahmed a d'ailleurs remarqué que le processus de paix avait été promu par Bill Clinton avec deux objectifs: le processus de paix en lui-même mais surtout l'ambition personnelle du Président qui n'avait rien à voir avec le processus. D'où l'insistance de Bill Clinton sur le processus alors que les conditions n'étaient pas toujours mûres. D'autre part, il a aussi souligné que le contexte global au Moyen-Orient était actuellement défavorable en raison de l'attitude des gouvernements arabes: selon lui, la paix avec Israël n'a été possible que quand la question de l'Irak est devenue critique car aux yeux de beaucoup de gouvernements arabes, l'Irak est alors apparu comme un ennemi pire qu'Israël. Mais, aujourd'hui, la situation a évolué: la plupart des gouvernements arabes n'acceptent plus l'attitude des USA et de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Irak et, dans le même temps, Israël revient au centre de leurs préoccupations. Par conséquent, selon ces deux orateurs, c'est un moment particulièrement favorable pour que l'UE reprenne l'initiative et s'investisse dans le processus de paix. Pour Luisa Morgantini, députée italienne (Verts) au Parlement Européen et présidente de la délégation inter-parlementaire pour les relations avec le Conseil législatif palestinien, l'UE doit jouer un rôle plus politique dans cette crise et oeuvrer pour la solution du conflit palestinien et la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Wim Bartels, s'appuyant sur des propositions élaborées par la Plate-Forme des ONG des Pays-Bas pour la Palestine, a mis en avant des principes qui devraient former la base et le cadre de la politique de l'UE: droit au retour des réfugiés palestiniens selon la résolution 194 de l'Assemblée Générale de l'ONU; reconnaissance du droit à l'auto-détermination du peuple palestinien; retrait des troupes israéliennes; respect des droits de l'Homme par les deux parties. L'UE doit, selon lui, travailler à l'établissement d'une commission internationale d'enquête et d'un

mécanisme de contrôle mais aussi ne pas hésiter à utiliser les mécanismes du processus de Barcelone pour obliger Israël à respecter ses obligations: invoquer les clauses de suspension de l'Accord d'Association avec Israël; renforcer les clauses territoriales en relation avec l'exportation vers l'UE de produits fabriqués dans les colonies et prendre ses responsabilités politiques.

L'absence de droits du peuple palestinien

Après ces contributions plus théoriques au sujet de la position de l'UE et du processus de paix en général, ont suivi trois interventions concernant la situation du peuple palestinien dans les Territoires Occupés, à l'intérieur d'Israël et en Jordanie et au Liban. Michel Warchawski, (Centre d'information alternative, Bethléem), a ainsi évoqué la situation interne en Israël et les difficultés rencontrées par le mouvement pour la paix. Il a lu un communiqué rédigé par un ensemble d'organisations israéliennes (Bloc de la Paix, Centre d'information alternative, Comité pour la dénucléarisation du Moyen-Orient et Comité israélien contre la destruction des maisons palestiniennes, voir annexe) dans lequel celles-ci délimitent les conditions pour faire de la Méditerranée une zone de paix et de sécurité pour tous. Ils exigent, en tant que citoyens israéliens, que les Etats du Nord prennent leurs responsabilités et fassent régner le droit. Il a également souligné qu'il fallait mettre en avant 4 éléments: le droit ("en finir avec le marchandage basé sur le rapport de force"); la protection par la communauté internationale (commission d'enquête internationale, présence sur le terrain, et procédure pénale contre les criminels de guerre), changement du cadre de négociations (en finir avec le tête à tête Israël/Palestine et le rôle d'arbitre des USA et nécessaire participation arabe et européenne aux négociations); recréer un front international de solidarité avec les Palestiniens.

A la suite de cette intervention, Andrea Battista (Association Arabe pour les Droits de l'Homme à Nazareth) a quant à lui évoqué la situation de la minorité arabe en Israël et a insisté sur la distinction à faire entre la situation des citoyens palestiniens israéliens et celle des palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Il a souligné que les citoyens palestiniens israéliens sont considérés comme des citoyens de seconde zone et qu'ils sont victimes de discrimination, renvoyés de leur emploi, mais aussi victimes de tueries extra-judiciaires, détentions illégales, torture, mauvais traitement lors des gardes à vue, etc. C'est pourquoi il a demandé la protection générale de ces personnes, l'engagement de la communauté internationale et la protection internationale.

Enfin, Mohammed Tahri, a évoqué la situation difficile des

réfugiés palestiniens au Liban et en Jordanie. A la suite d'une mission qu'il a réalisée dans ces deux pays pour le REMDH², il a constaté qu'ils vivaient dans des conditions de vie difficiles du fait de leur absence de statut légal et de la volonté de ces deux Etats qu'ils quittent leur territoire. D'autre part, l'UNWRA, créée en 1949 pour gérer le problème des réfugiés palestiniens de manière provisoire pour 3 ans, n'a réglé aucun des problèmes fondamentaux et n'a pas pris en charge l'ensemble des réfugiés en raison de critères pour recevoir l'assistance particulièrement restreints. Les réfugiés palestiniens ont de plus été exclus des bénéficiaires de la convention des Nations Unies relative au statut des Réfugiés, adoptée en 1951. Ils souffrent de discrimination concernant l'accès à l'emploi, l'éducation, etc., et la situation dans les camps est désastreuse. Enfin, il a constaté que les Palestiniens étaient très souvent pris en otage dans des conflits internes à ces deux pays, notamment aux niveaux religieux et politique,.

A la suite de cet atelier spécifique, le Réseau Etat de Droit et Démocratie a repris son programme initial en abordant 4 thèmes primordiaux: dans la matinée du samedi 11 novembre, ont été abordées la question des disparus puis la situation des Femmes en Méditerranée et les violences qu'elles subissent; dans l'après-midi, les ateliers ont été consacrés à la liberté d'association et enfin à la question de la justice internationale.

Note :

2. On pourra consulter le rapport de la mission rédigé par Mohammed Tahri et Maria Donato, et publié par le REMDH.

3. Construire une coordination euro-méditerranéenne des familles de disparus (séance du samedi 11 novembre au matin)

Le devoir de vérité, justice et mémoire

A travers les différentes communications présentées, a été abordée la question de la disparition sous des angles différents. Mais tous les intervenants ont insisté sur un triple impératif: le devoir de vérité, justice et mémoire. Concrètement, cela signifie par exemple, comme l'ont évoqué certains participants lors du débat qui a suivi, de transmettre les données d'une présidence européenne à l'autre, de rassembler tous les témoignages mais aussi de faciliter aux familles des victimes les démarches envers les organismes internationaux de défense des droits de l'Homme. Enfin, tous ont demandé que l'UE donne les moyens financiers, matériels, etc. pour qu'une coordination des familles des disparus voit le jour ce qui permettrait d'effectuer un travail de lobbying efficace auprès des institutions européennes ou de l'ONU.

Comme lors de l'atelier sur la Palestine, deux types de communications ont été présentées: deux interventions ont porté sur les aspects juridiques de la lutte contre les disparitions, tant au niveau de l'UE qu'au niveau de l'ONU avec le projet de convention internationale sur les disparitions forcées. Ensuite, trois interventions ont porté sur la lutte des familles des disparus au Liban, en Algérie et au Maroc, pour connaître la vérité et lutter contre l'impunité des responsables.

Utiliser les mécanismes du PEM pour lutter contre le phénomène des disparitions forcées

L'intervention d'Isabelle Brachet (FIDH) a ainsi porté sur les possibilités d'utiliser les mécanismes et structures du PEM pour lutter contre le phénomène des disparitions forcées. Elle a évoqué la première rencontre des familles de disparus de la région euro-méditerranéenne qui a eu lieu en février 2000³, lors de laquelle avait été organisée une journée à Bruxelles pour sensibiliser les responsables européens à la problématique des disparus dans la région. Lors de cette journée, il a été proposé à l'UE d'adopter des orientations relatives aux disparitions forcées. Ces orientations ou lignes directrices, qui existent déjà pour la peine de mort, fixent dans un document le cadre de l'action européenne dans le domaine de la politique étrangère. Elles permettent donc d'avoir une politique systématique et cohérente et de réaliser des démarches dans le cadre du dialogue politique entre l'UE

et les pays partenaires pour les inciter à stopper ces pratiques. Il est alors possible d'utiliser les accords d'association pour que les responsables européens soulèvent des cas individuels de disparitions forcées, pour essayer d'identifier des programmes et des mesures à prendre par l'Etat considéré pour prévenir les disparitions forcées, les élucider et punir les responsables. Il serait alors également possible dans ce cadre d'utiliser les financements de MEDA Démocratie pour des ONG locales méditerranéennes ou européennes travaillant sur cette question. Il s'agit donc d'utiliser le PEM pour résoudre et prévenir les disparitions forcées et compléter cette action par une pression sur les Etats membres pour avancer par rapport au projet de Convention internationale sur les disparitions forcées et par l'adoption de lignes directrices dans ce domaine.

Soutenir le projet de Convention Internationale pour la Protection de Toutes les Personnes contre les Disparitions Forcées

Sara Guillet (FIDH) a elle aussi évoqué les aspects juridiques de la lutte contre les disparitions forcées en abordant le projet de Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Ce projet a été initié en 1981 mais il a surtout avancé depuis 5 ans. En matière de disparition forcée, il existait jusqu'alors des lacunes juridiques puisque le crime de disparition forcée n'est pas reconnu par le droit international en tant que tel et de manière contraignante. Il existe des instruments mais soit ils ne sont pas contraignants, comme la Déclaration des Nations Unies sur les disparitions forcées de 1992, soit ils ont un rôle essentiellement humanitaire comme le Groupe de Travail des Nations Unies sur les disparitions forcées qui n'a pas de fonction juridique et ne peut poursuivre les responsables. Quant aux instruments généraux des droits de l'Homme, comme le Pacte international sur les droits civils et politiques, ils ne mentionnent pas la disparition forcée. Ce qui est spécifique à la disparition forcée est que c'est une violation qui recouvre plusieurs violations des droits de l'Homme: violation du droit à la vie, à l'intégrité physique et à la sûreté. C'est pourquoi il est nécessaire de créer un

Note :

3. On pourra consulter la Déclaration Finale de cette Rencontre, en annexe.

nouvel instrument contraignant à portée universelle. Dans le projet de Convention élaboré par des ONG, les normes abordées couvrent notamment :

- répression (clause de compétence universelle, interdiction d'amnistie, responsabilité pénale du responsable, etc.)
- prévention et protection des victimes (habeas corpus)
- droit des victimes (réparation, réhabilitation, indemnisation des victimes au sens large, c'est-à-dire de la personne disparue mais aussi de sa famille, de ses proches).
- mécanisme de contrôle: rapports réguliers aux Nations Unies sur la façon dont les Etats signataires ont intégré ces dispositions dans leur droit interne. Capacité de recevoir des plaintes, effectuer des visites, etc.

La Commission des Droits de l'Homme examine actuellement le projet de déclaration. Les ONG souhaiteraient que soit désigné un groupe de travail inter-session pour l'examiner. Cependant, Sara Guillet a souligné qu'il était nécessaire que les ONG se mobilisent "*pour représenter un front permanent contre les Etats qui souhaiteraient réduire ce projet à une peau de chagrin*".

Pour la vérité sur les disparus au Liban, en Algérie et au Maroc

A la suite de ces deux interventions plus théoriques, trois intervenants ont présenté l'état des lieux en matière de disparition forcée au Liban, en Algérie et au Maroc.

Wadih-Ange El-Asmar (SOLIDA) a présenté la situation actuelle au Liban et la lutte des familles de disparus dans ce pays. Depuis 1975, on a recensé 17000 disparus lors de la guerre. Ces disparitions ont été reconnues par l'Etat libanais mais cela s'est arrêté là: il n'y a pas eu d'enquête alors qu'une partie de ces gens est encore vivante et croupit dans les prisons israéliennes ou syriennes. Il a souligné qu'il existait trois grands axes de disparitions:

- les disparus pendant la guerre du Liban du fait des milices libanaises. L'Etat libanais a créé une commission d'enquête à l'issue de laquelle elle a conclu que tous les Libanais disparus étaient morts, sans avoir mené de véritable enquête.
- les disparus détenus dans les prisons israéliennes, en dehors de toute légalité internationale.

- les détenus en Syrie dont le gouvernement syrien refuse d'admettre la présence et qui fait pression sur les familles des disparus.

Pour défendre ces détenus, les familles se sont réunies: premier collectif en 1983; collectif des détenus en Israël; collectif des familles des détenus en Syrie. Elles réclament l'établissement d'une commission d'enquête impartiale au niveau du Parlement libanais, d'autant que, avec la libération de 120 libanais en 1998, on sait que tous les disparus ne sont pas morts.

Nassera Dutour (Collectif des Familles de Disparus, Algérie) a, quant à elle, évoqué la situation en Algérie et tout particulièrement les 7000 personnes enlevées par les forces de sécurité algériennes et dont on est sans nouvelles, ainsi que la politique oppressive de l'Etat vis-à-vis des familles des disparus qui les oblige à prendre des jugements de disparitions qui donnent lieu au bout de 4 ans à un certificat de décès. Elle a demandé à la France de prendre ses responsabilités et a appelé à l'établissement d'un tribunal euro-méditerranéen qui aurait pour compétence de juger les crimes passés, présents et pas seulement futurs.

Enfin, Lahcen Moutik (Forum Vérité et Justice) a présenté l'état des lieux au Maroc et les projets du Forum Vérité et Justice: organisation des droits de l'Homme formée par des victimes, des rescapés de la disparition forcée et des familles de victimes et anciens détenus politiques, elle a été formée il y a un an pour chercher à établir la vérité sur les disparitions et lutter contre l'impunité des responsables dans la phase de transition actuelle où on cherche souvent à oublier. Mais selon lui il n'est pas possible de construire une société sur le mensonge, sur l'amnésie, sur l'oubli d'une partie de l'histoire. C'est aussi pour cette raison que le Forum souhaite créer un centre de mémoire pour tenter de réunir des éléments de l'histoire de ces disparus qui est particulièrement difficile à exprimer et définir avec justesse.

Lors du débat qui a suivi, l'ensemble des intervenants a souligné la nécessité du devoir de mémoire et de ce fait l'importance de la constitution d'associations de victimes et de familles des victimes de disparitions forcées au niveau régional. Un autre aspect important souligné lors de ce débat a été celui du travail de lobbying nécessaire auprès de l'Union Européenne, notamment en transférant les données concernant les disparitions forcées d'une présidence à l'autre, mais aussi particulièrement d'interpeller la France qui dispose d'une position privilégiée dans les cas évoqués.

4. Femmes de la Méditerranée: entre violences physiques et violences symboliques (Samedi 11 novembre au matin)

Les femmes, oubliées du PEM

A travers les différentes interventions faites lors de cet atelier, on a pu saisir l'ampleur des violences tant physiques que symboliques faites aux femmes dans la région méditerranéenne et d'autant mieux comprendre l'importance que revêt cette question aux yeux des militantes des droits humains et leur frustration face à l'absence de volonté politique de la part des gouvernements et le manque de dynamisme des ONG de défense des droits humains. La question des femmes a traversé l'ensemble des débats qui se sont déroulés dans le cadre du Forum Civil et a donné lieu à des interventions critiques de la part de plusieurs participantes. Ces interventions ont démontré une fois de plus, s'il en était besoin, le sentiment de nombreuses participantes et de l'ensemble des militantes des droits de l'Homme de ne pas être suffisamment prises en compte et que la question des femmes n'occupe pas la place qu'elle devrait logiquement avoir dans les débats concernant les droits de l'Homme. On a pu remarquer que le sentiment de frustration et de déception était très fort chez la plupart des participantes et on a senti qu'il faudra le prendre en compte dans la préparation du prochain Forum Civil et, plus globalement, intégrer et développer cet aspect dans le cadre des actions des organisations des droits de l'Homme.

Rappeler aux Etats leurs engagements dans le domaine des droits des femmes

L'atelier s'est centré sur la question des femmes et leur place dans le Partenariat Euro-Méditerranéen. En effet, dans la Déclaration de Barcelone de 1995, une seule phrase mentionne les femmes et elles sont les grandes absentes du processus de Barcelone. Lors de cet atelier, il s'agissait donc, entre autres, de faire le bilan de ce faible engagement et d'examiner la place des femmes dans la société civile euro-méditerranéenne. Dans cette perspective, l'ensemble des intervenantes n'a pas manqué de souligner que ces engagements n'avaient pas été respectés. Néanmoins, elles ont en majorité choisi d'aborder des points précis concernant la situation des femmes: à la suite de l'intervention d'Alya Cherif Chammari de portée plus générale sur les engagements internationaux des Etats et la place des femmes dans le PEM, les intervenantes ont abordé successivement les thèmes suivants: le plan d'action pour l'intégration des femmes au développement au Maroc ; la

question des violences domestiques; les femmes émigrées; les femmes de travailleurs immigrés restées au pays.

L'intervention d'Alya Cherif Chammari, du Collectif 95 Maghreb Egalité, a porté sur les engagements internationaux des Etats et la place des femmes dans le PEM. Elle a rappelé que l'objectif premier du PEM était de parvenir à établir une zone de libre-échange en 2010 et elle a souligné qu'il fallait désormais passer à l'Euro-Méditerranée des peuples. Dans cette perspective, selon elle, la participation des femmes dans toutes les sphères de la vie active est une garantie de croissance durable, d'équilibre social et d'avenir pacifique. Mais la Déclaration de Barcelone occulte la participation des femmes à cette aire de paix, de stabilité et de prospérité bien que les gouvernements aient reconnu le rôle clé des femmes dans le développement et se soient engagés à promouvoir la participation effective des femmes dans la vie économique et sociale et dans la création d'emplois. Selon elle, ce traitement du rôle des femmes dans la construction du Partenariat n'est pas innocent dans des sociétés où le droit des femmes à l'égalité réelle et à une souveraineté effective constitue un problème, renforcé par la montée des fondamentalismes religieux qui tendent à imposer des sociétés théocratiques rétrogrades qui font du statut d'infériorité des femmes et de leur asservissement, la pierre angulaire de leur projet de société. Il s'agit donc de rappeler aux Etats leurs engagements (renforcés par ceux qu'ils ont pris en adoptant la Déclaration de Beijing), ce d'autant plus qu'au Nord de la Méditerranée également les conquêtes des femmes restent inachevées ou en danger de régression et leurs droits mis en cause.

Maroc : initier un difficile dialogue sur le statut des femmes

Après cette intervention plus générale sur la place des femmes dans le PEM, les interventions suivantes ont porté sur des points plus spécifiques. Ainsi, Saida Driss Amrani, de l'Association Démocratique des Femmes du Maroc, a présenté le plan d'action pour l'intégration des femmes au développement élaboré par le gouvernement marocain. Ce projet gouvernemental inspiré de la plate-forme de Pékin vise l'émancipation juridico-politique et socio-économique des femmes et a impliqué les ONG féminines et de défense des droits de l'Homme dans son élaboration. Il a adopté une

approche pragmatique, intégrant les droits indissociables des femmes dans l'ensemble des domaines prioritaires. Il s'articule autour de 4 objectifs: participation des femmes à l'éducation, promotion de la santé reproductive, intégration au développement économique et renforcement des pouvoirs des femmes au niveau juridique et politique. Certaines mesures de ce Plan qui intègre des réformes du statut personnel, notamment concernant la question de la garde des enfants en cas de séparation ou de remariage de la mère ou le partage des biens conjugaux en cas de divorce, ont suscité une forte hostilité de la part de certains théologiens ou islamistes, même si ces réformes ne constituent qu'une petite partie du Plan. Ils ont accusé le plan de contredire les préceptes de la charia et d'inciter à l'éclatement du noyau familial et à la dépravation des mœurs et ont mené une vaste campagne anti-plan, incitant à la violence contre les femmes lors des prêches dans les mosquées. Pourtant, la majorité de la population a appuyé ce plan et, surtout, un véritable débat public a été lancé sur la question de la moudawana ce qui a donné lieu à un questionnement des femmes sur leur propre condition. Un réseau de défense du plan s'est même constitué mais cela n'a pas permis d'adopter le plan en raison de l'absence de volonté politique chez les décideurs. Ceci démontre bien les difficultés à faire adopter ce genre de projet favorable aux droits des femmes mais aussi l'importance de lancer un débat sur les normes qui régissent le statut personnel des femmes dans l'ensemble des pays euro-méditerranéens.

Les femmes victimes de violences domestiques

A la suite de cette intervention, Kristiina Kouros de la Ligue Finlandaise des droits de l'Homme, a évoqué la question des violences domestiques qui touchent entre un quart et la moitié des femmes au moins une fois dans leur vie. En s'appuyant sur une enquête réalisée en Finlande et en Australie, elle a insisté sur le fait que c'est un phénomène qui touche les femmes sur les deux rives de la Méditerranée et non pas uniquement au Sud. Elle a surtout mis l'accent sur le comportement de la police vis-à-vis de cette violence domestique: très souvent, la police ne prend pas les plaignantes au sérieux, elle ne réalise pas d'enquêtes et les accusent même parfois d'être instigatrices de ces violences. Il reste donc beaucoup à faire en ce domaine.

Les femmes, prisonnières du statut personnel

Saida Rhal Sidhoum, du Collectif 95 Maghreb Egalité, a, quant à elle, abordé la question des femmes immigrées. Elle a indiqué que deux éléments caractérisent les femmes

migrantes: elles sont étrangères donc elles sont soumises au droit qui organise les étrangers; elles sont souvent des accompagnatrices donc elles sont soumises au droit qui définit les droits de ceux qu'elles accompagnent (regroupement familial, revenus pris en considération pour avoir le droit de vivre en famille). Mais dans les pays de droit romain, elles continuent de se voir opposer le Code national de statut personnel. Ainsi l'article 75 de la Constitution française garantit aux français qui ont un statut local différent de pouvoir s'en prévaloir pour pouvoir organiser leurs relations, dont les rapports entre les hommes et les femmes. D'autre part, dans de nombreux pays, des femmes de même nationalité disposent de statut personnel différent et donc inégalitaire, selon leur lieu de résidence. C'est par exemple le cas en Israël: à Gaza, les femmes disposent d'un statut personnel proche de l'Egypte; en Cisjordanie, d'un statut proche de celui de la Jordanie. Le statut peut aussi varier selon la religion: au Liban, par exemple, la femme musulmane n'aura pas les mêmes droits que la femme chrétienne. Mais ces dispositions qui concernent le statut personnel peuvent conduire à des conséquences dramatiques: par exemple, une femme du sud qui se marie avec un homme du nord est considérée dans son état d'origine comme célibataire et ses enfants illégitimes. Certains Etats ont tenté d'y remédier en adoptant des conventions bilatérales sur la situation des enfants mixtes, comme cela a été le cas entre la France et l'Algérie et la France et le Maroc. Même si ces conventions en constituent pas nécessairement des garanties suffisantes pour le respect des droits des femmes en tant que droits humains fondamentaux, la possibilité existant de s'appuyer sur ces conventions pour demander qu'on accorde les mêmes droits aux femmes restées au sud qu'aux femmes du sud immigrées au nord. Mais cette question illustre bien la difficulté à créer de réels partenariats et en même temps elle est symptomatique de la manière dont les souffrances peuvent être conjuguées des deux côtés de la Méditerranée, notamment quand il s'agit des femmes.

Les violences faites aux femmes retenues au pays

Enfin, Malika Horchani, du Collectif 95 Maghreb Egalité, a évoqué la situation des femmes de travailleurs immigrées restées au pays et, plus spécifiquement, un aspect occulté des relations internationales, les violences faites aux femmes retenues au pays. Il s'agit de ces femmes mariées mais qui vivent presque toute leur vie sans leur conjoint. Le rôle masculin qu'elles exercent de fait ne leur est pas reconnu, un contrôle social serré est exercé sur elle pour sauvegarder l'honneur de l'absent. Elles subissent des

répercussions sur leur propre équilibre et l'équilibre psycho-affectif de leurs enfants, même si leur situation a évolué en fonction de l'évolution des structures familiales et de celle des femmes dans la société où elles vivent. Elles subissent aussi les conséquences de la migration et leurs droits sont bafoués. Pourtant, l'impact des migrations sur les femmes n'est pas pris en considération et aucune mesure n'est prise par les gouvernements du pays d'origine comme de celui d'accueil pour améliorer la situation de ces femmes.

5. La liberté d'association: vers la construction d'une société civile euro-méditerranéenne (samedi 11 novembre, après-midi)

La liberté d'association : droit fondamental pour la société civile

Pour introduire le thème de la liberté d'association, Kamel Jendoubi, vice-président du REMDH, a rappelé que la liberté d'association était essentielle pour beaucoup d'acteurs de la société civile et que les défenseurs des droits de l'Homme sont poursuivis dans le domaine de la liberté d'association. En effet, plusieurs pays ont récemment pris des dispositions visant à restreindre et réduire la liberté d'association : c'est le cas de l'Egypte, de la Tunisie, de la Jordanie dans une certaine mesure et de la Syrie. Dans l'ensemble des interventions comme lors du débat, ont été soulignées les difficultés rencontrées par beaucoup d'ONG le plus souvent contrôlées et dont le financement est conditionné à leurs relations avec leurs gouvernements respectifs. C'est pourquoi cette situation implique, selon Kamel Jendoubi, d'être plus inventif pour proposer des critères sur la base desquels les Etats signataires de Barcelone et des Accords d'Association se conforment.

Dans le cadre de cet atelier, deux types de contribution ont été présentés: d'une part, a été évoquée la situation en matière de liberté d'association en Turquie et en Tunisie ; d'autre part, des aspects plus juridiques ont été abordés en matière de normes à créer dans ce domaine ainsi que sur la question du financement des associations.

Créer des normes internationales dans le domaine de la liberté d'association

Kamal Lahbib, de l'Espace Associatif au Maroc, a présenté une contribution sur les normes internationales à créer dans le domaine de la liberté d'association dans la région euro-méditerranéenne. Il a rappelé que les partenaires de Barcelone s'étaient accordés pour développer les droits de l'Homme, les libertés fondamentales, y compris la liberté d'association. Mais, pour l'Union Européenne, le souci majeur de la sécurité et de la stabilité prime sur les droits de l'Homme et au Sud la liberté d'association reste sujette à des restrictions et soumise à un régime d'autorisation administrative. Les associations sont soumises aux ingérences répétées, aux menaces de dissolution administrative, à la surveillance, à l'instrumentalisation et à des tentatives de mise sous tutelle. Certains Etats essaient cependant d'harmoniser leur législation nationale avec les

principes internationaux mais les cas de l'Egypte et de la Tunisie montrent les limites de ces tentatives.

C'est pourquoi, sur la base de rencontres organisées par l'Initiative Arabe pour la liberté d'association et le REMDH⁴, Kamal Lahbib a proposé de mettre en place une sorte de commission politique et juridique qui devrait se pencher sur la question du droit associatif en Méditerranée pour dégager des standards internationaux qui sauvegardent la liberté d'association. Ces standards s'articuleraient autour de 3 axes fondamentaux :

-un axe politique portant sur le principe de la liberté d'association prévu par l'article 20 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, par l'article 22 du Pacte International sur les Droits Civils et Politiques, et par la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les Défenseurs des Droits de l'Homme⁵.

-un axe organisationnel et réglementaire pour que l'association bénéficie d'une personnalité morale indépendante (plus d'autorisation préalable nécessaire pour créer une association, libre choix des objectifs, procédures de dissolutions relevant d'instances judiciaires et non plus administratives, entre autres).

-un axe financier: droit d'accès au financement de toute personne morale ou physique locale ou étrangère dans la transparence des règles de contrôle interne et externe.

Notes :

4. Pour plus d'information, on pourra se reporter à la Déclaration finale de la Conférence de Casablanca sur la Liberté d'Association, organisée par le REMDH, en collaboration avec l'Association Marocaine des Femmes Démocratiques, Espace Associatif et l'Organisation Marocaine des Droits de l'Homme en octobre 2000, voir annexe.

5. Le nom exact de la Déclaration étant Déclaration des Nations Unies sur le Droit et la Responsabilité d'individus, de groupes ou d'organes de la société à promouvoir et à protéger les droits de l'Homme et les libertés fondamentales reconnus universellement. (mars 1999).

Le financement extérieur, ressource nécessaire pour la promotion des droits de l'Homme

C'est ce dernier point qui a fait l'objet de l'intervention de Khémais Chamhari, expert-consultant, qui a abordé la question du financement extérieur. Les besoins de financement sont nécessaires pour mener à bien des actions et parce qu'aujourd'hui les associations sont confrontées à un minimum requis de professionnalisation. De plus, au sud il n'existe pas de tradition de mécénat et le financement public conduit souvent à des pressions et à l'ingérence des gouvernements. C'est pourquoi les associations doivent solliciter et recevoir des financements extérieurs, notamment de l'Union Européenne. Ces financements doivent faire l'objet d'une utilisation transparente et rigoureuse. Les projets bénéficiant de ces concours doivent être préalablement et publiquement soumis aux bailleurs de fonds. Ils doivent s'inscrire dans le cadre des mandats éducatifs, de défense et humanitaire des ONG bénéficiaires. Khémais Chamhari a mentionné le cas de deux projets signalés comme éligibles par MEDA Démocratie et agréés mais qui pourtant ont été stoppés. Il s'agit tout d'abord d'un projet stoppé par le pouvoir en Egypte et dont le responsable est poursuivi actuellement⁶. Le deuxième projet concerne la Ligue Tunisienne, qui n'a jamais pu recevoir de subventions de la Commission européenne, malgré l'accord de principe de cette dernière, en raison d'un veto opposé par le gouvernement tunisien. De nombreux gouvernements tentent d'en faire de même en se référant à la Convention Arabe contre le Terrorisme pour interdire tout financement de tout ce qui de près ou de loin et sous quelque forme que ce soit participeraient, selon eux, de l'action des milieux terroristes. On imagine les abus et les amalgames auxquels cette interprétation peut donner lieu. Mais le plus surprenant dans ce domaine est l'attitude incohérente de l'Union Européenne, bailleur de fonds, qui ne réagit pas, ou très timidement, aux poursuites et aux sanctions contre des personnes qui bénéficient d'appuis communautaires européens. Cela a été le cas du Dr. Saadeddine Ibrahim en Egypte⁷. Selon M. Chamhari, il s'agit donc d'adopter une attitude offensive et de dénoncer la politique de ces Etats mais aussi de réclamer de la part de l'UE une condamnation de toute mesure de rétorsion. On peut ainsi se référer à la Déclaration des Nations Unies sur les Défenseurs des Droits de l'Homme et notamment, à son article 13 qui affirme que chacun tant individuellement qu'en association avec d'autres a le droit de solliciter, de recevoir et d'utiliser des ressources dans le but exprès de promouvoir et de protéger par des moyens pacifiques les droits de l'Homme et les libertés fondamentales. Khémais Chamhari a par ailleurs proposé d'avoir recours, de façon systématique, face

aux pressions et aux mesures répressives des gouvernements prises en relation avec la question des financements extérieurs, aux mécanismes existants, en particulier le représentant spécial chargé de la protection des défenseurs des droits de l'Homme nommé par la Commission des droits de l'Homme de l'ONU pour superviser l'application de la Déclaration.

Mettre fin aux atteintes à la liberté d'association en Turquie et en Tunisie

Nazmi Gür, de l'Association des Droits de l'Homme en Turquie, a évoqué la situation de la liberté d'association et d'expression en Turquie. Il a rappelé que la Turquie a ratifié et signé beaucoup de conventions internationales dans le domaine des droits de l'Homme mais qu'elle ne respecte pas leurs principes, notamment la liberté d'association et d'expression. Il a cité un certain nombre d'exemples qui démontrent les atteintes à la liberté d'association et d'expression en Turquie. Il existe de nombreux obstacles légaux à la liberté d'association et d'expression. Ainsi, 152 lois ont été votées contre la liberté d'association et d'expression. Au sein même de la Constitution, il existe des dispositions qui font obstacles à la liberté d'association comme l'article 19. Les médias sont étouffés puisque les deux groupes de médias sont contrôlés directement par le gouvernement. D'autre part, 124 journalistes, hommes politiques et intellectuels ont été mis en prison parce qu'ils ont exprimé leur opinion sur le problème kurde. De plus, les partis politiques sont également contrôlés et 7 partis politiques ont été fermés simplement parce qu'ils avaient mentionné le problème kurde. Enfin, le droit de se syndiquer n'est pas reconnu aux travailleurs publics. C'est pourquoi Nazmi Gür a demandé au Forum Civil d'appeler tous les Etats du PEM à appliquer toutes les dispositions contenues dans la Déclaration de Barcelone.

De même, Omar Mestiri, du Conseil National pour les Libertés

Notes :

6. Directeur du Centre pour les Etudes sur le Développement Ibn Khaldoun.

7. Ce silence a donné lieu à la publication d'une lettre ouverte le 4.8.2000 par Amnesty International, Article 19, la FIDH, Human Rights Watch, l'OMCT et le REMDH condamnant le silence de l'UE, alors présidée par la France, et appelant celle-ci à se prononcer publiquement contre l'arrestation de Saad Ed-Din Ibrahim. La Commission européenne, pour sa part, a finalement réagi le 13 décembre 2000 en publiant un communiqué à ce sujet peu avant le procès de Saad Ed-Din Ibrahim.

en Tunisie, a évoqué la difficile situation des défenseurs des droits de l'Homme en Tunisie, où a été mis en place un système policier hypertrophié qui envahit tous les secteurs de l'espace public et privé et où les ressources sont confisquées par le groupe au pouvoir. Pour le cacher, le pouvoir tunisien soumet les défenseurs des droits de l'Homme à diverses stratégies d'isolement, de récupération, d'encercllement, de répression. Les défenseurs sont surveillés, leurs proches menacés et des campagnes de calomnie sont organisées contre eux. Pourtant, Omar Mestiri a souligné qu'une nouvelle dynamique s'est instituée parmi les organisations de défense des droits de l'Homme: jusqu'à présent, les défenseurs des droits de l'Homme se soumettaient aux décisions du pouvoir mais après les nombreuses décisions arbitraires qui les ont touchés, ils prennent le droit de dire et faire. Ce nouvel esprit dynamise la société civile même si la répression est plus que jamais présente et que les associations se voient interdites ou soumises à des entraves administratives.

Tous les intervenants ont souligné les tentatives actuelles de plusieurs gouvernements de restreindre la liberté d'association. La vigilance doit donc rester forte et le travail de lobbying auprès de l'Union Européenne peut permettre de limiter ces atteintes en utilisant les mécanismes des Accords d'Association et le PEM.

6. La justice internationale: le rôle du processus de Barcelone (samedi 11 novembre après-midi)

Vers la création d'un Tribunal Spécial pour la Palestine ?

Cet atelier a été marqué par la référence permanente à la crise dans les Territoires Occupés. En effet, celle-ci pose une fois de plus et de manière dramatique la question de l'impunité et de la justice face à des crimes perpétrés au niveau interne. De nombreux intervenants ont insisté sur la nécessité d'établir un tribunal spécial pour juger les crimes perpétrés dans cette zone mais également rappelé l'urgence et l'importance de parvenir à adopter le statut de Rome sur la Cour pénale internationale (CPI). Enfin et surtout, lors du débat qui a suivi, plusieurs intervenants ont insisté sur le fait que les Etats occidentaux, et tout particulièrement l'Union Européenne, devaient rejeter le principe du double standard dans la crise palestinienne et appliquer les mêmes normes à toutes les parties, sans état d'âme.

Lors de cet atelier, a été abordé le thème de la justice internationale et du rôle du processus de Barcelone dans ce domaine. Cette question a pris d'autant plus d'importance avec les événements récents dans les Territoires Occupés et les demandes répétées d'instauration d'une commission d'enquête et d'un tribunal sur les crimes de guerre, faites par de nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme et l'ensemble des participants au Forum Civil. Les interventions lors de cet atelier ont abordé deux points principaux: la Cour Pénale Internationale, d'une part, notamment en analysant la position des pays arabes vis-à-vis de cette Cour; et le mécanisme dit de "compétence universelle", d'autre part.

Pour la ratification du statut de la Cour Pénale Internationale

Tout d'abord, Catherine Cornet, du Bureau européen de la Coalition Internationale pour une Cour Pénale Internationale (CICC), est revenue sur l'historique de la CICC, avant d'évoquer la situation actuelle. Fondée en 1995, la Coalition est une plate-forme de plus de mille ONG qui réclament l'instauration d'une CPI permanente, juste et indépendante. Son mandat consiste à assurer le suivi du processus de ratification et de l'adoption du statut dans la législation interne et à mener une campagne d'éducation, à faciliter la participation des ONG aux commissions préparatoires pour la CPI au siège des Nations Unies à New-York. En effet, lors de

la Conférence de Rome en 1998, le statut de la Cour (statut de Rome) a été adopté par un vote favorable de 120 Etats. Celle-ci poursuivra les individus pour les crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide, ainsi que le crime d'agression dont la définition reste à adopter. La CPI sera gouvernée par trois principes fondamentaux à savoir : le principe de complémentarité (qui donne primauté de juridiction aux tribunaux nationaux à la différence des deux tribunaux ad hoc existants pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda) ; le principe de coopération entre la Cour et les Etats parties ; le principe de non rétroactivité de la loi pénale (qui signifie que seuls les crimes commis après l'entrée en vigueur de la Cour seront de sa compétence). Elle pourra être saisi par trois instances: le Conseil de Sécurité de l'ONU, un Etat partie, ou par son Procureur. La CPI n'entrera en vigueur que lorsque 60 Etats auront ratifié le statut. Or, aujourd'hui seuls 22 Etats l'ont ratifié. Dans la région euro-méditerranéenne, les 15 Etats de l'UE l'ont signé mais seuls 5 l'ont ratifié; au sud de la Méditerranée, seuls le Maroc et la Jordanie l'ont signé mais aucun Etat ne l'a ratifié⁸. C'est pourquoi la Coalition a appelé à une mobilisation des ONG pour que soit signé et ratifié le plus vite possible le statut puisque la Cour ne pourra juger de manière rétroactive. D'autre part, elle a également mis en garde contre les tentatives des USA de demander une mesure d'exception pour leurs nationaux.

Hafez Abu Se'ada, de l'Organisation Egyptienne des droits de l'Homme, a lui aussi insisté sur la nécessité de mener une campagne de lobbying, notamment en raison de la fermeture du traité à signature prévue le 31 décembre 2000, ce qui obligera désormais les Etats à signer et ratifier en même temps. Il est également revenu sur les réserves exprimées par les Etats-Unis et a rappelé qu'ils avaient voté contre le Statut de Rome.

Nasser Amin, de la Coalition Arabe des ONG pour une Cour Pénale Internationale, a quant à lui évoqué les engagements des Etats du sud et de l'est de la Méditerranée vis-à-vis de la

Note :

8. Au 2 février 2001, il faut ajouter la Syrie, l'Algérie aux Etats du Sud et de l'Est de la Méditerranée ayant signé le Statut ; mais aucun Etat de l'a ratifié. Au total, on compte 28 ratifications et 139 signatures. Depuis le 31 décembre 2000 il n'est plus possible de signer le Statut. Seule l'accession, c'est-à-dire la ratification directe est désormais ouverte.

CPI et son pessimisme par rapport à la position de certains Etats arabes vis-à-vis de la CPI. Selon lui, cette Cour a suscité des positions variées mais la plupart des Etats ont peur, surtout dans les pays du Tiers Monde et aux Etats-Unis. Cette crainte est suscitée par plusieurs raisons : tout d'abord, la plupart des pays arabes n'acceptent pas l'idée qu'un haut responsable dans leur pays soit poursuivi devant la justice ; d'autre part, ils craignent que les Etats-Unis essayent de manipuler le système ; enfin, les derniers événements dans les Territoires Occupés les font douter : comment peut-on demander la création d'une telle Cour si on n'a pas réussi à régler ces problèmes ? Pourquoi ne traite-t-on pas ce problème comme au Rwanda ou en Bosnie ? Ils demandent que l'UE adopte une position claire par rapport aux crimes perpétrés dans les Territoires Occupés et que soit constituée une commission d'enquête des Nations Unies ainsi qu'un tribunal exceptionnel pour examiner ces crimes et qu'il n'y ait pas deux poids, deux mesures. Néanmoins, Nasser Amin a insisté sur le fait que cet aspect ne devait pas faire occulter la nécessité que le statut soit adopté.

Pour l'application du mécanisme de compétence universelle : vers une plus grande solidarité internationale

Le dernier intervenant, Madjid Benchikh, professeur de droit, a abordé un autre point, à savoir le principe de compétence universelle. Il s'agit d'une compétence en faveur des juridictions nationales pour connaître des violations les plus graves des droits de l'Homme à savoir génocide, crime contre l'humanité, crime de guerre et torture (cas d'actions systématiques menées par des Etats ou agents de l'Etat contre les populations). Au contraire de la Cour Pénale Internationale dont les compétences sont internationalisées et les juges nommés conformément à une convention internationale, la compétence universelle concerne des juridictions nationales ordinaires. Elle est basée sur la notion d'universalité des droits de l'Homme: tous les droits sont pour toute l'humanité ce qui implique une notion de solidarité internationale. Il est possible, par exemple, d'invoquer la Convention des Nations Unies contre la torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants afin de poursuivre les auteurs de crimes de torture devant les tribunaux nationaux d'un Etat partie et ce, quelle que soit la nationalité de ladite personne, celle de la victime ou encore le pays dans lequel le crime a été commis. M. Benchikh a d'ailleurs souligné que l'efficacité de cette procédure dépendait de l'évolution de l'Etat où s'exerce cette compétence universelle vers l'Etat de droit et la démocratie. D'autre part, il a rappelé qu'un des arguments des Etats du

Sud de la Méditerranée contre cette clause est qu'il s'agit d'une ingérence dans les affaires intérieures et d'une atteinte à la souveraineté nationale. Là-aussi, comme pour la CPI, les réticences de ces Etats sont fortes et les ONG devront faire pression sur eux pour tenter de faire appliquer cette clause.

7. Conclusion

Le Forum Civil Euromed 2000 a été marqué par les événements dramatiques dans les Territoires Occupés et l'absence des ONG palestiniennes et d'un certain nombre d'ONG arabes, notamment syriennes et libanaises.

Le choix a été fait de maintenir ce Forum, tout en se solidarisant avec les absents et en condamnant fermement dans sa déclaration finale les exactions perpétrées contre les Palestiniens. Pour expliquer ce choix, on ne peut que citer les mots de Driss El Yazami, secrétaire général adjoint de la FIDH, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme et membre du Comité Exécutif du REMDH, lors la séance de clôture du Forum Civil Euromed lors de laquelle ont été lues les déclarations finales de chaque atelier et celle du Forum:

"Oui, l'injustice et l'inégalité, la guerre et la mort, la haine et le rejet dominant encore en Méditerranée.

Oui, les logiques cyniques et mercantiles gouvernent toujours en Méditerranée.

Oui, chaque jour des enfants désarmés, nos enfants à nous tous, se voient fauchés dans la fleur de l'âge.

Il reste que nous avons eu raison de nous voir, de choisir le dialogue au lieu du silence, la paix contre la guerre, l'échange contradictoire contre le consensus de commande".

Il a évoqué l'état de la Méditerranée, *"une Méditerranée traversée de part en part par les inégalités, inégalités entre les peuples, inégalités entre hommes et femmes, inégalités entre des nantis, peu nombreux, et des sans droits, qui se comptent par dizaine de millions, inégalités entre une rive développée, démocratique, politiquement unie et une rive pauvre, autoritaire et morcelée".*

Enfin, il a rappelé que *"face à ce fossé et ces déséquilibres, notre exigence est double. Vis-à-vis de l'Union Européenne qui doit être à la hauteur des valeurs qu'elle dit défendre. Mais aussi des gouvernements du Sud. (...) Les autres gouvernements ne seraient être dédouannés de leurs responsabilités et la surenchère verbale à laquelle ils se livrent, encore une fois, à propos du Proche-Orient, ne nous fera pas taire".*

Ce choix du dialogue plus que du silence a sans nul doute permis de contribuer à la consolidation de la société civile euro-méditerranéenne. Même dans le contexte de la crise au Proche-orient, les acteurs associatifs continuent de renforcer leur cohésion, de faire pression sur les Etats pour qu'ils respectent leurs engagements. Ils se sont désormais imposés comme des partenaires crédibles par les institutions du PEM et les gouvernements de la région. C'est peut-être la plus grande réussite de ce Forum.

Annexe 1 : Forum civil Euromed : Déclaration finale de l'atelier "Etat de droit et démocratie"

Nous, défenseurs des droits de l'Homme de la région euro-méditerranéenne, rescapés et victimes de violations des droits humains, familles et représentants de victimes, membres d'organisations et de comités locaux, nationaux et internationaux de défense des droits de l'Homme, réunis à Marseille les 10, 11 et 12 Novembre 2000 à la veille de la quatrième réunion interministérielle du Partenariat euro-méditerranéen, sommes résolus à œuvrer en faveur du respect des engagements contenus dans la Déclaration de Barcelone de 1995 de " faire du bassin méditerranéen une zone de dialogue, d'échanges et de coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité ". Il nous paraît fondamental de rappeler les convictions qui sous-tendent notre action, de dire notre déception quant aux résultats du Partenariat et d'exprimer notre attente de voir cette quatrième rencontre insuffler un nouvel élan au processus de Barcelone.

Nos convictions

Nous sommes convaincu(e)s que la Déclaration universelle des droits de l'Homme représente l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations, constitue le langage commun de l'humanité et inspire le partenariat euro-méditerranéen.

Nous sommes convaincu(e)s du caractère fondamental de la participation de la société civile - telle que nous l'avons définie lors du Forum civil de Stuttgart d'avril 1999¹ - au processus de Barcelone.

Que dès lors, il n'y aura pas de paix, de stabilité et de prospérité possible dans la zone euro-méditerranéenne sans respect des droits de l'Homme et sans construction de la démocratie. Que cette exigence, mise en tête de la Déclaration de Barcelone, doit constituer la priorité absolue du Partenariat euro-méditerranéen.

Nous sommes convaincu(e)s que par " droits de l'Homme " il faut entendre à la fois les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels. Que ces droits sont indivisibles et interdépendants.

Nous sommes convaincu(e)s que le phénomène de l'impunité constitue un des principaux obstacles au respect des droits de l'Homme dans nos sociétés.

Nous sommes convaincu(e)s qu'il ne saurait y avoir de société véritablement démocratique sans une égalité effective entre hommes et femmes.

Nous sommes convaincu(e)s, dans cette perspective, que le racisme, la xénophobie et la discrimination sous toutes ses formes, notamment sexuelle, constituent une négation de l'essence des droits de l'Homme.

Nous sommes convaincu(e)s que le phénomène des disparitions forcées, qui touche massivement sept pays du pourtour méditerranéen d'une manière continue, sous le couvert d'une impunité totale et d'un déni de vérité constitue un crime contre l'humanité en vertu du Statut de la Cour pénale internationale. Qu'à ce titre, nous sommes convaincus que paix, stabilité et démocratie ne peuvent être réalisés sans qu'il soit mis définitivement fin à cette pratique, en tenant compte des demandes des familles concernant le retour des disparus, la manifestation de la vérité, l'instauration de la justice et la réhabilitation des victimes et de leurs proches.

Note :

1. Par " société civile ", nous entendons l'ensemble des instances, associations, personnalités et media, qui ont vocation à garantir ou à protéger, en dehors de toute institution de l'Etat, l'exercice effectif, par des moyens pacifiques, des libertés publiques et à favoriser l'émergence et l'affirmation autonome d'une identité collective pluraliste fondée sur les valeurs universelles des droits de l'homme et la promotion d'une culture citoyenne.

Notre déception

Le Partenariat euro-méditerranéen est une grande ambition. Mais force est de constater que jusqu'ici peu de promesses ont été tenues.

Alors que la Déclaration de Barcelone était a priori prometteuse, la démarche des Etats partenaires s'est essentiellement focalisée sur les aspects économiques et sécuritaires du Partenariat, réduisant la dimension droits de l'Homme à sa plus simple expression. Ainsi, les modalités de mise en œuvre des clauses droits de l'Homme incluses dans les accords d'association sont embryonnaires et les Etats du Partenariat euro-méditerranéen ne semblent pas vouloir en tirer profit pour le bien commun.

A la veille de la Conférence euro-méditerranéenne de Marseille, nous constatons dans de nombreux pays :

- la pratique systématique de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
- l'impunité endémique dont bénéficient les auteurs de violations des droits de l'Homme
- l'inégalité entre hommes et femmes inscrite dans les Constitutions, règlements, lois et Codes
- les violences, tant physiques que symboliques, contre les femmes
- les entraves à la liberté de la presse et le musellement de la liberté d'expression
- des restrictions flagrantes à la liberté d'association
- des atteintes à la liberté d'action des défenseurs des droits de l'Homme
- la nécessité de mettre en place des réformes des politiques pénales et pénitentiaires
- l'approche insatisfaisante des droits économiques et sociaux, tout au plus envisagés en termes d'assistance aux plus démunis
- l'approche sécuritaire des mouvements de personnes - migrants et demandeurs d'asile - contraire à l'esprit du Partenariat
- la disparition des personnes
- l'absence de Convention multilatérale garantissant l'égalité effective entre tous

L'Union européenne a soutenu un processus de paix qui a été mené sans tenir aucun compte des standards internationaux relatifs aux droits de l'Homme : conventions de Genève, résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, droit à l'autodétermination, obligations dans le domaine des droits de l'Homme. La souffrance du peuple palestinien n'a fait que s'accroître depuis le lancement du Processus d'Oslo et l'Union européenne s'est malheureusement cantonnée à un rôle de spectateur et bailleur de fonds.

La société civile des Etats partenaires de l'Union européenne dans le cadre du processus de Barcelone se sent abandonnée parce que les persécutions dont elle est la cible se poursuivent, voire s'intensifient et s'organisent.

Nos attentes

Si ce tableau est bien sombre, nous pensons que la Déclaration de Barcelone demeure un cadre valable pour le développement et la réalisation d'un véritable Partenariat euro-méditerranéen qui prenne pleinement en compte les dimensions humaine, sociale et politique.

C'est pourquoi nous sommes prêt(e)s à œuvrer en faveur de la relance de ce processus. A cet égard, nous insistons sur la nécessité non pas de modifier fondamentalement les bases du Partenariat, mais au contraire de les respecter et de les mettre en application.

Nous attendons des Etats partenaires qu'ils mettent fin au décalage existant entre les paroles et les actes et que le respect des droits humains ainsi que la construction de la démocratie soient considérés comme une priorité d'action dans le cadre des programmes de travail du Partenariat.

Nous appelons l'Union européenne à jouer un rôle beaucoup plus important dans la résolution du conflit au Moyen-Orient ; elle

doit agir clairement pour assurer le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, le droit au retour des réfugiés, l'abolition de la discrimination institutionnalisée à l'encontre des Palestiniens citoyens d'Israël et l'obligation que l'Etat d'Israël se retire des territoires qu'il occupe pour que soit conclue une paix juste, durable, équitable et respectueuse de la légalité internationale. Nous appelons également l'Union européenne à appuyer avec la plus grande fermeté la création de l'Etat palestinien.

Nous attendons des Etats partenaires qu'ils protègent et promeuvent les droits des minorités dans la région, et en particulier les droits du peuple kurde.

Nous attendons des Etats partenaires qu'ils associent les organisations représentatives de la société civile aux travaux du Partenariat et, en particulier, à la supervision de la situation des droits de l'Homme dans les pays de la zone.

Nous attendons des Etats partenaires qu'ils considèrent les droits économiques, sociaux et culturels non plus comme des objectifs politiques à long terme mais comme des droits qui doivent être reconnus sans discrimination aucune, y compris aux travailleurs migrants, à leurs familles et aux réfugiés.

Nous attendons des Etats partenaires qu'au-delà de la reconnaissance du rôle fondamental joué par les femmes dans le développement, ils s'engagent résolument à lutter contre toute forme de discrimination à l'égard des femmes et en particulier contre toutes les violences, à la fois physiques et symboliques, dont elles sont victimes, y compris en matière de statuts personnels et de droits économiques.

Nous attendons des Etats partenaires qu'ils soutiennent avec la plus grande fermeté la reconnaissance de l'égalité entre hommes et femmes.

Nous attendons des Etats partenaires qu'ils refusent toute proposition qui porterait atteinte à l'intégrité de Statut de la Cour pénale internationale tel qu'il a été adopté à Rome ; que ces pays signent et ratifient, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, le Statut de la Cour pénale internationale et adoptent la législation nationale nécessaire à sa mise en œuvre effective. Tous les partenaires euro-méditerranéens devraient par ailleurs reconnaître le mécanisme de la compétence universelle.

Nous attendons des pays partenaires, et en particulier des pays membres de l'Union européenne, qu'ils développent plus avant les échanges humains et culturels dans le cadre du Partenariat et que, suivant la ligne ébauchée par le Conseil européen de Tampere, ils basent leur politique d'immigration et d'asile sur le respect des droits des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile. Nous appelons également ces pays à lutter activement contre le racisme, la xénophobie et la discrimination raciale.

Nous attendons que la résolution de la question des disparitions forcées soit inscrite en préalable à la ratification d'accords d'association entre l'Union européenne et les pays concernés.

Le respect des droits des défenseurs des droits de l'Homme et plus généralement de la liberté d'association doit également constituer une des priorités sur l'agenda du Partenariat. Dans cette perspective, les Etats doivent s'engager à court terme à faire disparaître toutes les législations et les pratiques entravant l'action des défenseurs des droits de l'Homme.

Marseille, le 11 novembre 2000

Premiers signataires

- Arab Archives Institute
- Arab Organisation for Human Rights in Nazareth
- Arab Organisation for Human Rights in the UK
- Arab Coalition for an International Criminal Court
- Association démocratique des femmes marocaine
- Association marocaine des droits de l'Homme
- Association tunisienne des femmes démocratiques
- Collectif des familles des disparus
- Collectif 95 - Maghreb Egalité
- Comité pour les libertés et les droits de l'Homme en Tunisie
- Conseil national pour les libertés en Tunisie
- Egyptian Organisation for Human Rights
- Espace Associatif
- Fédération Internationale des Ligues des droits de l'Homme
- Fédération tunisienne pour une citoyenneté des deux rives
- Femmes de la Méditerranée
- Finnish League for Human Rights
- Forum vérité et justice
- Foundation for Humanitarian and Human Rights
- Greek Helsinki Monitor
- Human Rights Association (IHD)
- IMED
- Ligue des droits de l'Homme
- Ligue algérienne pour les droits de l'Homme
- Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme
- Ligue tunisienne pour les droits de l'Homme
- Organisation marocaine des droits humains
- Organisation mondiale contre la torture
- René Moawad Foundation
- Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme
- Solida

Observateurs

- Amnesty International

Annexe 2 : Forum civil Euromed : Déclaration finale du Collectif des ONG

Le Forum Civil Euromed a réuni des représentants de centaines d'ONG à Marseille du 10 au 12 novembre 2000.

Partant du constat que le processus de Barcelone est désormais en panne, les participants ont mis à l'ordre du jour la refondation du partenariat euro-méditerranéen, dans laquelle ils entendent que la société civile euro-méditerranéenne, joue un rôle déterminant et moteur.

L'espoir d'une relation nouvelle entre l'Union européenne et ses partenaires du Sud et de l'Est de la Méditerranée qui soit, non seulement économique et financière, mais aussi politique et culturelle, impliquant fortement la société civile a été déçu.

Ce partenariat aurait dû permettre l'instauration de l'état de droit dans toute la région et une régulation régionale d'un type nouveau devant créer les conditions d'un progrès économique, social et environnemental.

L'évaluation réalisée par les participants sur le processus engagé depuis cinq ans montre qu'il n'en a pas été ainsi.

Constats

Paix

L'Europe avait exclu du processus de Barcelone la question de la Paix en Palestine et a fondé sa stratégie sur la réussite du processus d'Oslo.

Aujourd'hui l'échec d'Oslo et du leadership américain sur cette négociation met fin à ce choix stratégique.

Droits de l'Homme

Les pays parties au processus de Barcelone réitèrent leur adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'Homme ainsi qu'aux instruments et mécanismes internationaux de protection des droits de l'Homme, dont ils sont presque tous signataires.

Chaque jour, les engagements contraignants ainsi souscrits sont violés. Un trop grand nombre d'habitants de la zone continue de souffrir du déni de droit et de la privation des libertés fondamentales.

Ignorée par la Déclaration de Barcelone, la majorité des femmes de la région est toujours victime de discrimination inscrites dans la loi et renforcées par les pratiques sociales.

Culture

Loin d'être au centre du dispositif mis en place à Barcelone, la dimension humaine et culturelle a été marginalisée au profit des préoccupations économiques et sécuritaires. Dès lors, nous réaffirmons que la création de nouvelles relations de confiance et de bon voisinage ne peut se fonder que sur la plan de la connaissance réciproque, de la reconnaissance des apports mutuels et du dialogue des cultures. D'autre part, les entraves à la circulation des personnes dans l'espace euro-méditerranéen n'ont pas été levées, créant ainsi un obstacle majeur aux échanges culturels et humains.

Economique et social

Sur le plan du partenariat économique euro-méditerranéen, le Forum civil a dressé un bilan globalement négatif des premières années du partenariat pour les pays du Sud signataires d'accords de libre-échange avec l'Union européenne : ni sur le plan du

développement global, ni sur ceux du commerce, des financements publics ou des investissements, les accords n'ont tenu les promesses de Barcelone.

Développement local

Les politiques de coopération au développement continuent de marginaliser l'expertise et les savoir-faire des organisations engagées dans le développement local.

Dans nombre de pays, la décentralisation administrative et politique tarde à venir tandis que, sous la pression des politiques libérales et des institutions multilatérales, les états se désengagent de pans entiers du service public.

Les acteurs locaux sont non seulement exclus du processus de prise de décision mais aussi privés d'interlocuteurs.

La logique marchande qui prévaut dans les relations entre l'UE et les pays partenaires a accéléré la concentration des richesses et diminué les moyens et financements des initiatives locales au profit des investissements d'une économie mondialisée qui exproprie les acteurs locaux et ne participe pas au développement du plus grand nombre.

Environnement

L'environnement, comme la paix sont des domaines transversaux qui affectent tous les domaines du Partenariat Euro-Méditerranéen. C'est pour cela que l'intégration de l'environnement dans toutes les politiques est une pré-condition pour l'établissement d'une région euro-méditerranéenne avec un développement durable en paix.

En 1997, après deux années de la Déclaration de Barcelone, on a mis en œuvre l'un des objectifs de son programme de travail : l'élaboration d'un programme des actions prioritaires à court et moyen terme pour l'environnement (SMAP). Trois ans après, le SMAP subit encore des lenteurs et il ne fonctionne pas encore pleinement. De même, on a obtenu l'engagement d'élaborer une étude d'impact de durabilité sur la zone méditerranéenne de libre-échange. Mais cela ne représente pas la stratégie du développement durable dont la région a besoin. Ces efforts n'ont pas encore permis d'atteindre le niveau optimal de synergies avec les autres initiatives dans la région.

Jeunesse

Malgré des avancées importantes (programme Euromed d'action jeunesse, Forum Méditerranéen de la Jeunesse), la contribution de la jeunesse et de ses organisations au processus démocratique n'est toujours pas reconnu.

Tant au Nord qu'au sud de la Méditerranée, les jeunes sont écartés des décisions qui pourtant les concernent. Les participants insistent sur la nécessité d'interpeller l'ensemble des pays signataires du dit processus sur la délivrance des visas, et notamment des pays du sud de la Méditerranée concernant les échanges sud-sud.

Migrations

Aucune avancée n'a été enregistrée dans le domaine des migrations. La question liée à la libre circulation et aux migrations est traitée en contradiction avec les principes démocratiques et ceux des droits humains fondamentaux. Elle n'est prise en compte que sous l'angle sécuritaire, ignorant les conséquences dramatiques des conflits dans la région et ne tenant pas compte des migrations motivées par la recherche de survie et de liberté. Dans les pays du Sud eux-mêmes les droits des migrants sont malheureusement souvent bafoués comme en témoigne la situation faite aux travailleurs africains en Libye.

Mise en œuvre du partenariat

Le cadre de concentration et de médiation avec la Société civile sur les 3 volets du partenariat est quasi absent. L'information de la Société civile est insuffisante en direction des acteurs et des opinions publiques.

Les paiements réalisés au titre du programme MEDA sont très largement insuffisants par rapport aux crédits engagés (26% par an). Le montant des crédits de MEDA II n'a toujours pas été défini. L'accès aux financements bilatéraux des petits et moyens opérateurs doit être développé. La conditionnalité politique des crédits n'est généralement pas respectée.

Propositions

Paix et prévention des conflits

Les participants demandent à l'Union européenne d'assumer ses responsabilités en proposant des mesures d'urgence pour mettre fin à l'agression armée d'Israël et pour protéger les populations palestiniennes, en agissant pour l'application du droit international et des résolutions de l'ONU en vue du règlement du conflit israélo-arabe et du conflit israélo-palestinien, conformément aux engagements pris dans la Déclaration du Conseil Européen de Berlin.

En outre, l'objectif d'une zone libre d'armes nucléaires au Moyen-Orient doit être mise à l'ordre du jour

Les participants demandent à l'Union européenne de redéfinir une approche plus globale de la paix et de la sécurité en Méditerranée, élaborée dans la transparence. Ils souhaitent que ceci fasse partie de la " Charte " des Etats partenaires en cours d'élaboration.

Aujourd'hui le concept de sécurité, implique beaucoup plus de facteurs que la défense militaire et inclut nécessairement le développement économique et social, la participation citoyenne, la démocratisation de la vie publique, le respect des droits humains et des différences culturelles. Sans la prise en compte globale de tous ces facteurs, il est impossible de créer un réel espace de coopération méditerranéenne. Les participants souhaitent la mise en œuvre d'une véritable Charte pour la Paix.

Droits de l'Homme

Les participants appellent les Etats à se conformer à la Déclaration universelle des droits de l'Homme et à œuvrer en faveur de la construction d'Etats de droit dans la région euro-méditerranéenne, fondés sur des élections libres et équitables, sur une justice indépendante et sur le respect des droits fondamentaux.

A cette fin, ils les appellent à cesser immédiatement toutes les mesures d'intimidation ou de répression tendant à restreindre la liberté d'association, y compris celles visant à priver les associations de moyens matériels et financiers nécessaires à leur action, et notamment les mesures prises contre le financement international des ONG nationales.

Ils exhortent les Etats à éradiquer la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ils attirent l'attention des gouvernements sur la nécessité de prendre en compte le droit des minorités et de résoudre les situations de conflits par la voie politique et pacifique notamment pour la question kurde.

Les participants appellent les Etats à intégrer pleinement la promotion et la protection des droits de la femme en tant que droits humains fondamentaux dans tous les domaines du processus de Barcelone. Ils rappellent tous les textes de portée universelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes.

Ils demandent aux Etats de répondre aux demandes de vérité et de justice exprimées par les familles de disparus et de garantir que les auteurs de violations des droits de l'Homme ne bénéficient pas de l'impunité.

Ils leur demandent de mettre en place un mécanisme de contrôle du respect des clauses sur les droits de l'Homme contenues dans les accords d'association.

Economique et social

Les participants ont conclu à la nécessité de refonder le partenariat économique en l'articulant sur d'autres logiques que la logique marchande aujourd'hui dominante, et même exclusive. Il est urgent de le recentrer autour d'un développement durable économique, social et environnemental qui fasse droit aux aspirations des secteurs des populations aujourd'hui les plus marginalisées. Il convient, pour ce faire, d'opérer d'importants transferts financiers Nord-Sud, en résolvant en particulier la question de la dette et de son recyclage en faveur de projets de développement durable. Le partenariat économique ne sera porteur d'avenir que s'il est l'amorce de la création d'une véritable zone méditerranéenne de co-développement.

Développement local

Nous appelons les Etats signataires à intégrer les impératifs suivants :

La nécessité de prendre en compte les revendications des mouvements de la société civile impliqués dans le développement local ;

La reconnaissance du développement local comme démarche économe et efficiente qui intègre le lien homme-terroir dans une relation sociale et à l'écosystème de proximité ;

L'ouverture de nouveaux programmes et cadres de financements spécifiques au développement local qui soient accessibles aux ONG ;

La reconnaissance du développement local comme démarche qui intègre, au plus près des réalités, les revendications liés aux droits fondamentaux sur les plans économiques, sociaux et culturels ;

La nécessité de réparation des dommages consécutifs aux actes de guerre et de violence ainsi que la reconnaissance de la place que doivent occuper les acteurs du développement local dans la réhabilitation et la construction de la paix.

Environnement

Il faut élaborer une stratégie de développement durable pour la région euro-méditerranéenne et la zone de libre-échange que le partenariat a prévu ; avec la participation des pays partenaires et celle de tous les acteurs de la région, y compris la participation de la société civile, notamment les ONG, en synergie avec le Programme d'Action pour la Méditerranée (PAM du PNUE), la Commission Méditerranéenne de Développement Durable (CMDDD) et d'autres. Cette stratégie doit avoir une influence transversale et servir à l'intégration des questions environnementales dans toutes les politiques.

Il est nécessaire de renforcer le SMAP, d'améliorer ses mécanismes et de lui attribuer les ressources humaines et financières nécessaires.

Le règlement MEDA doit prêter une attention spéciale aux dimensions démocratiques, sociales et environnementales du partenariat.

Il faut introduire dans les Accords d'Association et dans les activités sectorielles prioritaires du partenariat un contenu environnemental plus important qui prenne en compte son caractère transversal.

Migrations

Les participants demandent à ce que l'immigration prenne une réelle place dans le partenariat euro-méditerranéen. Elle doit être distinguée de l'approche sécuritaire du partenariat et doit être prise en compte dans sa dimension " échanges humains et culturels ". Le rôle important que jouent les migrants et leurs associations doit être pris en compte et valorisé par la mise en place de programmes spécifiques. Les politiques migratoires doivent permettre aux migrants d'être des citoyens et de

participer à la vie sociale, économique et politique dans les pays d'accueil. Les participants demandent le soutien pour la mise en place d'espaces de travail permettant à différents acteurs d'échanger, de réfléchir et de mener à bien des projets en commun dans le pourtour méditerranéen.

Culture

Il n'y a pas de véritable partenariat sans un partenariat culturel significatif lequel implique la liberté de circulation des personnes : à quoi sert de construire un pont si on ne peut pas l'emprunter ! Il faut donc mettre fin notamment au système injustifiable des visas de court séjour.

Il nous paraît décisif de faire du volet social, culturel et humain, le cœur du partenariat euro-méditerranéen, car c'est par la culture que peuvent se bâtir de véritables relations de confiance.

Dans cette perspective, les participants entendent affirmer l'importance de la culture de résistance contre toutes les formes d'oppression.

Ils entendent également souligner la profonde asymétrie des moyens attribués à la culture entre le nord et le sud, ils s'engagent donc à agir pour réduire ces déséquilibres de manière prioritaire.

La mise en œuvre d'un partenariat culturel refondé suppose le lancement de nouveaux programmes régionaux sur la culture, la reprise des micro-actions et la création de nouveaux outils appropriés et légers. Dans ce but, les participants s'engagent à développer les réseaux culturels et à créer des lieux de concertation et d'initiative entre acteurs culturels euro-méditerranéens.

Jeunesse

Les jeunes représentants des Conseils Nationaux de Jeunesse et ONG de jeunesse de l'Euro-Méditerranée présents demandent :

- la reconnaissance de l'éducation non-formelle, de l'éducation à la paix et au développement ;
- de créer les conditions de participation de la jeunesse aux décisions au niveau local, régional, national et international ;
- la mise en œuvre de politiques de jeunesse telles que définies dans le plan d'action de Braga¹ et la Déclaration de Lisbonne² ;
- l'application effective des conventions de sauvegarde et de protection des droits de l'enfant ;
- de créer les conditions du développement et du respect du fonctionnement démocratique des organisations de jeunesse ;
- de reconnaître et favoriser le développement des initiatives locales et de proximité de la jeunesse et de ses organisations ;
- de permettre à tous les jeunes de l'espace méditerranéen, et notamment des Balkans ou de la Libye aujourd'hui exclus du bénéfice des programmes existants en matière de jeunesse ;
- la reconnaissance et le soutien aux réseaux de jeunesse existants (Forum Européen de la Jeunesse et Forum Méditerranéen de la Jeunesse).

Ils proposent l'organisation chaque année d'une activité (Festival Méditerranéen de la Jeunesse), permettant aux organisations de jeunesse de renforcer et d'élargir leurs coopérations et leurs partenariats. Cet événement doit permettre le renforcement de la visibilité de leur travail, la création de nouveaux espaces de discussion et d'échanges de pratiques et méthodologie ainsi que les partenariats institutionnels existants.

Notes :

1. Le Plan d'action de Braga a été rédigé par les organisations de jeunesse lors du dernier Festival Mondial de la Jeunesse su système des Nations Unies, Portugal, 1998

2. Réunion Mondiale des Ministres de la Jeunesse, Portugal, 1998

Mise en œuvre du partenariat

Concertation

Les ONG insistent pour que leur soit reconnu le droit d'intervenir sur les 3 volets du partenariat aux plans régional et bilatéral. Elles souhaitent que des dispositifs tels qu'ils sont prévus par l'Accord de Cotonou concernant les rapports avec la société civile puissent réellement s'appliquer à MEDA et participer selon des modalités appropriées aux réunions importantes du Partenariat euro-méditerranéen. Elles soulignent la nécessité de réfléchir sur des mécanismes de médiations dans le cadre euro-méditerranéen.

Information

Les ONG souhaitent voir disparaître la sous-information chronique des acteurs par un travail pédagogique et didactique s'appuyant sur des supports appropriés. Elles estiment que des actions de formation et de mise à niveau des acteurs ainsi que de renforcement et de structuration de réseaux représentatifs doivent recevoir le plein et entier soutien financier de la Commission européenne et des Etats membres du PEM. Elles souhaitent participer activement à la mise en place du Plan d'information et de communication annoncé par la Commission.

Financements

Les ONG exigent la relance de la Coopération décentralisée et du financement des petits et moyens projets. A cet effet, elles invitent la Commission européenne à mener une réflexion d'ensemble avec la société civile sur la modernisation des moyens et modalités des petites et moyennes opérations. Elles demandent une clarification par les institutions européennes et les Etats membres de l'ensemble des lignes budgétaires pouvant être utilisées dans le cadre euro-méditerranéen. Les ONG souhaitent avoir la possibilité d'accéder non seulement aux financements régionaux mais aussi aux financements bilatéraux. Elles demandent le respect effectif des critères de démocratie, de développement durable et de lutte contre la corruption prévus dans les accords d'association ainsi que dans le règlement MEDA II.

Enfin, elles souhaitent que des obligations contractuelles soient imposées pour inscrire la concertation, l'information et la sensibilisation de l'opinion publique dans toutes les actions de partenariat.

* * *

Les réseaux ont convenu de poursuivre leur collaboration pour assurer le suivi des recommandations et propositions de cette déclaration. Ils s'engagent à manifester leur solidarité et leur soutien à tous ceux qui, du fait de leur participation au Forum Civil de Marseille, auraient des difficultés.

Enfin, le Forum Civil considère que seule une volonté politique forte peut permettre une refondation du partenariat euro-méditerranéen. Sans cette volonté rien n'est possible. Avec elle un nouveau départ peut être pris.

Annexe 3 : Forum civil Euromed : Déclaration commune - Marseille le 12 novembre 2000

Le Forum Civil se réjouit d'avoir pu réunir côte à côte les représentants des 3 collèges, le Forum Civil des ONG, la Conférence Syndicale du Forum Syndical Euromed et le Forum des Collectivités Locales.

Ce Forum marque la volonté des acteurs des sociétés civiles des deux rives de la Méditerranée de renforcer le partenariat euro-méditerranéen. Celui-ci est loin d'avoir atteint les objectifs définis dans la déclaration de Barcelone 1995. Le Forum Civil exprime sa profonde préoccupation face aux impacts sociaux et environnementaux de la zone de libre-échange. Il souligne les risques de tensions politiques, de désintégration des sociétés et de confrontations multiformes susceptibles de déstabiliser l'ensemble de la région.

Les acteurs non gouvernementaux demandent solennellement aux Etats du partenariat méditerranéen la relance du processus. Il s'agit de redonner un sens au partenariat, de définir un projet politique, économique, social et culturel et d'organiser un vaste transfert de richesses, pour relever au Sud le défi de construction d'un espace de prospérité partagée.

La paix doit être la priorité absolue du partenariat. Le Forum Civil demande que soit définie et mise en œuvre une politique de l'Union Européenne et de ses Etats membres leur permettant de jouer un rôle actif dans le processus de paix. L'ambition du partenariat euro-méditerranéen, exprimée dans la déclaration de Barcelone, exige que l'Union Européenne intervienne plus activement pour que soit respectée les résolutions de l'ONU et qu'une paix juste soit trouvée par la reconnaissance d'un Etat palestinien, souverain et viable, et la garantie de la sécurité pour tous les pays de la région.

Les Etats doivent prendre en compte le rôle que jouent les acteurs non gouvernementaux en matière de démocratie et de développement. Cela exige que leur place soit reconnue et leurs moyens garantis.

Le Forum Civil appelle ainsi les Etats des deux rives à renforcer la liberté d'expression et d'association, d'assurer le respect des principes de démocratie locale et de faire droit à la liberté syndicale et à l'autonomie syndicale. A cet égard, le Forum Civil rappelle aux Etats partenaires les obligations auxquelles ils ont tous souscrit par leur adhésion à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. En outre, la relance du partenariat euro-méditerranéen exige que la libre circulation des personnes soit reconnue et garantie.

Le Forum Civil demande vivement aux Etats parties prenantes du processus de Barcelone de faire le bilan des accords d'association et d'engager leur rééquilibrage afin de lutter contre les inégalités qui se sont accrues. L'intégration régionale des économies de la rive sud doit être encouragée et soutenue par des projets d'aide régionaux. La question agricole doit faire l'objet d'un traitement spécifique tenant compte des réalités économiques des pays du Sud.

Le Forum Civil souligne que le libre échange ne produit pas automatiquement du développement durable. La dimension sociale exige des politiques spécifiques. Dans ce cadre, l'intervention des acteurs de la société civile, notamment le Forum Syndical Euromed et ses composantes nationales, doit être reconnue.

Plus globalement, les Etats, particulièrement les Etats européens, doivent prendre les moyens, notamment financiers, pour relancer la coopération décentralisée, portée par les collectivités locales, les syndicats et les associations. Le soutien aux micro projets doit être maintenue et assuré par la Commission européenne et les Etats membres.

La volonté politique doit être affermie, et les questions d'intendance ne doivent plus être le paravent d'une absence de projet politique. Pour leur part, les signataires de la présente déclaration sont convenus de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la poursuite de leur coopération.

Annexe 4 : Intervention de Driss El Yazami Séance de clôture du Forum civil Euromed 12 novembre 2000

Mes ami(e)s,

En 1826, la première délégation de boursiers égyptiens du gouvernement français, débarquait à Marseille. Fils de notables, ces étudiants étaient accompagnés par un imam, d'extraction modeste et formé à Al Azhar, Rifaat Tahtawi. Quatre ans plus tard, Rifaat Tahtawi repart en Egypte après avoir minutieusement consigné ses mémoires et ses observations, assisté aux Trois glorieuses de juillet 1830, traduit la Marseillaise. Sa " Description de Paris " sera imprimée par Mehmet Ali et distribuée à tous les fonctionnaires du nouvel Etat égyptien qui tente de prendre pied dans la modernité.

A la suite de Tahtawi, tout au long du 19ème siècle, d'autres réformateurs d'Egypte, du Liban, de Syrie, de Turquie et de Tunisie, de toutes les confessions, font ce que Anouar Louca appelle le " voyage de Paris ". Dans cette quête des Lumières, Marseille est une étape incontournable. Fuyant et le despotisme des gouvernants et le conservatisme des sociétés, ces pionniers sont à la recherche de nouvelles synthèses propres à libérer leurs concitoyens.

Hommes des deux rives, assoiffés de savoir, passionnés de liberté et d'égalité, ces défricheurs d'avenir ont jeté les bases d'une relation qui reste encore à construire et de rêves qu'il nous appartient, toujours, de réaliser.

Oui, l'injustice et l'inégalité, la guerre et la mort, la haine et le rejet dominant encore en Méditerranée.

Oui, les logiques cyniques et mercantiles gouvernent toujours en Méditerranée.

Oui, chaque jour des enfants désarmés, nos enfants à nous tous, se voient fauchés dans la fleur de l'âge.

Il reste que nous avons eu raison de nous voir, de choisir le dialogue au lieu du silence, la paix contre la guerre, l'échange contradictoire contre le consensus de commande. Cet espace de délibération civique que nous édifions péniblement est à votre honneur.

Nous allons nous quitter après trois jours de débats démocratiques, pluralistes et pacifiques. Trois journées fraternelles. Chacun d'entre nous va repartir pour ses combats, son action quotidienne et opiniâtre, afin de contribuer, à sa place, à l'édification d'un autre avenir.

Nous voulons aborder ce futur avec, en nous, la mémoire des souffrances des peuples de la région, toutes leurs souffrances, sans hiérarchie aucune. Chaque être, chaque vie, chaque combat nous importent. Nous ne choisirons jamais entre les victimes, car cela reviendrait à choisir entre les bourreaux. A toutes ces victimes, je me sens autorisé de dire, en votre nom, avec vous, notre solidarité pleine et entière.

Aux peuples privés de leur droit à l'autodétermination depuis des décennies,

Aux milliers de disparus qui sont emmurés vivants dans les ténèbres du non droit, et à leurs familles qui vivent dans l'incertitude et la douleur,

Aux milliers de détenus d'opinion, arbitrairement condamnés et à leurs proches, Je dis : nous ne vous oublions pas.

Battues, harcelées, discriminées, excisées, violées, les femmes de la Méditerranée constituent, encore aujourd'hui, les grandes oubliées du partenariat. Par milliers, elles se sont mises en mouvement. Leur difficile combat pour l'égalité est le nôtre.

Aux millions de migrants, de demandeurs d'asile, de personnes déplacées et de réfugiés de cette zone, nous disons notre révolte du sort qui leur est fait.

Chassés et pourchassés, assignés à résidence, expulsés, fichés, ballottés de ports en ports, de camps de réfugiés en centres de rétention, de frêles pateras à des camions de contrebande, d'une zone en conflit à un pays en guerre, ces sans-papiers et ces sans terre, ces peuples sans patrie, révèlent l'état réel de la Méditerranée et les aspirations de ses populations.

Une Méditerranée traversée de part en part par les inégalités.

Inégalités entre peuples,

Inégalités entre hommes et femmes,

Inégalités entre des nantis, peu nombreux, et des sans droits, qui se comptent par dizaines de millions,

Inégalités entre une rive développée, démocratique, politiquement unie et une rive pauvre, autoritaire, morcelée.

Face à ce fossé et ces déséquilibres, notre exigence est double. Vis-à-vis de l'Union européenne qui doit être à la hauteur des valeurs qu'elle dit défendre. Mais aussi des gouvernements du sud. Nous avons clairement exprimé nos recommandations et nos critiques de l'attitude européenne, sur la question israélo-palestinienne comme sur l'ensemble du partenariat. C'est la rançon de la puissance et de la domination. Mais les autres gouvernements ne sauraient être dédouannés de leurs responsabilités. Et la surenchère verbale à laquelle ils se livrent, encore une fois, à propos du Proche-Orient, ne nous fera pas taire.

Alors que nous nous apprêtons à nous séparer, des visages d'absents me reviennent en mémoire.

Je pense à mon ami Driss Ben Zekri à Rabat et aux rescapé(e)s des disparitions de Laayoune, au Sahara occidental.

Je pense à mes amis avocats d'Algérie, Me Bouchachi, Me Khelili, Me Abdenour, Me Zahouane, qui se battent depuis plus dix ans pour le droit et la vérité.

Je pense à Me Radhia Nasraoui, l'avocate tunisienne des sans voix, à son mari, toujours recherché, Hamma Hammami, mes amis, au Dr. Moncef Marzouki, l'honneur de la Tunisie, aux détenus tunisiens d'opinion en grève de la faim pour certains depuis plus de 70 jours. Merci d'entendre leur nom et de ne pas les oublier : Nourredine Hamdouni, Abdallah Drissa, Abdeljalil Bouhjila.

Je pense au Dr. Saadeddine Ibrahim - empêché de sortir d'Egypte, mais aussi et surtout de travailler - dont le procès commence le 18 novembre, au lendemain du Forum officiel.

Je pense à Eyyad Sarraj et Raji Sourani à Gaza, Eitan, Felner et Uri Avnery en Israël, à tous les amis palestiniens et israéliens, défenseurs du droit et de la paix, qui sont dans la tourmente.

Je pense à Akin Birdal en Turquie, Ghazi Eeid au Liban, Akhtam Naisse en Syrie.

Et je leur dis : frères humains, courage !

Avec vous, nous voulons construire une Méditerranée dans le monde, une Méditerranée ouverte au monde. Avec vous, nous voulons mettre fin aux Bastilles de la Méditerranée. Je ne sais si nous y parviendrons, mais nous vous promettons de ne pas relâcher l'effort.

Marseille, le 12 novembre 2000

Annexe 5 : Déclaration Palestine : agir maintenant

Le Forum civil EUROMED, rassemblant plus de 200 ONG euro-méditerranéennes à Marseille du 10 au 12 novembre 2000, s'adresse solennellement aux représentants des gouvernements qui vont se réunir dans cette ville, mais aussi aux peuples, aux sociétés civiles et à tous les citoyens de l'espace euro-méditerranéen, pour les appeler à défendre le droit; la justice et la paix.

Il constate que l'impasse du processus négocié de règlement du conflit remet en question à la fois l'ensemble du "processus de Barcelone" et le cadre établi à Oslo. Le développement d'un réel partenariat suppose le rétablissement de la paix, qui elle-même ne peut être construite que sur la base de la justice et du droit.

Il souligne que le conflit israélo-palestinien ? qui n'est pas une guerre de religion mais porte sur le droit de tout peuple à disposer d'une terre face à un processus colonial ? a pris un tour dramatique qui exige la protection urgente du peuple palestinien.

Il regrette l'engagement insuffisant de l'Union européenne dans le processus de règlement de ce conflit et appelle les gouvernements européens à faire en sorte que la voix de l'Europe se fasse clairement entendre. Il existe actuellement, du fait de l'échec de la "médiation américaine", une conjoncture qui rend possible et nécessaire l'intervention de l'Europe, étant entendu que cette intervention doit s'articuler avec celle des autres parties concernées et en particulier des Etats arabes parties prenantes du "processus de Barcelone".

L'occasion donnée à l'Europe de s'affirmer comme une puissance réelle au service du droit et de la paix est un test de volonté politique, en particulier au regard de l'engagement du "processus euro-méditerranéen" pour le respect des droits de l'Homme: ce processus ne survivra que s'il n'est pas un simple discours. Il est plus que temps d'agir.

En réponse et en soutien à l'appel du Réseau des ONG palestiniennes (PNGO), le Forum civil EUROMED souligne l'extrême urgence de cette intervention européenne. Il faut immédiatement mettre fin aux violences qui frappent les populations palestiniennes.

1. L'Europe doit clairement condamner les violences perpétrées contre le peuple palestinien par les forces d'occupation et par les milices des colons: aucun Etat ne saurait rester impuni en cas de violation des droits de l'Homme.
2. L'Europe doit retrouver son unité pour soutenir la résolution 1322 des Nations unies et demander l'application aux territoires occupés de la quatrième Convention de Genève protégeant les populations civiles contre un "occupant belligérant".
3. L'Europe doit susciter la constitution d'une commission internationale et indépendante d'enquête sur les violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés et en Israël même, et demander que toute personne ayant ordonné ou commis des crimes de guerre soit poursuivie devant une juridiction pénale internationale.
4. L'Europe doit susciter le déploiement immédiat d'une force internationale pour protéger le peuple palestinien dans les territoires occupés.

Au-delà de cette urgence, le Forum civil EUROMED insiste sur le fait que le règlement du conflit passe d'abord par le respect du droit. Il appelle donc à une implication internationale ? et en particulier européenne ? aussi forte et claire qu'en d'autres occasions pour faire enfin appliquer et respecter les résolutions des Nations unies (en particulier 194, 242 et 338).

L'Europe doit en outre poursuivre et renforcer son engagement pour le respect des droits nationaux du peuple palestinien:

1. Conformément aux orientations du sommet de Berlin, les Etats de l'Union européenne doivent soutenir la création de l'Etat palestinien comme promesse d'Oslo, reconnaître inconditionnellement la souveraineté de cet Etat sur l'ensemble des territoires occupés en 1967 dès qu'il sera créé, y compris son droit de prendre pour capitale la partie orientale de Jérusalem/Al Qods, et œuvrer pour assurer l'effectivité et la viabilité de cette souveraineté.

2. L'Union européenne doit réaffirmer le droit imprescriptible au retour des réfugiés palestiniens ; le principe de la réparation des spoliations n'est pas négociable.

3. L'Union européenne doit utiliser dès maintenant tous les moyens d'action dont elle dispose pour mettre fin à la violence d'Etat:

- Elle doit décider un embargo immédiat sur les armes et fournitures militaires à destination d'Israël.

- Elle doit convoquer un Conseil d'association extraordinaire pour envisager la prise des mesures nécessaires au respect effectif de l'article 2 de l'accord d'association avec Israël.

- Elle doit assurer l'information claire et visible des consommateurs européens sur la provenance des produits israéliens.

Conformément au droit international et aux recommandations de la Commission européenne, l'Union européenne doit interdire l'entrée de tout produit fabriqué dans les colonies, afin de ne pas encourager ces implantations illicites.

Pour sa part, le Forum civil EUROMED décide de répondre à l'appel des ONG palestiniennes par la constitution en son sein d'une mission composée de "citoyens des deux rives" chargée d'enquêter sur la situation en Palestine, d'écouter les demandes de nos partenaires et de contribuer à l'élaboration d'un plan d'action dans la continuité du travail déjà engagé.

Annexe 6 : Position du Réseau des Organisations non gouvernementales Palestiniennes (Palestinian Non-Governmental Organizations Network-PNGO) sur la participation à la Conférence euro-méditerranéenne

En cette période d'extrême tension en Cisjordanie occupée et à Gaza, le Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes souhaite reconnaître la grande importance des relations que nous avons avec nos amis européens et méditerranéens. Notre partenariat qui se poursuit dans le secteur non gouvernemental est important non seulement pour le développement économique, culturel et citoyen entre la Palestine et l'Europe, mais aussi parce qu'il constitue un lien vital au renforcement de la solidarité européenne avec la juste lutte du peuple palestinien et d'institutions civiles palestiniennes, ainsi que pour favoriser la mise en place d'un gouvernement participatif en Palestine. Nous souhaitons souligner notre satisfaction des liens que nous avons développés, et notre souhait de voir ces liens se renforcer entre les sociétés palestinienne et européenne.

Malheureusement, en raison de la violence actuellement perpétrée contre notre peuple et nos enfants par l'occupation israélienne et les colons israéliens illégaux dans les Territoires Occupés, il nous incombe de participer à la cause légitime de notre peuple. Poursuivre les objectifs du partenariat euro-méditerranéen à travers le bassin méditerranéen est impossible pour nous quand Israël, un membre important du partenariat, tue notre peuple quotidiennement. Les organisations non-gouvernementales en Palestine pensent que participer à cette conférence reviendrait à envoyer un message trompeur, étant donné que nous devons tous être solidaires de notre peuple en ces temps éprouvants. Il est impossible pour nous de siéger sereinement à un forum du partenariat alors que nos villes sont assiégées par les chars et les hélicoptères blindés israéliens. En conséquence, nous décidons de nous abstenir de participer à la conférence à venir.

Nous appelons la conférence à développer un ordre du jour plus large pour promouvoir une atmosphère conduisant à un partenariat euro-méditerranéen plus vaste. C'est uniquement à travers la paix qu'un partenariat, une amitié et une confiance véritables peuvent être construits. La condition préalable à la paix dans le bassin méditerranéen est de mettre un terme à l'occupation israélienne en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et dans Jérusalem Est - une occupation qui dure depuis plus de 33 terribles années. Une autre condition préalable est la création d'une plate-forme plus large pour le processus de paix, plus équilibrée et permettant une participation active et effective de l'Europe. Mais il faut aussi que cesse l'agression israélienne contre les enfants de Palestine et que soit créé un Etat libre et indépendant à l'intérieur des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, mais aussi que soit assuré le droit au retour des réfugiés palestiniens.

C'est avec un regret sincère que nous continuons à être témoins de l'insuffisance de l'engagement des gouvernements européens pour résoudre la crise actuelle et le conflit du Moyen-Orient. Nous notons aussi notre déception s'agissant de la disparition du camp de la paix en Israël pendant l'agression israélienne contre la population palestinienne. Dans ce contexte, nous appelons les Européens et les pacifistes israéliens à s'engager en direction d'une paix juste entre Palestiniens et Israéliens. Un rôle croissant des Européens, et bien sûr de la communauté internationale, dans la résolution du conflit est vital pour que la justice soit faite, et la paix assurée. Nous demandons donc une plus grande implication des gouvernements européens et internationaux dans la résolution du conflit actuel, en soutenant l'établissement d'un Etat palestinien et en affirmant le droit au retour des réfugiés palestiniens - des positions explicitement soutenues par la Communauté internationale dans les résolutions 242, 338 et 194 des Nations Unies.

Nous souhaitons réaffirmer nos liens avec le peuple européen et méditerranéen et nous appelons la conférence à condamner la violence perpétrée contre le peuple palestinien par les occupants israéliens et à demander le déploiement immédiat d'une force internationale pour protéger le peuple palestinien. Un partenariat ne peut se concevoir qu'à travers la paix, la confiance et la justice. D'expérience, nous savons que nos amis en Europe et en Méditerranée comprennent et soutiennent notre quête. Nous espérons qu'ils agiront à la lumière de cette expérience pour la construction d'une société plus vaste et plus juste autour de la Mer Méditerranée.

Le 9 Novembre 2000

Annexe 7 : Communiqué des organisations israéliennes invitées par le Forum des citoyens de la méditerranée

1) Pendant plusieurs mois, un groupe de travail mixte, palestino-israélien, s'est rencontré dans les Territoires Occupés pour préparer ce Forum Civil, et plus particulièrement un document délimitant les conditions indispensables et incontournables pour faire de la Méditerranée une zone de paix et de sécurité pour tous.

Au cœur de nos préoccupations, une évidence : il n'y aura pas de paix ni de sécurité dans cette région sans la reconnaissance et l'application du Droit pour le peuple palestinien :

- Le droit à l'indépendance dans l'ensemble des territoires occupés en Juin 67, y compris Jérusalem Est,
- Le droit au retour des réfugiés,
- Le démantèlement de toutes les colonies de peuplement, y compris à Jérusalem.

Aujourd'hui nos partenaires palestiniens ne sont pas là parmi nous, et nous sommes totalement solidaires de leur décision de rester auprès des femmes et des hommes de leur peuple qui se battent pour la liberté et l'indépendance.

2) Nous même, militantes et militants pour une paix basée sur le droit et la justice, si nous avons fait le choix de venir ici, à Marseille, c'est pour démontrer publiquement que même lorsque le sang coule, il est possible, il est nécessaire, d'œuvrer à un partenariat basé sur le droit, la justice et une solidarité indéfectible avec la lutte de libération nationale du peuple palestinien.

Si nous sommes ici, c'est aussi pour exiger, en tant que citoyens israéliens, des Etats du Nord mais aussi du Sud de la Méditerranée, qu'ils prennent enfin leur responsabilité et s'engagent activement pour faire régner le droit dans les relations internationales de l'espace euro-méditerranéen.

Car il ne saurait y avoir de partenariat sans respect du droit, sans l'application des résolutions de l'ONU et le strict respect de la 4ème Convention de Genève.

Car il ne saurait y avoir de partenariat sans la protection des plus faibles. Il faut une protection internationale pour les Palestiniens, face à la violence meurtrière des forces armées israéliennes et des milices des colons.

Car il ne saurait y avoir de partenariat sans quête de justice, et nous devons exiger des Etats et des Gouvernements d'imposer l'inculpation des dirigeants d'Israël pour les crimes de guerre commis envers les enfants, les femmes et les hommes de Palestine.

3) Finalement, nous sommes ici aussi pour exprimer solennellement notre engagement à continuer dans notre propre communauté, le combat pour le Droit et la Justice. Dès après-demain, nous serons à nouveau dans la rue, dans les quartiers et les universités pour exiger :

- Le retrait de tous les territoires occupés en juin 1967, y compris Jérusalem Est,
- Le démantèlement de toutes les colonies,
- Le droit au retour de tous les réfugiés.

Ce faisant, nous oeuvrons non seulement à la réalisation des droits légitimes et inaliénables du peuple arabe de Palestine, mais aussi pour que la population juive d'Israël puisse vivre en paix et en sécurité, dans un Moyen-Orient qui redeviendrait enfin l'Andalousie du Troisième Millénaire.

Le Centre d'Information Alternative

Le Bloc de la Paix

Le Comité Israélien Contre la Destruction des Maisons Palestiniennes

Le Comité pour la Dénucléarisation du Moyen-Orient et la libération de Mordechai Vaanunu

Annexe 8 : "Nous avons le droit de savoir !"

Déclaration finale de la première rencontre euroméditerranéenne des représentants et familles de disparus

Nous, participants à la Première Rencontre Euroméditerranéenne des représentants et familles de victimes de disparitions forcées organisée par la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) en partenariat avec le CCFD, la Fondation Un Monde par Tous, Amnesty International, Emmaüs, Médecins du Monde, l'ACAT, Le Réseau Euroméditerranéen des Droits de l'Homme, la Ligue française des Droits de l'Homme, NOVIB, le Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie, le Collectif des Familles de disparus en Algérie, la CIMADE, l'AVRE, l'association Primo Levi et SOLIDA,

Familles et représentants de disparus, rescapés de disparitions forcées, comités locaux, ONG nationales et internationales de défense des droits de l'Homme,

1. Dénonçons l'ampleur du phénomène de disparitions forcées dans les pays du pourtour méditerranéen et l'impunité totale dont bénéficient leurs auteurs ;
2. Exprimons notre totale solidarité avec les victimes de disparitions forcées, rendons hommage à la détermination et au courage de leurs familles, encourageons et soutenons leur mobilisation, et saluons leurs premières victoires ;

Responsabilité internationale des Etats

3. Soulignons avec force la responsabilité des Etats concernés, et rappelons qu'ils ont l'obligation internationale de répondre aux situations de disparitions notamment par l'établissement de la vérité ; en rendant justice aux victimes et à leurs proches ; en réprimant les auteurs de ces crimes ; et par la réparation des préjudices subis ;
4. Prenons acte des initiatives - trop rares et partielles - prises par certains gouvernements et insistons sur le caractère indivisible et inaliénable des droits à la vérité, à la justice et à réparation, conformément aux principes internationaux en vigueur ;

Appel aux acteurs et aux organes du Partenariat Euroméditerranéen

5. Soulignons en outre la responsabilité des Etats européens, notamment dans le contexte du partenariat euroméditerranéen, de contribuer à ce qu'il soit mis fin au phénomène des disparitions forcées dans la région, y compris dans le cadre de leurs relations bilatérales avec les Etats du pourtour méditerranéen concernés ainsi que dans le cadre du suivi des accords d'association ;
6. Appelons les Etats parties au processus de Barcelone, et en particulier les Etats européens, ainsi que les organes de l'Union Européenne, à placer la question de la résolution du phénomène des disparitions forcées au premier plan des discussions à intervenir dans le cadre de la Conférence interministérielle de suivi de Barcelone qui se tiendra à l'automne 2000, et insistons à cet égard sur la responsabilité de la France qui assurera la présidence de l'Union Européenne ;

Appel à l'Organisation des Nations Unies

7. Demandons au Groupe de travail de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies sur les disparitions forcées d'enquêter systématiquement sur l'ensemble des cas intervenus dans notre région, y compris par l'organisation de visites sur le terrain ;
8. Appelons la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, lors de sa 56ème session (printemps 2000), à adopter le projet de Convention internationale contre les disparitions forcées, et à finaliser le Protocole additionnel à la Convention internationale contre la torture prévoyant un mécanisme d'enquêtes ;

9. Demandons aux Etats du pourtour méditerranéen d'adhérer immédiatement et sans réserves à la Convention internationale contre la torture ainsi qu'au Statut de la Cour Pénale Internationale ;

Coalition Euroméditerranéenne Contre les Disparitions Forcées

10. Décidons de créer la Coalition Euroméditerranéenne contre les disparitions forcées, composée des familles de victimes de disparitions forcées, des comités de soutien ,des ONG nationales et internationales, notamment en vue de la IVème Conférence Euroméditerranéenne de suivi de Barcelone ;

11. Demandons aux ONG nationales, régionales et internationales de défense des droits de l'Homme de continuer à soutenir et appuyer les comités locaux et nationaux de rescapés et de familles de disparus ;

Protection internationale des familles de disparus et de leurs défenseurs

12. Demandons avec force à l'ensemble des Etats concernés de cesser de harceler les familles de disparus et les associations indépendantes qui les soutiennent, et de garantir notamment nos libertés d'association, d'expression, de réunion, de circulation ainsi que notre droit à agir en justice, conformément, en particulier, à la Déclaration des Nations Unies sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme du 9 décembre 1998.

Fait à Paris le 9 février 2000

Signé par (état au 16 février 2000) :

SOS Disparus et les Associations et Comités locaux de familles de disparus en Algérie, Collectif des Familles de Disparus en Algérie, Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme, Organisation Egyptienne de Défense des Droits de l'Homme, Comité des enlevés durant la guerre au Liban , SOLID - Soutien aux disparus de Syrie, Follow-up Committee for Lebanese detainees in Israël, Fondation Libanaise des Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire (FHHRL), Association Libanaise des Droits de l'Homme, ASDHOM, Mouvement des amis des familles de disparus, Ligue Libyenne des Droits de l'Homme, Association des familles de disparus, Forum Vérité et Justice, Association Marocaine des Droits Humains, Organisation Marocaine des Droits Humains, Association des Familles de Prisonniers et Disparus Sahraouis (AFAPREDESA), Comités de Défense des Libertés Démocratiques et des Droits de l'Homme (CDF), Association des Mères du Samedi, Fondation Turque des Droits de l'Homme ; Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie ; Ligue française des Droits de l'Homme ; Réseau Euroméditerranéen des Droits de l'Homme ; Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH); CCFD ; Fondation Un Monde par Tous ; Amnesty International ; Emmaüs ; ACAT ; Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie ; CIMADE ; AVRE ; association Primo Levi ; SOLIDA.

Annexe 9 : Conférence : culture, communauté et Jérusalem, 5-7 juin 2000 Stratégies pour protéger et promouvoir les droits de l'Homme en Palestine

En cette année 2000, aube d'un nouveau millénaire, LAW fête son 10^e anniversaire. A cette occasion, des centaines de personnes vont penser à la Palestine non pas comme un lieu de violence et de conflit, mais comme la terre sainte, lieu de paix et d'humanité. Alors que les négociations portant sur le statut final se poursuivent entre Israël et l'Autorité Nationale Palestinienne, le monde regarde Jérusalem comme la terre des solutions, de la réconciliation et de la justice.

Cependant, les négociations de paix n'ont pas beaucoup aidé les habitants palestiniens de Jérusalem qui continuent à souffrir des politiques israéliennes de nettoyage ethnique. Ces politiques cherchent à remettre en cause la présence des habitants palestiniens dans la ville. Partout dans les territoires occupés palestiniens et en Israël même, les Palestiniens poursuivent leur lutte contre les politiques discriminatoires qui violent leurs droits individuels et collectifs.

LAW tient une conférence qui offrira une opportunité aux militants, universitaires et parlementaires, tant locaux qu'internationaux, d'évaluer l'impact et de remettre en question les politiques israéliennes de nettoyage ethnique mises en œuvre contre les Palestiniens à Jérusalem ; et ce, dans l'optique de développer des stratégies visant à protéger et promouvoir les droits de l'Homme.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est temps pour les membres de la société civile palestinienne de trouver un forum au sein duquel exprimer leurs points de vue sur Jérusalem, affirmer leur attachement à leur capitale spirituelle, culturelle et politique, et faire état des violations de leurs droits fondamentaux perpétrées par les autorités israéliennes d'occupation et dont ils sont continuellement victimes. Cette conférence procurera une telle opportunité et offrira une occasion de développer des stratégies tendant à garantir que les communautés locales et internationales, les institutions gouvernementales et les organisations non-gouvernementales puissent travailler ensemble pour faire progresser les intérêts de la société civile palestinienne.

La conférence comprendra une séance plénière d'ouverture, des séminaires de format plus réduit ainsi que des groupes de travail. Tous ces travaux ont pour but de fournir à tous des informations, de susciter le débat et de réfléchir à des plans d'action qui pourront servir de base de référence. Cette conférence doit permettre d'encourager le militantisme local et de déboucher sur une coopération internationale qui œuvrera pour la justice et le respect des droits de l'Homme à Jérusalem et à travers la Palestine.

En plus des séminaires et des séances de travail, la conférence célébrera la culture palestinienne et mettra en lumière les capacités de résistance dont font preuve les communautés palestiniennes qui vivent dans un environnement hostile. Parmi les événements qui seront organisés, il y aura un spectacle de danse folklorique, des expositions d'art et de photographies, la projection d'un film documentaire sur les bédouins et un match de football de personnalités.

LAW vous invite à participer à la conférence célébrant son 10^e anniversaire ainsi qu'aux festivités prévues en marge de cette conférence. En faisant venir des participants d'horizons divers et variés, nous agissons ensemble, à l'occasion de cet important événement, pour la défense des droits de l'Homme, en solidarité avec les habitants palestiniens de Jérusalem.

Annexe 10 : Déclaration de Casablanca sur la liberté d'association dans la région euro-med

Déclaration Générale du Séminaire Euro- Méditerranéen sur la liberté d'association,
Casablanca le 5, 6 et 7 octobre 2000

Dans le cadre des actions communes menées par les organisations non gouvernementales euro-méditerranéennes et en coordination avec l'Initiative arabe pour la liberté d'association, l'Association Démocratique des Femmes du Maroc, l'Espace Associatif, l'Organisation marocaine des droits humains et le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme ont organisé un séminaire sur la liberté d'association, les 5,6 et 7 octobre 2000 à Casablanca. Ont participé à ce séminaire les représentants d'organisations et d'institutions de droits humains, des associations féminines et de développement ainsi que des experts de différents pays de la région.

Se fondant sur la norme internationale consacrant la liberté d'association et définie particulièrement par l'article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ratifié par l'ensemble des Etats méditerranéens.

Se fondant en particulier sur la "Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement" du 9 Décembre 1998 (La Déclaration des défenseurs des droits de l'Homme).

S'inscrivant dans la lettre et l'esprit de la Déclaration de Barcelone du 28 Novembre 1995, comportant l'engagement des états euro-méditerranéens de faire du bassin de la Méditerranée " une zone de dialogue, d'échanges et de Coopération qui garantisse la paix, la stabilité et la prospérité ", de développer l'Etat de droit et de la démocratie dans leur système politique et de respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales ainsi que de " garantir l'exercice effectif et légitime de ces droits et libertés," y compris la liberté d'expression et la liberté d'association à des fins pacifiques".

Convaincus que l'association en tant qu'entité indépendante des pouvoirs publics constitue une institution fondamentale de la société démocratique, incontournable pour l'élargissement de la participation des individus dans le processus de développement.

Considérant l'émergence prometteuse dans nombre de pays méditerranéens d'une société civile active dans la promotion des droits humains et la défense d'intérêts sectoriels et généraux.

Après l'analyse des expériences de nombre de pays de la région, des actions menées pour promouvoir la liberté d'association et de la "Déclaration des principes et normes relatifs à la liberté d'association dans les pays arabes" du 10 mai 1999 ("Déclaration de Amman") ainsi que de "l'Initiative arabe pour la liberté d'association". Considérant que l'objectif du séminaire de Casablanca est de :

- Situer la question de la liberté d'association dans un contexte euro-méditerranéen et de faire le bilan de la situation actuelle.
- Adopter un programme de travail et identifier les moyens pouvant être utilisés pour promouvoir la liberté d'association dans le contexte du processus du Barcelone et en synergie avec les initiatives existants.

Déplorant avec force qu'en dépit de leurs constitutions et des engagements qu'ils ont pris à l'égard de la communauté internationale et dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, plusieurs états de l'Est et du Sud de la Méditerranée continuent d'imposer des entraves et/ou des restrictions arbitraires ou abusives à l'exercice de la liberté d'association, par différents moyens : la mise en oeuvre du régime de l'Etat d'exception et / ou le maintien d'un système légal d'autorisation, la marginalisation et / ou la dénégation de la règle de droit, l'usage de contraintes administratives et financières, voire la répression ou l'intimidation des responsables et membres d'associations.

Les participants au séminaire sur la liberté d'association :

1. Rappellent l'importance stratégique que revêt la promotion et la protection de cette liberté fondamentale dans le processus de développement, l'instauration et/ ou la consolidation de l'Etat de droit dans les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée.
2. Soulignent que la liberté d'association implique le respect d'un certain nombre de principes consacrés par les instruments internationaux y compris la " Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme ". Parmi ces principes et critères qui ont fait l'objet de la Déclaration d'Amman susvisée, à laquelle les participants déclarent souscrire, il convient de mettre en exergue :
 - a) Le droit de constituer et de gérer librement les associations sans immixtion des pouvoirs administratifs, la constitution étant acquise par la volonté de ses membres et la gestion de ses affaires étant décidée par ses instances propres.
 - b) Le droit des associations de ne faire l'objet d'aucune mesure de dissolution ou de suspension administrative, ces mesures ne pouvant être prononcées que par voie juridictionnelle dans le cadre d'un procès juste et équitable.
 - c) La non application de sanctions privatives de liberté aux membres et responsables des associations dans le cadre de leurs activités associatives.
 - d) La liberté des associations de développer leurs activités par des ressources humaines et financières appropriées puisées tant localement que régionalement ou internationalement, sans entraves aucunes des pouvoirs publics.
3. Considèrent que la volonté politique des Etats de réformer leur système de gouvernement et de démocratiser leurs institutions, se mesure à l'aune du respect effectif des libertés individuelles et publiques, en l'occurrence, la liberté d'association.
4. Affirment que la crédibilité des engagements pris à Barcelone et le développement de la dimension droits de l'Homme dans le Partenariat euro-méditerranéen implique en priorité l'existence de mécanismes de mise en oeuvre à même de promouvoir les libertés et les droits fondamentaux et en l'occurrence la liberté d'association dans les pays partenaires.
5. Demandent la cessation immédiate de toutes les mesures d'intimidation ou de répression tendant à restreindre l'action associative, y compris celles visant à priver les associations de moyens matériels et financiers nécessaires à leur action, et notamment les mesures prises contre le financement international.
6. Considèrent que les mesures prises contre le financement étranger des associations sont manifestement contraires à la lettre et à l'esprit du Partenariat euro-méditerranéen et vont à l'encontre du rôle important qui y est reconnu à la société civile, dans le processus de développement politique, économique, social et culturel.
7. Appellent au renforcement de la collaboration et de la coordination entre le Réseau euro-méditerranéen, ses membres collectifs et individuels, les organisations nationales et internationales des droits humains pour la protection et la promotion de la liberté d'association.
8. Décident d'adopter un plan d'action pour la protection et la promotion de la liberté d'association dans le bassin de la Méditerranée, plan annexé à la présente Déclaration.
9. Recommandent la constitution d'un comité de suivi pour la mise en oeuvre du plan d'action et des recommandations du Séminaire de Casablanca.

Casablanca, le 07 octobre 2000

Document annexé :

Déclaration D'Amman du 10 Mai 1999

DECLARATION DES PRINCIPES ET NORMES RELATIVES A LA LIBERTE D'ASSOCIATION DANS LES PAYS ARABES

Juristes et activistes arabes de l'action civile se sont réunis à Amman, les 9 et 10 mai 1999, dans un atelier de travail sur le "Cadre Organisationnel des Associations dans le Monde arabe". Les positions suivantes ont été retenues :

- a) Réalisant le rôle essentiel joué par les associations, en complémentarité avec les institutions étatiques et ses diverses autorités, dans un grand nombre de fonctions et de domaines, spécialement les suivants : dans le progrès et le développement humain continu, dans l'accroissement de l'intérêt du citoyen aux affaires publiques, dans l'activation du potentiel des individus grâce au polissage de ce potentiel et sa canalisation, tout en lui assurant une continuité institutionnelle indépendante, un renforcement de la démocratie, de la culture démocratique et de la société civile.
- b) Affirmant que les associations ne peuvent assurer ces rôles importants qu'à travers le respect du principe de la liberté des associations, prévu par la majorité des Constitutions arabes, l'article 20 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et l'article 22 du Pacte International Privé sur les Droits Civils et Politiques, la Convention sur la Liberté Syndicale et la Protection du Droit Syndical et la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies ou "Déclaration sur les Droits et Obligations des Individus, Groupes et Organes de la Société de Promouvoir et Protéger les Droits de l'Homme et les Libertés Fondamentales Universellement Reconnues", plus connu sous l'abréviation "Déclaration pour la Protection des Défenseurs des Droits de l'Homme".
- c) Convaincus que le rôle de la liberté des associations dans le renforcement de la société civile, nécessite l'existence d'organismes, de cadres et de moyens démocratiques ainsi qu'un réel respect du principe de la souveraineté de la loi et de l'indépendance de la magistrature et des avocats.
- d) Conscients que la plupart des problèmes et des difficultés auxquelles sont confrontées les associations dans un grand nombre de pays arabes, à des proportions différentes, constituent un obstacle au développement des sociétés et au parachèvement de tâches civiles, comme l'absence de la démocratie, des droits de l'homme et des libertés fondamentales ou le maintien du critère sécuritaire en tant que dimension essentielle pour les gouvernements arabes, qui se reflètent dans plusieurs lois exceptionnelles, principalement la loi instituant l'état d'urgence. Bien plus, l'augmentation de la pauvreté, le chômage et l'effritement social accompagné de la hausse du pourcentage d'illettrisme, le système éducatif malade et rétrograde, et le maintien de la discrimination contre les femmes et la négligence des droits des jeunes et des enfants.
- e) Réalisant que les institutions juridiques et les pratiques administratives dans la plupart des états arabes placent et créent, dans des proportions différentes, des obstacles et des difficultés dans toutes les phases de l'existence associative, depuis sa création en passant par son administration jusqu'à sa dissolution, et ce, à travers des violations graves de la liberté des associations, reflétant par là le non-respect des constitutions locales et des accords internationaux, ces violations étant d'autant plus graves vu la faible prise de conscience de l'importance de la liberté d'association, et l'absence de culture démocratique.
- f) Constatant que la mise en place de principes et de normes précisant le cadre dans lequel les lois peuvent réglementer les associations sans porter atteinte au principe de Liberté est de première importance car permettant à la plus grande frange possible de législateurs, de citoyens et d'associations de les connaître, facilitant ainsi leur publication et leur utilisation dans des stratégies locales et arabes, afin que les réglementations arabes deviennent compatibles avec ces principes et ces normes.

Pour ces raisons, les participants déclarent ce qui suit : En matière de liberté des associations et du cadre de la réglementation afférente

- 1) Toute personne physique ou morale a le droit de participer à la création et à la gestion d'associations, ainsi que d'y adhérer et de s'en soustraire en toute liberté, pour la réalisation d'un ou de plusieurs buts non-lucratifs. L'association bénéficie, quant à elle, d'une personnalité morale indépendante jouissant de droits et de libertés.
- 2) L'exercice de ce droit ne peut subir des restrictions autres que celles prévues par la loi et nécessaires à la société démocratique. Ces restrictions doivent être interprétées de manière stricte et limitative; en cas de manque de clarté, le principe de la liberté doit prévaloir.
- 3) L'Etat, avec la participation de la société civile, doit œuvrer à la mise en place d'un cadre réglementaire qui encourage l'exercice de la liberté des associations et le renforcement d'une société civile indépendante, dynamique et démocratique.

L'administration publique doit traiter avec les associations sur un pied d'égalité et sans discrimination.

En matière de création

4) Le principe légal fondamental sur lequel se base la liberté des associations est celui de la création sans besoin de permis ou d'autorisation préalable. Les associations sont créées par la volonté commune des membres fondateurs. Notice peut être donnée par voie d'annonce préalable, mais la création ne peut être soumise à aucune forme d'intervention préalable de l'autorité administrative ou judiciaire.

5) Les objectifs des associations, leurs règlements, l'identité, les convictions ou le nombre des membres fondateurs, quels que soient leurs domaines d'activité ou leur ordre de classement, ne peuvent en aucun cas constituer une raison pour l'imposition de conditions ou le placement d'obstacles à la création.

6) Les procédures administratives relatives à la fondation des associations ne doivent pas, y compris à travers la procédure de la proclamation, constituer des obstacles et des difficultés à la création des associations. Ces procédures doivent être rapides, claires, simples, sans complications et non soumises à l'appréciation administrative.

7) Aussitôt la fondation proclamée, l'association jouit d'une personnalité morale indépendante de celle de ses membres, avec tous les droits qui y sont inhérents tels que : un patrimoine indépendant, la capacité, le droit d'ester en justice pour tout ce qui concerne ses intérêts ou la réalisation de ses objectifs, le droit d'être propriétaire de biens mobiliers et immobiliers, le droit d'accepter des libéralités et des aides.

En matière de statuts constitutifs et de règlements internes

8) Les membres fondateurs des associations jouissent du droit de constituer leurs statuts en toute liberté et indépendamment de toute ingérence. Les autorités administratives pourraient fournir des modèles optionnels de statuts afin d'aider les membres fondateurs dans le processus de fondation.

9) Les associations ont le droit de modifier leurs statuts en toute liberté, y compris au niveau des objectifs ou des domaines d'activité, à tout moment et conformément à leurs statuts, en suivant la procédure appliquée pour la fondation des associations, indépendamment de toute intervention de l'administration publique.

En matière d'administration

10) L'association est gérée par les organes prévus dans ses règlements propres. L'administration publique ne peut intervenir dans les réunions, les élections ou les activités de l'association, ni y exercer une influence quelconque.

11) Le principe de la liberté des associations comprend la liberté d'adhésion et celle de retirer son adhésion. Elle donne également à l'association le droit d'établir des conditions d'adhésion.

12) Pour garantir la transparence, la notoriété et la crédibilité publique, les associations doivent tenir des livres et des registres comptables, nommer un comptable en cas de besoin, et inclure dans les statuts des stipulations interdisant tout conflit entre les intérêts de l'association et ceux de ses membres.

En matière de sources de financement

13) Les associations ont le droit de faire fructifier leurs ressources financières, lesquelles comprennent les cotisations, des dons fournis par les membres, de consentement aux libéralités et aides fournies par toute personne morale ou physique, locale ou étrangère, et l'organisation d'activités dont le but est de produire des rentrées et de garantir des bénéfices utilisables dans le cadre de leurs activités, à condition que ces gains ne soient pas répartis entre les membres.

14) L'Etat doit garantir aux associations, par le biais de textes législatifs, des exonérations fiscales, et doit encourager les donateurs par la déduction de leurs dons et aides de leur assiette fiscale, et ce, dans une proportion raisonnable. Ces privilèges et exonérations fiscales ne doivent pas constituer des moyens d'ingérence dans les affaires internes des associations.

En matière de contrôle des associations

15) La liberté des associations n'implique pas l'absence d'inspection et de contrôle. Les associations doivent être responsables envers toute personne intéressée, dans les limites de cet intérêt, lequel justifie un contrôle de la part des institutions suivantes :

- a) Les membres de l'association concernant l'intégralité de ses affaires.
- b) l'opinion publique et la société en cas d'intérêt général légitime concernant l'activité de l'association (par exemple, l'obligation de transparence financière quand l'association sollicite un financement à travers des dons publics).
- c) l'autorité judiciaire.
- d) l'administration publique (inspection des finances seulement) dans les limites de ce que l'association obtient comme privilèges et régimes de fiscalité spéciale. En matière d'infractions.

16) Le principe selon lequel " la peine doit être proportionnelle à l'infraction " doit s'appliquer. L'activité civile des associations et des membres ne doit pas être soumise à des peines criminelles. Dans tous les cas, de telles peines ne doivent être décidées ou prononcées que par l'autorité judiciaire, après avoir garanti le droit de défense de l'association dans le cadre d'un procès public et équitable.

De la dissolution

17) Le principe est que l'administration publique n'a pas le droit de prononcer la dissolution des associations. La dissolution doit émaner d'une décision de l'assemblée compétente ou d'un jugement définitif émanant du pouvoir judiciaire, après que l'association eut bénéficié du droit de défense dans un procès public et équitable, et dans des cas établis par la loi de manière expresse et limitative.

LIGNES DIRECTRICES POUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION

Les membres participants au séminaire sur la liberté d'association à Casablanca se sont mis d'accord sur les directives suivantes afin d'assurer le suivi au séminaire de Casablanca sur la liberté d'association.

Le comité de suivi fut enjoint de :

Au niveau régional et national

* Encourager et assister les acteurs des pays de la région euro-méditerranéenne afin qu'ils puissent promouvoir des législations sur les associations en accord avec l'esprit de la Déclaration sur la liberté d'association de Casablanca, et la Déclaration faite à Amman sur les principes et les critères relevant de la liberté d'association dans les pays Arabes.

* Promouvoir des campagnes régionales sur des problèmes communs et soutenir les campagnes de solidarité avec la société civile dans les pays ayant à faire face à des détériorations en ce qui concerne la liberté d'association.

* Renforcer les échanges d'information sur la question de la liberté d'association entre les ONG dans la région afin qu'elles puissent bénéficier des expériences mutuelles. Cela comprend également l'aide à la diffusion de l'information et l'échange

d'expérience sur la liberté d'association grâce à l'Internet.

- * Faciliter l'échange d'experts dans le cas où des contre-propositions de lois doivent être rédigées.
- * Renforcer la coopération entre les différents secteurs (tels que les droits de l'Homme, la discrimination contre les femmes et le développement durable) sur les questions relevant de la liberté d'association.
- * Développer un plan d'action pour contrecarrer la poussée 'd'organisations gouvernementales non-gouvernementales'.
- * Identifier les initiatives et les projets qui augmenteraient la capacité des associations à promouvoir la liberté d'association.
- * Soutenir des campagnes nationales d'information visant à la mobilisation de la société civile sur toutes les questions ayant trait à la liberté d'association.
- * Susciter et animer des discussions sur les principes et les critères concernant l'administration des associations et leur statut interne dans le but d'identifier les règles et les lignes de conduite le mieux adaptées pour améliorer leur administration, amplifier leur caractère démocratique et leur crédibilité, et contribuer au renforcement de leur capacité.
- * Susciter et animer des discussions traitant de la relation entre les ONG locales et les agences financières internationales dans le but de développer des stratégies transparentes et démocratiques pour la promotion universelle des valeurs des Droits de l'Homme. Les recommandations du REMDH en rapport au Programme MEDA pour la démocratie (comprenant les questions sur les priorités, la gestion, le montant des dons et la participation de la société civile) sont considérées comme une contribution utile à ce travail.

Au niveau du Partenariat euro-méditerranéen

- * Favoriser le développement et la mise en place de mécanismes pour promouvoir et protéger la liberté d'association dans le contexte du Partenariat euro-méditerranéen dans l'esprit de la Déclaration du séminaire de Casablanca sur la liberté d'association et la Déclaration faite à Amman sur les principes et les critères relatifs à la liberté d'association dans les pays arabes, et en se rapportant aux mécanismes des Nations Unis dans le domaine des droits de l'Homme et de la Cour Européenne des Droits de l'Homme ainsi qu'aux conventions internationales, déclarations et résolutions ayant trait à la liberté d'association.
- * Plaider en particulier pour le développement de projets destinés à la promotion de la liberté d'association dans le cadre des programmes nationaux indicatifs établis entre l'Union Européenne et les partenaires méditerranéens.
- * Renforcer les mécanismes d'interface entre les organisations locales et les institutions de l'Union Européenne.
- * Etablir et actualiser un calendrier d'activités du Partenariat euro-méditerranéen ayant pour but principal de promouvoir et protéger la liberté d'association.
- * Actualiser régulièrement le Guide du REMDH sur les Droits de l'Homme dans le processus de Barcelone

Annexe 11 : Donner vie et un sens véritable au PEM : Lettre de Stuttgart à Marseille

"Donner vie et un sens véritable au Partenariat euro-méditerranéen".

Lettre de Stuttgart à Marseille

Stuttgart, 22.10.2000

A l'attention des Ministres des Affaires Étrangères des pays appartenant au Partenariat Euro-Méditerranéen, du Président de la Commission Européenne, M. Prodi, du Commissaire aux relations extérieures, S.E.Patten, et du Haut Représentant de la politique étrangère et de la sécurité commune et Secrétaire général du Conseil de l'Union Européenne, Mr. Solana, et de Madame la Présidente du Parlement Européen Mme La Fontaine, et de tous les participants au Forum civil à Marseille le 10-12 novembre 2000.

Les 21 et 22 Octobre 2000, se sont réunis à Stuttgart des représentants de la société civile, des organisations des Droits de l'Homme, des syndicats, des organisations spécialisées dans l'environnement et le développement, des universitaires, des entreprises privées et des médias, venant de toutes les parties de la région euro-méditerranéenne, afin d'assurer le lien entre les conférences du Forum Civil de 1999 à Stuttgart et les prochaines réunions à Marseille.

En Avril 1999, les représentants de 27 gouvernements et la Commission Européenne se sont rassemblés à l'occasion du 4ème sommet du Partenariat Euro- Méditerranéen pour évaluer le Processus de Barcelone. Dans le même temps, les représentants de la société civile de toute la région se sont réunis pour formuler des recommandations importantes en vue d'une future action.

En novembre 2000, les représentants de ces mêmes gouvernements et des activistes des sociétés civiles vont se rencontrer de nouveau à Marseille. Cinq ans se sont écoulés depuis le lancement du Partenariat euro-méditerranéen à Barcelone. Dans la Déclaration de Barcelone, ces gouvernements se sont engagés à transformer le bassin euro-méditerranéen en une région de prospérité et de stabilité partagées, basée sur le respect des droits de l'Homme, de la démocratie, de l'État de droit, le dialogue social et le développement durable.

Les conférences de Stuttgart en Avril 1999 ont été reconnues par l'opinion publique comme un tournant pour la participation de la société civile au sein du Processus de Barcelone parce que pour la première fois :

1. Stuttgart a offert un espace pour la tenue de cinq conférences, sur les droits de l'Homme, l'Environnement et le Développement, les Syndicats, l'Economie et la Culture, organisées de manière autonome et reflétant leur propre sensibilité.
2. Les droits de l'Homme ont constitué l'objet d'une conférence organisée par des ONG indépendantes.
3. Les recommandations ont été soumises directement à la Présidence du Partenariat et aux représentants de la Commission Européenne et des Gouvernements.

Les Forums Civils ont souligné l'importance de la démocratisation, du respect des droits de l'Homme et de la transparence comme conditions préalables à la réalisation des buts fixés par la déclaration de Barcelone. Ils ont également félicité les ministres d'avoir approuvé la tenue de ces Forums Civils. Dans les conclusions formelles faites par le Président, il fut souligné que le Forum avait formulé des recommandations en vue de futures activités concernant les droits de l'Homme, l'Environnement et les Syndicats, et que le dialogue entre les gouvernements et la société civile devait être renforcé.

Les participants se sont rencontrés à nouveau à Stuttgart pour évaluer les progrès et les détériorations survenus depuis avril 1999, avec une préoccupation majeure, celle que les valeurs énoncées dans la Déclaration de Barcelone soient réellement

appliquées. Il est devenu évident que le manque de volonté politique constitue l'obstacle le plus important à tout progrès vers la promotion de la société civile.

Au cours de la session sur les droits de l'Homme, la conférence fut informée des violations massives et systématiques survenues dans nombre de pays dans l'ensemble de la région. Cela témoigne d'un mépris délibéré du Processus de Barcelone. Pour des milliers de personnes, le manque de respect pour les Droits de l'Homme constitue littéralement une question de vie ou de mort. La Conférence a entendu le témoignage des familles de personnes disparues. Ont également été présentés des rapports accablants sur la mort de demandeurs d'asile, sur l'emprisonnement de défenseurs des Droits de l'Homme alors qu'ils exerçaient leurs droits fondamentaux à la liberté d'expression et d'association. La Conférence s'est sentie particulièrement frustrée face à l'échec répété en ce qui concerne le respect des droits de la Femme dans les pays partenaires du Processus de Barcelone.

Les participants à la session sur l'environnement et le développement ont salué l'adoption de la résolution et des rapports sur MEDA par le Parlement Européen, les améliorations en matière de développement durable du nouveau MEDA et la communication de la Commission Européenne à propos d'un nouvel élan pour le Processus de Barcelone. Ils ont aussi approuvé l'approche participative choisie pour la mise en oeuvre du SMAP⁽¹⁾ et des nouveaux programmes de gestion de l'eau. Cependant, ils regrettent vivement le manque notoire d'attention porté aux questions de développement durable et à la protection de l'environnement au sein de la stratégie commune que l'Union Européenne a adoptée à FEIRA⁽²⁾. En dépit d'initiatives politiques positives, ils demeurent sérieusement inquiets face à la poursuite de la détérioration de l'environnement de la région Méditerranéenne qui pourrait s'exacerber si une zone de libre échange commercial dans la Méditerranée venait à être établie, entraînant une crise sociale et environnementale, sauf à prendre des mesures préventives dès maintenant.

Les participants à la session sur le dialogue social ont tenu à mettre l'accent sur la responsabilité sociale des nations et des entreprises dans la modération de l'impact de la globalisation et afin d'assurer le bien être des êtres humains et des sociétés. Cela souligne l'importance du dialogue culturel et religieux au sein du Processus de Barcelone, comme un moyen permettant de parvenir au respect mutuel et à l'acceptation légitime. Les participants ont aussi particulièrement insisté sur la nécessité que les citoyens appartenant à des minorités se voient octroyés le respect qui leur est dû dans le contexte de dialogue local et national sous les auspices du Partenariat euro-méditerranéen.

A la suite de ces débats, les participants ont appelé les conférences de Marseille en novembre 2000 à :

Donner vie et sens au Processus de Barcelone en continuant à édifier sur les acquis de Stuttgart 1999.

Garantir les moyens nécessaires et des actions communes afin de construire une démocratie par la base en soutenant les activités des sociétés civiles indépendantes.

Etablir des processus de consultations régulières avec les représentants des sociétés civiles dans tous les domaines du Partenariat euro-méditerranéen politiques (y compris les problèmes de sécurité), économiques, environnementaux et financiers ainsi que dans les affaires culturelles, sociales et humaines.

Etablir un mécanisme de surveillance des accords d'association du PEM en particulier dans le contexte des Droits de l'Homme à :

Obliger les gouvernements responsables de leur négligence à respecter leurs engagements dans le domaine des droits de l'Homme en utilisant les instruments du processus de Barcelone.

Intégrer pleinement la promotion et la protection des droits de la Femme dans tous les domaines de Processus de Barcelone.

Lancer des programmes de travail pour la promotion et la protection des droits de l'Homme et, en particulier, dans le contexte de l'environnement et du développement durable.

Accroître le soutien au programme SMAP.

Elaborer une étude stratégique de l'impact d'une zone méditerranéenne de libre échange commercial.

S'assurer que les objectifs envisagés par le nouveau MEDA sont effectivement réalisés.

Améliorer la décentralisation de la gestion durable du partenariat et renforcer les pouvoirs et le rôle des partenaires méditerranéens et des Délégations de l'Union Européenne en ce qui concerne la protection environnementale.

La conférence s'est tenue à l'ombre de l'escalade du conflit et de la violence en Israël et dans les territoires Palestiniens. La Conférence déplore les violations continues et généralisées des droits de l'Homme, et le manque de respect vis-à-vis du droit international humanitaire.

Les participants rappellent que les Partenaires du Processus de Barcelone se sont engagés à accorder leur soutien pour établir une paix juste, compréhensive et durable au Moyen Orient sur la base des résolutions de référence du Conseil de Sécurité des Nations Unies et du droit à l'auto-détermination. Les participants de la Conférence ont exprimé leur inquiétude et redoutent que le futur du Processus de Barcelone ne soit gravement compromis par la crise actuelle, en particulier dans ses dimensions droits de l'Homme.

La Conférence décide d'appuyer les propositions présentées à l'Union européenne, à savoir d'agir conformément à son engagement à baser sa politique méditerranéenne sur le respect des droits de l'Homme de la manière suivante :

Soutenir très vite une commission d'enquête internationale et indépendante en Israël et dans les territoires palestiniens, afin d'examiner de façon approfondie et exhaustive les événements qui se sont produits durant la crise actuelle ainsi que les abus en matière des droits de l'Homme et les violations du droit humanitaire présumés :

de faire en sorte que des mesures appropriées et efficaces soient prises pour mettre un terme aux violations des droits de l'Homme et traduire leurs auteurs en justice

de convoquer un Conseil d'Association extraordinaire entre l'Union Européenne et Israël

de prendre l'initiative de convoquer à nouveau les Hautes Parties Contractantes à la Conférence ajournée et faire pression sur Israël pour que ce pays applique de facto la 4ème Convention de Genève.

Cette lettre a été approuvée par les organisations organisatrices ainsi que par environ 100 participants venant de la région euro-méditerranéenne.

Notes :

(1) Programme de court ou moyen terme pour l'environnement.

(2) Stratégie commune de l'Union du Bassin Méditerranéen adoptée à Santa de feira (Portugal) le 19-20 Juin,2000.

Summary

Introduction	p.52
1. NGO's Civil Forum and different networks general resenation (Friday Session 10th November, morning) . .	p.55
2. Joint Workshop on Palestine (November 10th afternoon)	p.57
3. To establish an Euro-Mediterranean coordination for the families of the "disappeared" (Morning, Saturday 11th November)	p.59
4. Women's rights in the Euro-Mediterranean region: between symbolic and physical violence (Saturday 11 November - morning)	p.61
5. Freedom of association: towards the construction of an Euro-Mediterranean civil society (Saturday 11 November, afternoon)	p.64
6. International Justice: the role of the Barcelona process (Saturday 11th November - afternoon)	p.67
7. Conclusion	p.69
Annexe 1 : Marseilles Civil Forum, 10-12 November : Rule of Law and democracy Workshop Final Statement .	p.70
Annexe 2 : Euromed Civil Forum : Final Declaration of the NGOs.	p.74
Annexe 3 : Euromed Civil Forum : Joint Declaration - Marseilles - November 12, 2000	p.80
Annexe 4 : Speech pronounced by Driss El Yazami at Forum Civil Euromed 12 November 2000.	p.81
Annexe 5 : Declaration - Palestine : Act now.	p.83
Annexe 6 : Position of the Palestinian Non-Governmental Organizations Network (PNGO) on Participation in the Euro-Mediterranean Conference.	p.85
Annexe 7 : Communique by the Israeli Organisations invited to the Citizens Forum of the Mediterranean	p.86
Annexe 8 : "We have the right to know" - Final Declaration of the First Euro-Mediterranean Conference of Representatives and Families of disappeared	p.87
Annexe 9 : Conference: Culture, Community and Jerusalem, Jerusalem, 5-7 June, 2000 Strategies to protect and promote Human Rights in Palestine.	p.89
Annexe 10 : Casablanca Declaration on Freedom of Association in the Euro-MED region	p.90
Annexe 11 : Caire Declaration on Human Rights, Education and Dissemination	p.96
Annexe 12 : Giving Real Life and Meaning to the EMP: Letter from Stuttgart to Marseille	p.100

The Euro-Mediterranean Partnership and Civil Society

With the launch of the Euro-Mediterranean Partnership (EMP) 5 years ago, the Governments of 27 countries (the Partner States) and the European Union committed themselves to comply with the United Nations Charter and Universal Declaration on Human Rights. They agreed to strengthen the Rule of Law and democracy within their political systems, to respect Human rights, fundamental freedoms, including freedom of expression, freedom of association and to fight racism, xenophobia and intolerance. In other words, they recognised the importance civil society can have for the EMP to succeed in the promotion of greater understanding and closeness between peoples. Human rights organisations welcomed the commitments taken by the Partner States and considered that the Declaration of Barcelona and the Association Agreement represented important human rights protection instruments.

However, since the first Barcelona Summit and the constituent Barcelona Declaration, the Euro-Mediterranean Partnership has not produced a regional work programme for the promotion and protection of human rights or transparent and efficient mechanisms monitoring its application. Moreover, the first two Conferences following Barcelona did not succeed in drawing attention to the real importance of human rights nor in the setting up of a regional work program for the promotion and protection of human rights. Nevertheless the Stuttgart Summit, held in April 1999, symbolised a turning point. This was marked by the holding of a forum on Human Rights and Citizenship which along with other forums (environment, trade unions) was able to convey its direct recommendations to State Representatives as a result of their Official Summit. Thus a bridge was established between the Official Summit and Civil Society for the first time. In other words Stuttgart has represented an elemental acquis, that is the organisation of an independent Conference on Human Rights, where human rights for the first time have been the main subject matter of a specific conference organised by independent NGOs.

To Maintain and strengthen the Stuttgart acquis

Continuing with the spirit of the Stuttgart Summit, the International Federation for Human Rights Leagues (FIDH) and the Euro Mediterranean Human Rights Network (EMHRN) joined forces in Autumn 1999 to create a task force to prepare the Civil Forum in order to maintain and strengthen

what had been achieved in Stuttgart.

During the preparations the FIDH (please correct the rest of the text) and the EMHRN set the following as main targets:

- to raise awareness between key players of the Euro Mediterranean partnership of the Human rights situation in the countries of the region and to evaluate the progress of the Human rights dimension within the process of Barcelona since November 1995 ;
- to urge the states to comply with the commitments taken in the Barcelona Declaration;
- to turn the Marseille Forum into a meeting place for the exchange of information, debate and experiences for the region's Human rights defenders.
- to involve human rights defenders in the Civil Forum preparation as much as possible.

The objective set within the Forum's framework was to assess the last five years and to put forward proposals for the future based on the Barcelona Process main reference texts (Barcelona Declaration, European Parliament resolutions, document on the EU Common Strategy for the Mediterranean region).

This project led by the IFHR and the EMHRN met the concerns raised by the NGOs in charge of the organisation of the Marseille Civil Forum which prompted the EMHRN and the IFHR to join forces in the organisation of the Forum and to head the Rule of Law and Democracy Network given their shared objectives and demands.

Rule of Law and Democracy Network and preparations for the Civil Forum

The IFHR and the EMHRN, as leaders of the Rule of Law and Democracy Network, organised a series of meetings during the preparation phase for the Civil Forum. It was during these preparations that key questions relating to the region's Human rights field were stressed and subsequent results conveyed to the Civil Forum's participants (see appendix for Conference's final declarations):

* 8 -11 November, Brussels: Training seminar on the Human Rights dimension of the Barcelona process (organised by the EMHRN)

* 15-18 November 1999, Paris: Training workshop for NGOs from the southern and eastern Mediterranean and preparation of the 4th summit of the Barcelona Declaration 15 -18 (organised by the FIDH)

- * 8 -11 February 2000, Paris: First Euro-Mediterranean meeting of the families of the "disappeared" (organised by the IFHR along with other organisations including the EMHRN)
- * 5 -7 June 2000, Jerusalem: Conference on Culture, Community and Jerusalem (organised by LAW in collaboration with the EMHRN)
- * 5 -7 October 2000, Casablanca: Seminar on Freedom of Association in the Euro-Mediterranean region (organised by the EMHRN, the Moroccan Association of Democratic Women, Espace Associatif, the Moroccan Association for Human Rights)
- * 13 - 16 October 2000: Conference on Human Rights Education in the Arab World (organised by the Cairo Institute for Human Rights studies in collaboration with the EMHRN)
- * 21 -22 October 2000, Stuttgart: "From Stuttgart to Marseille" Conference organised by the German-Mediterranean Forum in collaboration with the EMHRN amongst others.

The programme for the workshops organised by the Rule of Law and Democracy Network was also planned during this preparation phase. The expected program was to have been as follows:

- Opening and Presentation sessions shared by all the networks ;
 - Work of workshops (see below) ;
 - Workshops resumption plenary session and closing session common to all the networks.
- During the preparations 5 main themes were chosen in accordance with the preparation conferences held:
- To build a Euro-Mediterranean coordinated network for the families of the "disappeared";
 - Women's rights in the Euro-Mediterranean region: between symbolic and physical violence ;
 - The Middle-East Crisis and the Barcelona process: what is the role of the Euro-Mediterranean Partnership? ;
 - Freedom of Association and the creation of an independent Euro-Mediterranean civil society;
 - Towards international justice: the role of the Barcelona process.

Placing Human Rights at the heart of the Civil Forum

The Rule of Law and Democracy Network program fell into the wider framework of the Civil Forum. The IFHR and the EMHRN sought to place human rights at the centre of the Civil Forum and by doing so met the concerns raised by the Forum's preparation collective. In view of the fact that areas such as

human rights, rule of law, democracy, social rights and culture, considered deciding factors at Barcelona, are facing serious underestimation or even being overlooked, it becomes essential that the civil societies on both shores of the Mediterranean reanimate the Euro-Mediterranean partnership. This can be achieved by putting forward proposals on the essential themes of the Euro-Med project and by taking new steps forward on the following objectives:

- * Give civil society a proper role in the prevention and conflict resolution
- * Place human rights at the centre of the partnership
- * Full promotion of the social, cultural and human dimension
- * Promote the integration of environmental questions within the Barcelona Process.

It is within this initial framework that the Euro-Med Civil Forum was organised in Marseille the 10-12 November, a few days before the Inter Ministerial Conference, with the purpose of producing conclusions to be presented to authorities' representatives.

A Civil Forum marked by the Palestinian Crisis

However, the political context in the Middle East and the Israeli-Palestinian conflict modified initial arrangements: in fact the majority of the Palestinian NGOs (regrouped under the NGO Palestinian Platform PNGO) and a large part of the Lebanese and Syrian NGOs boycotted the meeting (just as the Syrian and Lebanese Governments boycotted the Inter ministerial meeting). At first, this destabilised the Forum's preparation due to the incertitude regarding the number of participants and consequently the possibility of calling off the meeting. Nonetheless, on the contrary to the other two Forums the Trade Union's Forum and the Forum on Collective Territory, both destabilised by the absence of a large number of participants, the NGO's Civil Forum succeeded with its position by acting in solidarity with the decision taken by the PNGOs. The Civil Forum was held and a large number of participants attended (nearly 300), if we account for the circumstances. The meeting took place over 3 days and held theme workshops, transversal workshops (one workshop dealt with development cooperation and instruments of finance) and plenary sessions based on the preparatory meeting's work. Workshops were held in all normality and demands and declarations pronounced by the Civil Forum participants were conveyed to the authorities. However, the Israeli-Palestinian conflict was logically a recurrent theme during the debates of all networks and marked the whole

running of the forum and its final declaration: each one called for the re-establishment of the Euro-Mediterranean Partnership and further strengthening of the role of civil society within the EMP. The three forums also condemned Israel's attitude and use of force against the Palestinian population and demanded the right to self-determination for the Palestinian people (see appendix for joint declaration).

Development of the Rule of Law and Democracy Network Workshops

As a pivotal subject of the Euro-Mediterranean Partnership, human rights have been at the centre of the Civil Forum debates in Marseille. The EMHRN and the IFHR organised 5 workshops on Human rights: a joint workshop on Palestine co-organised with the Peace and Prevention of Conflict Network, and 4 specific workshops on the following subjects: the matter of the "disappeared", the situation of women in the Mediterranean area and the violence they suffer, freedom of association, and the issue of international justice. Members and partners of the networks attended these workshops, as well as several international human rights NGOs operating in the region. These workshops gave the region's human rights defenders a platform for diffusing and sharing information and testimonies on the situation of human rights and freedoms in the Mediterranean area.

Patrick Baudouin, IFHR chairman and Kamel Jendoubi vice-president of EMHRN presented during the first workshop the themes that were later discussed in subsequent workshops within the framework of discussions organised by the Rule of Law and Democracy Network. Patrick Baudouin underlined the persistence and at times even aggravation of Human rights violations in several countries surrounding the Mediterranean. He also insisted on the fact that: "with all these paralysing conflicts: Iran, Libya, and especially the Israeli-Palestinian conflict now covering most of our work, when we would have preferred to have been talking within a more peaceful situation of an improvement of the partnership". He has, as the majority of the interventions, underlined the insufficiency of European policy and its selective interference within these conflicts based on security obsessions, this fear that intervention and the taking of fair and courageous positions would risk destabilising the region. Kamel Jendoubi himself insisted that we shouldn't forget other conflicts taking place in the region, as the situation of the Kurds for example. "As Human rights defenders, we should be alert to all situations".

Following the workshop on Palestine which concluded with an unanimous condemnation of Israel and a call for the

intervention of the European Union in the conflict, the normal running of workshops resumed.

The first workshop was centred on the "disappeared", which according to the participants, is decaying the South and yet still finds itself separated and marginalized within the partnership. All those speaking insisted upon the triple obligation of memory, truth and justice and requested that the EU supported financially and materially the organisations for the families of the "disappeared".

The second workshop was centred on the situation of women and the violence they suffer. Participants realised the extent of violence they suffer as well as the feeling of frustration of those campaigners who feel that this problem does not receive the attention it should. They demanded that Member States uphold the recognition of effective equality between men and women.

The third workshop was centred on freedom of association. During this workshop, participants were reminded of the growing attacks on Freedom of Association in the Euro-Mediterranean region, and all the participants insisted that respect of the rights of those who defend human rights, and more generally Freedom of Association, should constitute one of the main priorities on the EMP's Agenda and that Governments should commit themselves to eliminate all legislation and practices that hinder the action of those defending human rights.

The last workshop focused on the question of International Justice. All the participants insisted that impunity is one of the main obstacles facing respect of human rights in our societies. They also demanded that all the Member States sign and ratify the statute of the International Court of Justice and recognise its mechanism of international competence.

All the conclusions drawn from these workshops were reflected in the Final Declaration of the Rule of Law and Democracy Workshop (see appendix), as well as those from the joint workshop on Palestine.

Before going into details of the proceedings and speeches made during the joint session on Palestine as well as in each of the workshops on the Rule of Law and Democracy, we will briefly see the progress of the opening and closing sessions, symbolised by solidarity with the Palestinian people and the need to strengthen dialogue between the Member States of the EMP.

1. NGO's Civil Forum and different networks general resenatation. (Friday Session 10th November, morning)

Civil Forum's Progress

The Civil Forum's expected program changed in accordance with the events in Palestine/Israel. It was held over three days, from the 10 to the 12 of November. The opening session and the Networks General presentation session took place on the morning of the 10th (see below). Following these two sessions, it was decided that the Rule of Law and Democracy Network on the one hand and the Peace and Prevention of Conflict network on the other should organise a joint session on Palestine due to the dramatic events and need to delve deeper into this problem felt by all of the participants. On Saturday, 11th November the initially programmed workshops took place. On Sunday 12 November a plenary session on the resumption of the running of the workshops and a session that brought together the three forums and during which a joint declaration was adopted were held. Towards the end of the afternoon a meeting with the authorities' representatives was held (see below).

To reaffirm solidarity with the Palestinian people.

During the opening session, Hubert Prévot, Chairman of the South Coordination pronounced an opening speech in which he underlined the need to establish the basis for the re-establishment of the Barcelona Process. A desire that was also stressed by the whole of the participants in the Civil Forum, aware of the importance for all citizens living in the region of having an EMP that takes into consideration civil society and which is founded on the equality of all its partners. They have also criticised the deficiencies in the governments, especially in terms of human rights and the lack of action of the EU with regard to the Middle East conflict. During these interventions, three aspects were stressed.

First, understandably Palestine took a preponderant place in the opening speeches as well as during subsequent discussions. In this way, Mourad Allal, NGO collective coordinator read a communiqué on behalf of the NGOs who organised the Civil Forum which reaffirmed solidarity with "those who were not present", with those who chose not to come in order to protest against the EU position within the Palestinian conflict. Shortly after, Kamel Lahbib from the Moroccan Espace Associatif read a communiqué worded by the Palestinian NGOs (PNGO) (see appendix for declaration) similar to Mourad Allal's as the communiqué reaffirmed the

importance of the relationship with Muslim and European friends in order to develop cultural, economic and other ties and to reinforce support to the just fight of the Palestinians, but also underlined the impossibility for the PNGO to take part in this conference. Indeed, according to these NGOs, to take part in the conference would have sent out a false message: within the situation in which the urgency is the international protection of the Palestinian people, the EMP is not a priority. They demanded the creation of a larger platform for the peace process that would allow room for European participation and the deployment of an international force to protect the Palestinian people. The communiqué that Leila Shahid, General Delegate for the Palestinian Authority in France, sent to the Forum also expressed the same idea. In conclusion, the session was finally and especially marked by the declaration made during the speech on behalf of the Arab participants by Khémais Chammari, Tunisian expert consultant and final speaker. He announced the withdrawal of the Arab participants from the Plenary session in solidarity with the absentees and with Palestine, to take part later on in the workshops.

The necessary re-establishment of the EMP

The second important aspect of this first session consisted of the analysis of the EMP results and of the overall conclusion that it needed to be re-founded. During the first session, several speakers tried to give a critical evaluation of the EMP and insisted upon the gap between the ambitions declared and the modesty of results as well as upon the fact the EMP should not only be a space of free exchange under police surveillance but should also promote citizens' actions and recognise civil society entirely and wholly.

In the same way, Pasqualina Napolitano reminded everyone that the European Parliament (EP) had adopted a resolution that analysed and criticised the instruments of the EMP due to insufficient results. She also underlined three of the EMP's limitations:

- the priority given to free trade in comparison with co-development and cultural dialogue ;
- the bilateral dimension of the relationship between the EU and the EMP constitutes an obstacle to North-South relationships ;

- the involvement of civil society is weak and the centralism of the governments' roles persists.

She also underlined the need to coordinate policies between the countries of the EU within the Mediterranean area and welcomed the participation of Javier Solana, head of Common Foreign and Security Policy (CFSP) at the Sharm el Cheikh Summit. Moreover, Alain Joxe affirmed that the awareness that Europe has of its responsibility towards this region is important and that Europe should use from its experience of de-colonisation to help resolve the Israeli-Palestinian conflict.

NGO's Responsibilities and commitments within the EMP

Finally, the third aspect underlined with these speeches centred on the place and function that NGOs should have within the Barcelona process, on the responsibilities held by NGOs within this process and on the potential dangers that threatened them: the speakers underlined that NGOs should not limit themselves to mere incantatory protestations but should also refuse to become instruments, the guarantee of the governments.

This first session has been clearly indicative of the other discussions that took place during the Civil Forum, as we will see. Palestine was the centre of most debates. However, despite the situation, other subjects were mentioned.

A closing session reflecting the need for dialogue with the EMP Member States

During the Plenary Session, the whole of the networks¹ and workshops produced a final declaration; we do not intend to come back to this. However, we can underline that during the resumption of the workshops after the plenary session with the other forums, the overall majority of the speakers in name of the networks emphasised common aspects that we have already mentioned : the need to end the Palestinian crisis and to condemn Israel, the non-satisfying result of the EMP in political, economic, social and cultural aspects, the consequent need to re-establish the Partnership in a way to confere more important role to the whole civil society.

The last part of the civil forum was dedicated to a meeting with the authorities. This did not give way to real exchange between civil society and government representatives. However, it did strengthen a Stuttgart aquis, that is NGOs' possibility to convey to the representatives of the states their direct recommendations, and the meeting and listening

between the participants at the different meetings and the participants of the Official Summit. The presence of Charles Josselin, French Minister of Cooperation, of the Egyptian ambassador in France, of Leila Chahid, General Delegate for Palestine in France as well as the one of Mr Gessi from the European Commission emphasised its importance.

Footnote :

1. The networks presented during the Forum were:

- Rule of law and Democracy Network, coordinated by the IFHR and the EMHRN ; they co-organised the session on Palestine in collaboration with the Peace and prevention of conflict network.

- Peace and Prevention of conflict network, coordinated by the FCM.

- Cultural and Human exchanges network, coordinated by FRS.

- Environment network, coordinated by WWF and ENDA.

- Partnership for local development network, coordinated by the CCFD

- Youth network coordinated by the CNAJEP.

On the other hand transversal workshops were also organised:

- EMP Economic Partnership network

- Migrations network

- Partnership Instrument network

2. Joint Workshop on Palestine (November 10th afternoon)

An unanimous call for condemnation of Israel and for the intervention of the European Union

The Rule of Law Network on the one hand and the Peace and Prevention of Conflict on the other, aware of the need to delve deeper into the Palestinian issue took the decision to co-organise a workshop on Palestine, not included in the initial program. Taking into consideration the dramatic events, the absence of Palestinian NGOs and the importance of emitting a strong message, with a single voice, on this issue to the EMP States during the Marseille Summit, the two networks organised this session which gave way to the drafting of a declaration condemning Israel, requesting the retreat from the Occupied territories and calling for EU intervention in this conflict (see declaration: "Palestine: Act Now" in the appendix).

During these speeches as during the debates that followed, the concerns raised were the same: everyone demanded the European Union to play a clearer and more political role and to intervene in this conflict (especially basing itself on the human rights clauses contained in the Association Agreements). Everybody demanded that justice be applied and that the political, social and economic rights of the Palestinian people in the occupied territories, in Israel and in the refugee camps in Lebanon and Jordan be respected. In general, they all demanded the establishment of an international and independent investigative committee on the violation of human rights committed during recent months and the deployment of an international force to protect the Palestinian people. The declaration also demanded government representatives meeting in Marseille and all people, civil societies and citizens living in the Euro-Mediterranean area to defend justice, rights and peace.

During this workshop, six speakers took the floor to talk about different but complementary aspects of the Palestinian issue. The first three interventions were general and the following three dealt with concrete aspects concerning the situation of the Palestinians in the Occupied territories, and within Israel, and in Jordan and Lebanon.

The need for European Union Intervention in the conflict

The first interventions dealt with the role the EU should have within this crisis as well as the global context of the crisis. Wim Bartels (Euro Arab Dialogue from Below) also underlined that by leaving the process in the US hands the EU had contributed to the failure of the Peace Process. He also observed that this failure was due to the fact that the Oslo Process was not guided by international law but by the asymmetric power relationship between the two sides. Mohammed Sid Ahmed remarked on the other hand that the peace process had been promoted by Bill Clinton with two objectives: the peace process itself but also the personal ambition of the president which had nothing to do with the process. This is why Bill Clinton insisted on the process when the conditions were not yet ready. On the other hand, he also underlined that the Middle East global context was now actually not favourable due to the attitude of the Arab governments: according to Sid Ahmed, peace with Israel has only become possible when the concern with Iraq has become critical because for many Arab governments, Iraq appeared at this time as a worse enemy than Israel. However, today the situation is different, the majority of the Arab governments no longer accept the US and UK attitude towards Iraq, and at the same time, Israel has become their main concern. Consequently, according to these two speakers, it is a particularly favourable time for the EU to take the initiative and invest in the peace process. For Luisa Morgantini, Italian EMP (Greens) and president of the Inter-parliamentary delegation for relationships with the Palestinian Legislative Council, the EU should play a more political role within this crisis and work towards a solution of the Palestinian conflict and recognition of the Palestinian people's rights. Wim Bartels, based on the propositions drafted by the Netherlands NGO Platform for Palestine, advanced the principles that should become the base and framework for the EU policies: right of return for the Palestinian refugees according to Resolution 194 of the UN's General Assembly, recognition of the right to self determination of the Palestinian people, retreat of Israeli troops and respect of human rights on bothsides. The EU should, according to Wim Bartel, work towards the establishment of a international investigative committee and an observation mechanism but also should not hesitate using the instruments of the Barcelona process to oblige Israel to respect its obligations: it should use the

suspension clauses in accordance with the Association Agreement with Israel, reinforce the territorial clauses in relation with exports to the EU of products manufactured in the colonies and take on its political responsibilities.

The Palestinian People's lack of rights

After these more theoretical interventions regarding the position of the EU and the peace process in general, three interventions concerning the situation of the Palestinian people within the occupied territories, Lebanon and Jordan followed. Michel Warchawski (Alternative Information Centre in Bethlehem) talked about the internal situation in Israel and the difficulties that the movement for peace had encountered. He read a communiqué worded by several Israeli organisations (Block for peace, Alternative Information Centre, Committee for the de-nuclearization of the Middle East and Israeli committee against the destruction of the Palestinian homes, please check names see appendix) within which the conditions necessary to make the Mediterranean area a peaceful and secure zone for all are delimited. As Israeli citizens, they demand that the Northern States accept their responsibility and enforce the rule of law. He also stressed that it was necessary to promote four elements: justice ("put an end to the bargaining based on the power relationships"), International community protection (international investigative committee, ground presence, legal action against war criminals), change in the negotiations framework (put an end to the face to face to head Israel - Palestine and US role as referee and necessary participation of the Arabs and Europeans in the negotiations), recreate an international front of solidarity with the Palestinians.

Following this intervention, Andrea Battista (Arab Association for Human rights in Nazareth) recalled the situation of the Arab minority in Israel and insisted upon the difference that should be made between the situation of Israeli Palestinian citizens and the Palestinians in the West Bank and the Gaza strip. He underlined that Israeli Palestinian citizens were considered as second class citizens and suffered discrimination, unfair dismissals, and were also victims of extra-judicial assassinations, illegal arrests, torture and cruel treatment when in the hands of justice, etc... This is why he demanded general protection for these people as well as the commitment and protection of the international community. Finally, Mohammed Tahri recalled the difficult situation of the refugees in Lebanon and Jordan. While carrying out a mission for the EMHRN² in these two countries, he realised that they were living in very difficult conditions due to the lack of legal status and the wish of these two countries that they leave their territories. More, the UNWRA created in 1949 to manage

the problem of the Palestinian refugees provisionally for 3 years has not solved any of the main problems and has not taken under its charge all the refugees due to restrictions regarding the limitations of assistance. The Palestinian refugees have seen themselves excluded from the benefits of the UN Convention on refugees status adopted in 1951. They suffer discrimination regarding access to employment, education and so on and the situation in the camps is a disastrous. He noted that Palestinians were often taken hostage with regard to internal conflicts within these two countries, especially at a political and religious level.

Following this specific workshop, the Rule of Law and Democracy Network resumed its initial program covering 4 main subjects, subjects which we have already mentioned above. On the morning 11 November, the issue of the "disappeared" was discussed and then the issue of women in the Mediterranean region and the violence that they suffer. In the afternoon, the workshops focused on Freedom of Association and finally on international justice.

Footnote :

2. The report drafted by Mohammed Tahri and Maria Donato and published by the EMHRN may be used as reference

3. To establish an Euro-Mediterranean coordination for the families of the "disappeared" (Morning, Saturday 11th November)

The necessity of justice, memory and truth

Through the various speeches given, the issue of the "disappeared" was discussed from different angles. However, all the speakers insisted upon two imperatives: the necessity of truth, justice and memory, and the obligation to make the authorities remember. This means, for example, as certain participants recalled during the debate that followed, transmission of information from one European Presidency to the next, to group together all the testimonies and to help the families of the "disappeared" to carry out actions along with the international human rights organisations. Overall they demanded that the EU give the financial and material means so that a coordination between the families of the "disappeared" could emerge which would enable them to carry out more effective lobbying with regard to the European institutions or the UN.

As in the Palestinian workshop, two types of communiqués were presented: two interventions were about legal aspects of the fight against the disappearances, both at EU and UN level with the project of international coordination on enforced disappearances. Following this, three interventions dealt with the fight of the families of the "disappeared" in Lebanon, Algeria and Morocco to know the truth and against the impunity of those responsible.

Using EMP mechanisms to combat enforced disappearances

Isabelle Brachet's (IFHR) speech therefore discussed the possibilities of using the EMP mechanisms and structures to combat the phenomenon of enforced disappearances. She spoke of the first meeting of the Euro-Mediterranean families of the "disappeared" which took place in February 2000³, during which a conference in Brussels was organized to raise awareness amongst European officials about the issue of the "disappeared" in the region. During this conference it was proposed that the EU adopt a policy towards enforced disappearances. Such policies or guidelines, which are already in place for the death penalty, establish in a document the scope for European action in the field of foreign policy. They would therefore allow for the provision of a systematic and coherent policy and allow steps to be taken in the context of political dialogue between the EU and partner countries in order to encourage them to put a stop to these

practices. It would therefore be possible to use the Association Agreements so that European officials may raise individual cases of enforced disappearances in order to attempt to identify programmes and measures to be taken by the State in question, to prevent enforced disappearances, to elucidate them and to punish those responsible. It would therefore also be possible within this framework to use funding from MEDA for local NGOs working on this issue. Therefore the EMP should be used to resolve and prevent enforced disappearances and to supplement this course of action by pressure on Member States in order to make progress on the draft International Convention on enforced disappearances and by adopting guidelines in this area.

Supporting the draft International Convention on the Protection of all Persons from Enforced Disappearance

Sara Guillet (IFHR) also spoke of the legal aspects of the fight against enforced disappearances whilst discussing the draft International Convention for the Protection of all Persons from Enforced Disappearance. This draft was initiated in 1981 but has advanced the most in the last five years. Until now, there have been legal shortcomings concerning enforced disappearances as they were not bindingly recognised by international law as a crime. Instruments do exist but either they are not binding, like the 1992 United Nations Declaration on Enforced Disappearances, or they have an essentially humanitarian role, such as the United Nations Working Group on Enforced Disappearances which has no legal function and is unable to prosecute those responsible. With regard to general human rights instruments such as the International Covenant on Civil and Political Rights, enforced disappearances are not mentioned. A factor particular to enforced disappearances is that this is a violation encompassing several human rights violations: violation of the right to live, to physical integrity and to safety. This is why we must create a new universally binding instrument. In the draft Convention drawn up by NGOs, the norms considered concern especially:

Footnote :

3. The Final Declaration from this meeting is included in the appendix for further reference.

- repression (universal competence clause, amnesty prohibition, offender's criminal responsibility, etc.) ;
- prevention and victim protection (habeas corpus) ;
- victims' rights (restitution, rehabilitation, victim compensation not only for the "disappeared" but also for their families and close ones) ;
- observation mechanisms : regular reports to the United Nations on the ways in which the signatory countries have integrated these measures into their internal legal system , ability to receive complaints, carry out visits, etc.

The Human Rights Commission is currently examining the draft declaration. The NGOs would like an inter-session working group to be designated in order to examine it. However, Sara Guillet emphasised the necessity for NGOs to mobilise *"in order to represent a permanent front against States who would like to see this draft diminished"*.

The truth on the "disappeared" in Lebanon, Algeria and Morocco

Following these two more theoretical interventions, three speakers then discussed the situation of enforced disappearances in Lebanon, Algeria and Morocco.

Wadih-Ange El-Asmar (SOLIDA) spoke of the current situation in Lebanon and the struggle of the families of the "disappeared" in this country. Since 1975, there have been 17,000 reported cases of disappearances during the war. These disappearances have been recognised by the Lebanese State but this is where it ends: there has been no investigation despite the fact that some of these people are still alive and rott in Israeli or Syrian prisons. He highlighted 3 main types of disappearance:

- those who disappeared during the Lebanese war because of the Lebanese militia. The Lebanese State set up an investigative committee which concluded that all the missing Lebanese people were dead, without even carrying out a full investigation.
- those being held in Israeli prisons outside all international law.
- those being held in Syria, the existence of whom the Syrian government refuses to admit, and which puts pressure on the families of the "disappeared".

In order to defend these prisoners, the families joined together: the first group in 1983; Israeli prisoners group;

Syrian prisoners group. The families are demanding that an impartial investigative committee be set up in the Lebanese parliament, especially since the release of 120 Lebanese in 1998, we know that all the "disappeared" are not dead.

Nassera Dutour (Collective of the Families of the "Disappeared", Algeria) gave her account of the situation in Algeria, focusing especially on the 7000 people taken by the Algerian security forces and of whom nothing has been heard since. She talked too about the State's oppressive policy towards the families of the "disappeared" which forces them to pass judgment on disappearances which, after 4 years, result in the issue of a death certificate. She requested that France take on its responsibilities and called for the establishment of a Euro-Mediterranean court whose competence would be to judge all crimes past and present and not only future crimes.

Finally, Lahcen Moutik (Truth and Justice Forum) spoke of the situation in Morocco and the Truth and Justice Forum's proposals: a human rights organisation made up of victims, those who escaped enforced disappearances and victims' families as well as former political prisoners. The organisation was set up a year ago in search of the truth about disappearances and to combat the impunity of those responsible in the current transition phase during which people tend to forget. However, according to him, it is not possible to build a society based on lies, on amnesia, or on forgetting part of history. It is also for this reason that the Forum would like to set up a memorial centre to attempt to bring together elements of the "disappeareds'" stories which are particularly difficult to correctly recount and define.

During the ensuing discussion, all the speakers emphasised the need to remember and therefore the importance of building associations of the victims and the families of the "disappeared" at a regional level. Another important issue highlighted during this discussion was that of lobbying, which is necessary within the EU, especially when transferring information concerning enforced disappearances from one presidency to the next. It is also particularly important to challenge France which holds a privileged position in the cases discussed.

4. Women's rights in the Euro-Mediterranean region: between symbolic and physical violence (Saturday 11 November - morning)

Women, forgotten in the EMP

Through the various speeches given during the course of this workshop, participants were able to understand the extent of the violence, as much physical as symbolic, committed against women in the Mediterranean region, and furthermore to understand the importance this issue has in the eyes of female human rights campaigners and their frustration in the face of the absence of political will by governments and a lack of enthusiasm from NGOs for defence of human rights. The issue of women has spanned all discussions which took place within the context of the Civil Forum and gave rise to criticism from several female participants. This criticism has once again demonstrated, as if it were necessary, that the sentiments of the many female human rights defenders participants are not sufficiently taken into account and that the issue of women does not occupy the place it should in discussions concerning human rights. It was noticeable that feelings of frustration and disappointment were very strong in most of the female participants and it was felt that this should be noted when preparing the next Civil Forum and that generally, this issue should be integrated and developed within the framework of action taken by human rights organisations. In fact, it seems difficult to request that States recognise and protect women's rights if the NGOs for defence of human rights do not themselves respect and recognise the importance of this issue. It is a factor which should be given greater importance when organising future Civil Forums, which would involve in particular offering all female human rights campaigners greater opportunity for discussion.

Reminding States of their commitment in the field of Women's rights

The workshop focused on the issue of women and their role in the Euro-Mediterranean Partnership. In fact, in the 1995 Barcelona Declaration, only one sentence refers to women and they were largely absent from the Barcelona process. The objective of this workshop was therefore to assess this small-scale commitment and to investigate the role of women in Euro-Mediterranean civil society. Within this perspective, none of the speakers neglected to highlight that these commitments have not been respected. However, the majority of them chose to tackle specific points concerning the situation of women. Following Alya Cherif Chammari's speech dealing with more general issues of States' international

commitments and the role of women in the EMP, the female speakers successively discussed the following topics: the plan of action for the integration of women in the development of Morocco, the issue of domestic violence, emigrant women, and wives of immigrant workers remaining in their own countries.

Alya Cherif Chammari's speech (Collectif 95 Maghreb Egalité) concerned States' international commitments and the role of women in the EMP. She reminded those present of the fact that the EMP's main objective was to establish a free trading area by 2010 and she emphasised that it was now time to move towards a People's Euro-Mediterranean region. In this vein, she stated that women's participation in all spheres of working life is a guarantee of sustainable growth, social balance and a peaceful future. However, the Barcelona Declaration overshadows this context of peace, stability and prosperity although governments have recognised the key role of women in development and are committed to promoting the effective participation of women in social and economic life and in creating employment. According to her, this general treatment of women in the construction of the Partnership is not without blame in societies where women's rights to real equality and to effective supremacy is a problem, strengthened by the rise in religious fundamentalism which tends to impose reactionary theocratic societies which make the inferior status of women and their subservience the cornerstone of their proposed society. We must therefore remind States of their commitments (strengthened by those they undertook when they adopted the Beijing Declaration), if we don't want that in the North Mediterranean region women's victories remain unobtained or in danger of regression and their rights being questioned.

Morocco: initiating a difficult dialogue on the status of women

After this more general speech on the role of women in the EMP, the following speeches concerned more specific points. Saida Driss Amrani from the Women's Democratic Association of Morocco, therefore presented the action plan for the integration of women into the development drawn up by the Moroccan government. This governmental proposal, inspired by the Beijing platform, is directed at the politico-legal and socio-economic emancipation of women and involved in its drafting both NGOs for women and human rights defence

NGOs. The proposal adopted a pragmatic approach, integrating the indissociable rights of women in all priority issues. It centres around 4 objectives: the participation of women in education, the promotion of reproductive health, integration into economic development and the strengthening of women's powers in legal and political affairs. Certain measures in this proposal which include reforms of personal status, especially concerning the issue of the custody of children in cases of separation of parents or re-marriage of the mother or the division of marital belongings in cases of divorce, have provoked strong hostility from theologians or Islamists, even if these reforms are only a small part of the proposal. They accused the proposal of contradicting the precepts of the sharia and of encouraging the break up of the family core and depravity of morals and have led a vast campaign against the proposal, encouraging violence against women during sermons in Mosques. However, the majority of the population supported this proposal and, above all, a real public debate has been launched on the issue of the *moudawana* which caused women to question their own condition. A defence network for the proposal has even been set up but did not allow adoption of the proposal because of an absence of political will amongst the authorities. This clearly demonstrates the difficulties in obtaining the adoption of such a proposal, which favours women's rights but also the importance of launching a public debate on the norms which govern women's personal status in all Euro-Mediterranean countries.

Women as victims of domestic violence

Following this speech, Kristiina Kouros from the Finnish League for Human Rights, discussed the issue of domestic violence which affects between a quarter and a half of all women at least once in their lives. Referring to an investigation carried out in Finland and Australia, she insisted on the fact that this is a phenomenon which affects women on both shores of the Mediterranean and not only those in the South. She especially emphasised the behaviour of the police towards domestic violence: very often the police do not take victims seriously, do not carry out investigations and sometimes even accuse them of being the instigators of the violence. There remains much to be done in this area.

Women as prisoners of personal status

Saida Rhal Sidhoum, from the Collectif 95 Maghreb Egalité, tackled the subject of women immigrants. She explained that there are two elements which characterise women migrants: they are foreigners therefore subject to laws which organise

foreigners; they are often accompanying others and therefore subject to the laws defining the rights of those they are accompanying (family reunification, income taken into account to have the right to live as a family). However, in countries of Roman law, the national code and the personal status may be distinct to one another. Thus, article 75 of the French Constitution guarantees French people who have different local status to be able to take advantage of this to organise their relationships, of which the relationship between men and women forms part. Furthermore, in many countries, women of the same nationality have different personal status and therefore unequal, depending on their place of residency. This is for example the case in Israel: in Gaza, women have a similar status to women in Egypt; on the West Bank, a similar status to women in Jordan. Status can also vary according to religion: in Lebanon for example, Muslim women do not have the same rights as Christian women. However, these measures concerning personal status could have dramatic consequences: for example a woman from the South who marries a man from the North is considered in her State of origin as single and her children as illegitimate. Some States have attempted to find a solution by adopting bilateral agreements on the situation of mixed race children, as was the case between France and Algeria and France and Morocco. Even if these agreements are not necessarily sufficient guarantees for respecting women's rights as fundamental human rights, there is the possibility of relying on these agreements to request that the same rights be given to women remaining in the South as those who have emigrated to the North. However, this issue clearly demonstrates the difficulty in establishing real partnerships and at the same time it is symptomatic of the way that suffering can occur on both shores of the Mediterranean, especially where women are concerned.

Violence against women kept in their country

Finally, Malika Horchani, of Collectif 95 Maghreb Egalité, discussed the situation of the wives of immigrant workers remaining in the country and more specifically, an issue hidden from international relations, violence towards women kept in their country. This concerns married women but who live almost their whole lives without their husband. The masculine role conferred upon them is not recognised, they are closely monitored in society in order to safeguard the honour of the absentee. They suffer effects on their own well being and the psycho-affective well being of their children, even if their situation has evolved as a result of the evolution of family structures and women's structures in the society where they live. They also suffer the consequences of

migration and their rights are scorned. However, the impact of migration on women is not taken into account and not a single measure is taken by governments of the country of origin nor the destination country to improve the situation of these women.

5. Freedom of association: towards the construction of an Euro-Mediterranean civil society (Saturday 11 November, afternoon)

Freedom of association: a fundamental right for civil society

In order to introduce the issue of freedom of association, Kamel Jendoubi, vice-president of the EMHRN, stated that freedom of association is essential for many people in civil society and that human rights defenders are prosecuted in this field: this is the case in Egypt, Tunisia, Jordan to a certain extent, and Syria. In all the speeches as during the debate, the difficulties encountered by many tightly controlled NGOs whose funding is subject to their relations with their respective governments, were highlighted. According to Kamel Jendoubi, this situation is why we must be more inventive in proposing criteria on the basis of which the Barcelona signatory States and the Association agreements can be modelled.

Within the framework of this workshop, two types of contribution have been identified: firstly, the situation of freedom of association in Turkey and Tunisia was discussed; secondly, matters of a more legal nature were tackled in terms of norms to be established in this field, in addition to the question of associations' funding.

Establishing international norms in the field of freedom of association

Kamal Lahbib, of the Espace Associatif in Morocco, gave his views on establishing international norms in the field of freedom of association in the Euro-Mediterranean region. He stated that the Barcelona partners had agreed to develop human rights and fundamental freedoms including freedom of association. However, for the European Union, the major concern of security and stability takes precedence over human rights and in the South, freedom of association remains subject to restrictions and to a regime of administrative authorisation. Associations are subject to repeated interference, threats of administrative dissolution, observation, to exploitation and to attempts to control them. Some States attempt however to harmonise their national legislation with international principles but the cases of Egypt and Tunisia demonstrate the limitations of these attempts.

This is why, on the basis of meetings organised by the Arab Initiative for Freedom of Association and the EMHRN⁴, Kamal Lahbib proposed the implementation of a kind of political and

legal committee which would deal with the issue of the right to association in the Mediterranean in order to establish some international standards which would protect freedom of association. These standards would focus on three basic points:

- a political objective focusing on the principle of freedom of association set out in article 20 of the Universal Declaration of Human Rights, in article 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights, and in the United Nations General Assembly Declaration on Human Rights Defenders⁵ ;

- an organisational and regulatory track so that associations benefit from an independent moral entity (no previous authorisation necessary to create an association, free choice of objectives, dissolution procedures recognised by legal courts, amongst others) ;

- a financial objective: right to access funding by any moral or local physical or foreign person in the transparency of internal and external monitoring rules.

Footnotes :

4. For further information please refer to the Final Declaration of the Casablanca conference on Freedom of Association, organised by the EMHRN in collaboration with the Moroccan Association of Democratic Women, Espace Associatif and the Moroccan Organisation for Human Rights in October 2000, see appendix.

5. The exact name of the Declaration being the United Nations Declaration on the Rights and Responsibilities of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognised Human Rights and Fundamental Freedoms. (March 1999).

External funding, a necessary resource for the promotion of human rights

It is this final point which was the subject of the speech by Khémais Chamhari, consultant expert, who discussed the issue of external funding. Funding requirements are necessary to see actions through to a successful conclusion, and because associations are today faced with a minimum requirement of professionalisation. Furthermore, in the South there is no tradition of patronage and public funding often leads to pressure and interference by governments. This is why it is necessary for associations to request and receive funding externally, in particular from the European Union. This funding must be subject to transparent and strict use. The proposals which benefit from this assistance must be previously and publicly submitted to the backers. They must lie within the scope of educational, defence or humanitarian mandates of the NGOs who are to benefit. However, Khémais Chamhari referred to the case of two proposals thought to be as eligible by MEDA and which were approved and finalised but which were nevertheless stopped. The first proposal was stopped by the authorities in Egypt and the person responsible is currently being prosecuted⁶. The second proposal concerns Tunisia and more precisely the action brought against the Tunisian League for Human Rights, which was never able to receive subsidies from the European Commission, despite agreement in principle from the Commission, because of a veto by the Tunisian government. Many governments have attempted to do the same by referring to the Arab Convention against Terrorism to prohibit all funding, in whatever form it may be, that resembles (and according to them) action by terrorist groups. The abuse and combinations which could result from this kind of interpretation are wide. However, the most surprising thing in this context is the incoherent attitude of the European Union, a funding agency who reacts timidly to the proceedings and sanctions against persons who benefit from European Community assistance. This was the case of Dr. Saad Eddin Ibrahim in Egypt⁷. According to Mr. Chamhari, it is necessary to adopt an offensive attitude and denounce the policies of these States but also to demand, on behalf of the EU, a condemnation of all retaliatory measures. Reference should be made to the United Nations Declaration on Human Rights Defenders and in particular, article 13 which states that everybody, whether individually or in association, has the right to request, receive and use funds with the express purpose to promote and protect human rights and fundamental freedoms by peaceful means. This article 13 provides for a special representative in charge of protecting human rights defenders appointed by the UNHCHR to supervise the

application of the Declaration and obtain recognition of this right to funding.

Ending limitations on freedom of association in Turkey and Tunisia

Nazmi Gür, from the Human Rights Association in Turkey spoke of the situation concerning freedom of association and freedom of expression in Turkey. He stated that Turkey has ratified and signed many international agreements concerning human rights but that it does not respect their principles, in particular freedom of association and freedom of expression. He cited a number of examples which demonstrate limitations to freedom of association and expression in Turkey. There are many legal obstacles to freedom of association and expression against which 152 laws have been passed. Within the Constitution itself are measures which are obstacles to freedom of association such as article 19. The media are muzzled since the two media groups are directly controlled by the government. In addition, 124 journalists, politicians and intellectuals were imprisoned because they expressed their opinion on the Kurdish problem. Furthermore, the political parties are also controlled and 7 political parties have been closed down simply because they had mentioned the Kurdish problem. Finally, the right to form a trade union is not given to public workers. This is why Nazmi Gür requested the Civil Forum to call on all the EMP States to apply all the measures contained in the Barcelona Declaration.

Footnotes :

6. Saad Eddin Ibrahim, Director of the Centre for Development Studies, Ibn Khaldoun.

7. This silence gave rise to the publication of an open letter on 4.8.2000 by Amnesty International, Article 19, the FIDH, Human Rights Watch, the OMCT and the EMHRN condemning the EU's silence, then under France's presidency and calling for its public objection to the arrest of Saad Ed-Din Ibrahim. The European Commission finally reacted on 13th December 2000 by publishing a communiqué shortly before Saad Ed-Din Ibrahim's trial.

In the same way, Omar Mestiri, from the National Council for Liberties in Tunisia spoke of the difficult situation of human rights defenders in Tunisia where an overdeveloped police system has been implemented which invades all sectors both public and private and where resources are confiscated by those in power. In order to hide this, the Tunisian government subjects human rights defenders to various isolation, recovery, encircling and repressive strategies. The defenders are monitored, their families are threatened and maligning campaigns are organised against them. However, Omar Mestiri emphasised that a new dynamic has been introduced amongst human rights defence organisations: until now human rights defenders were subject to government decisions but after the many arbitrary decisions which have affected them, they have taken the right to speak and to act. This new mentality is establishing a new dynamic within civil society even if repression is still present more than ever, and that associations are still forbidden or subject to administrative constraints.

All the speakers highlighted the current attempts by several governments to constrain freedom of association. Vigilance must therefore remain strong and lobbying the European Union would allow these limitations to be reduced by using the mechanisms contained in the Association Agreements and the EMP.

6. International Justice: the role of the Barcelona process (Saturday 11th November - afternoon)

For a Special Court for Palestine ?

This workshop was marked by the permanent reference to the crisis in Occupied Territories. In fact, this, once again and dramatically so, raises the issue of impunity and justice for crimes committed internally. Many speakers insisted on the need to set up a special court to judge crimes committed in this area but also reminded us of the urgency and significance in managing to adopt the Rome Statute on the International Criminal Court (ICC). Finally and above all, during the following debate, several speakers insisted on the fact that Western States and in particular the European Union, should reject the principle of double standards in the Palestinian crisis and apply the same standards to all sides, without bias.

During this workshop, the issue of international justice was discussed along with the role of the Barcelona process in this context. This issue is of even greater importance in light of recent events in Occupied Territories and the repeated requests by many human rights defence organisations and all the Civil Forum participants, to establish an investigative committee and a war crimes tribunal. The speeches during this workshop focussed on two main points: firstly, the International Criminal Court, in particular analysing the position of Arab countries towards this court; secondly, the so-called "universal competence" mechanism.

For the ratification of the International Criminal Court Statute

Firstly, Catherine Cornet, from the European Office of the International Coalition for an International Criminal Court (ICICC), spoke retrospectively about the ICICC before speaking about the current situation. Founded in 1995, the Coalition is a platform of more than one thousand NGOs which demand the establishment of a permanent, fair and independent ICC. Its mandate would consist of ensuring the observation of the ratification process, the process of adopting the statute in internal legislation and also the leading of an educational campaign to facilitate NGO participation in preparatory committees for the ICC at the United Nations headquarters in New York, in the UN, at a local, national and international level. In fact, during the Rome Conference in 1998, the Court Statute (Rome Statute) was adopted by a favourable vote of 120 States. This Court would prosecute individuals for war

crimes, crimes against humanity, genocide in addition to so-called crimes of aggression whose definition still remains to be adopted. The ICC would be governed by three fundamental principles which are as follows: the principle of complementarity (which gives priority of jurisdiction to national courts unlike the two existing special courts for the Former Yugoslavia and Rwanda); the principle of co-operation between the Court and the party States; the principle of non retroactivity of criminal law (meaning that only crimes committed after the establishment of the Court will be within its competence). The submission of a case to the Court could be made by the United Nations Security Council, a party State or the General Prosecutor. The ICC will be implemented only once 60 States will have ratified the Statute. So far, only 22 States have ratified it. In the Euro-Mediterranean region the 15 EU States have signed but only 5 have ratified it⁸. This is why the Coalition has called for a mobilisation of NGOs so that the Statute may be signed and ratified as soon as possible since the Court is not able to pass judgement retroactively. The Coalition has also warned against attempts by the US to request an exception for its nationals.

Hafez Abu Se'ada, from the Egyptian Organisation for Human Rights also emphasised the need for a lobbying campaign, especially in view of the treaty being closed to signatures on 31 December 2000 what will thereafter force States to sign and ratify the treaty at the same time. He also returned to the reservations expressed by the United States and reflected that they had voted against the Rome Statute.

Nasser Amin, from the Arab Coalition of NGOs for an International Criminal Court, gave his opinion on the commitments of States in the South and East Mediterranean concerning the ICC and his pessimism concerning certain Arab States with regard to the ICC. According to him, this court has evoked varied positions but most States fear this court

Footnote :

8. On 2 February 2001, Syria and Algeria may be added to the States in the South and East of the Mediterranean having signed the Statute ; however, no State has ratified it. In total there are 28 ratifications and 139 signatures. Since 31 December 2000 it is no longer possible to sign the Statute, only accession, that is, only direct ratification is now possible.

especially the developing countries and the United States. This fear is due to several reasons : firstly, most Arab countries do not accept the idea that proceedings could be brought against a highly placed official in their country; secondly, they fear that the United States may attempt to manipulate this system; finally, recent events in Occupied Territories make them wonder how they could request that such a court be set up if they have not yet managed to solve these problems and why they do not treat this problem in the same way as Rwanda or in Bosnia. They request that the EU adopt a clear position with regard to crimes committed in Occupied Territories and that a United Nations Investigative Committee be set up in addition to an impartial special court to investigate these crimes. However, Nasser Amin insisted on the fact that this issue should not overshadow the need for the Statute to be adopted.

For the application of the mechanism of universal competence : towards greater international solidarity

The final speaker, Madjid Benchikh, professor of law, elaborated on another issue : the principle of universal competence. This competence favours national jurisdictions where the most serious human rights violations are concerned: crimes against humanity, war crimes and torture (cases of systematic actions taken by States or agents of the State against the people). Contrary to the International Criminal Court whose competence is internationalised and whose judges are appointed in accordance with an international agreement, universal competence concerns ordinary national jurisdictions. It is based on the notion of universality of human rights: all rights are for all humanity which involves a notion of international solidarity. For example, it is possible to invoke the United Nations Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman, or Degrading Treatment or Punishment in order to bring proceedings against torturers before the national courts of a party State and this, regardless of the nationality of the person in question, of the victim or even the country in which the crime was committed. Mr. Benchikh emphasised too that the effectiveness of this procedure depended on the development of the State (where this universal competence is being exercised) towards the rule of law and democracy. Furthermore, he pointed out that one of the arguments of the Southern Mediterranean States against this clause is that it involves interference in internal affairs and affects national supremacy. Here also, as for the ICC, States are strongly reluctant and NGOs would have to pressurise them in order to implement this clause.

7. Conclusion

The Euromed Civil Forum 2000 has been marked by the dramatic events in Occupied Territories and the absence of Palestinian NGOs and some Arab NGOs, in particular the Syrians and the Lebanese.

credible partners to the EMP institutions and the region's governments. This is perhaps this Forum's greatest success.

The decision was taken to maintain this Forum in solidarity with those absent and to firmly condemn in the final declaration the acts of violence committed against the Palestinians. In order to explain this decision, we quote the words of Driss El Yazami, deputy secretary general of the FIDH, vice-president of the Human Rights League and Member of the EMHRN Executive Committee, during the closing session of the Euromed Civil Forum where the final declarations of each workshop and the Forum were read:

"Yes, injustice and inequality, war and death, hatred and rejection still prevail in the Mediterranean.

Yes, cynical and mercenary logic still rule in the Mediterranean.

Yes, each day unarmed children, all of our children, are cut down in the prime of life.

We were right to meet each other, to choose dialogue over silence, peace over war, debate over forced consensus".

He referred to the state of *"a Mediterranean covered with inequalities, inequalities between peoples, inequalities between men and women, inequalities between the rich few and those without rights who number tens of millions, inequalities between a developed, democratic and politically united shore and a poor, authoritarian and divided shore".*

Finally, he stated that *"in the face of this gap and these imbalances, our demands are two-fold. With regard to the European Union, which must exemplify the values it claims to defend. But also, with regard to governments in the South. (...)Other governments will not be relieved of their responsibilities and the verbal excess which is once again being used with regard to the Middle East, will not silence us."*

This decision for dialogue rather than silence has without a doubt contributed to the consolidation of Euro-Mediterranean civil society. Even within the context of the crisis in the Middle East, the associative actors continue to strengthen their cohesion, to put pressure on States to respect their commitments. They have therefore imposed themselves as

Annexe 1 : Marseilles Civil Forum, 10-12 November : Rule of Law and democracy Workshop Final Statement

We, human rights defenders of the Euro-Mediterranean region, survivors and victims of human rights violations, families and family representatives, members of local, national and international human rights organisations and committees, gathered in Marseilles on 10, 11 and 12 November 2000 prior to the 4th intergovernmental meeting of the Euro-Mediterranean Partnership, are determined to act in favour of the respect of the commitments entailed in the 1995 Barcelona Declaration, to " turning the Mediterranean basin into an area of dialogue, exchange and cooperation guaranteeing peace, stability and prosperity ". We consider essential to recall the convictions which are the ground for our work, to say our disappointment with regards to the results of the Partnership and to express our expectations to see this fourth Meeting reinvigorate the Barcelona Process.

Our Convictions

We are convinced that the Universal Declaration of Human Rights constitutes a common goal to be reached by all people and nations, that it represents the common language of humanity and inspire the Euro-Mediterranean Partnership.

We are convinced that the participation of civil society - such as we defined at the Stuttgart Civil Forum of April 1999¹ - is fundamental to the Barcelona process.

Hence, there can be no peace, stability and prosperity in the Euro-Mediterranean region without respect for human rights and democracy. This primary requirement of the Barcelona Declaration must become the absolute priority of the Euro-Mediterranean Partnership.

We are convinced that "human rights" entail civil, political rights, and economic, social and cultural rights. That these rights are indivisible and interdependent.

We are convinced that the phenomenon of impunity is one of the main obstacles to the respect of human rights in our societies.

We are convinced that there can be no genuinely democratic society without effective equality between men and women. We are convinced, from this perspective that racism, xenophobia and any form of discrimination, notably sexual, negate the very essence of human rights.

We are convinced that the phenomenon of enforced disappearances, which affects massively and continuously seven Mediterranean countries, with total impunity and refusal the right to know the truth, constitutes a crime against humanity under the Statute of the International Criminal Court. We are convinced that peace, stability and democracy can only be reached by putting a definitive end to that practice, taking into account the families' requests concerning the return of the persons disappeared, the establishment of truth, justice and rehabilitation of victims and their relatives.

Our Disappointment

The Euro-Mediterranean Partnership constitutes a great ambition. However, only few promises have been fulfilled.

Although the Declaration was promising, States have been focussing on the economic and security aspect of the Partnership, thus reducing the human rights dimension to almost nothing. Hence, the implementation mechanisms of the human rights

Footnote :

1. See Stuttgart Recommendations.

clauses contained in the Association Agreements have remained minimal and the governments of the Partnership appear reluctant to use it for the common good.

On the eve of the Euro-Mediterranean Conference in Marseilles, we deplore, in many countries :

- Systematic use of torture and other cruel, inhuman or degrading punishment or treatment
- Endemic impunity for human rights violations
- The inequality between women and men enshrined in Constitutions, regulations, legislation and Codes
- Physical and symbolic violence against women
- Restrictions on freedom of the press and muzzling freedom of expression
- Blatant restrictions of freedom of association
- Attacks on the freedom of action of human rights defenders
- The urgent need for reform of criminal justice and prison systems
- Inappropriate approaches to economic, social and cultural rights, which are, at the most, referred to for assisting the poorest.
- A security-driven approach to movements of persons - migrants and asylum seekers - in contradiction with the spirit of the Partnership
- Disappearances of persons
- The absence of any multilateral convention guaranteeing equality between all persons.

The European Union has supported a peace process without taking into account international human rights standards: Geneva conventions, relevant General Assembly resolutions, the right to self-determination and human rights obligations. The suffering of the Palestinian People has nothing but increased since the launching of the Oslo Process. The European Union has unfortunately limited itself to play the role of a mere spectator and donor.

In the framework of the Barcelona process, civil societies in the partner countries of the European Union feel abandoned because of the persecutions against them not only continue, but intensify and become systematic.

Our Expectations

Although this picture is bleak, we believe that the Barcelona Declaration still provides a valuable framework for the development of a genuine Euro-Mediterranean Partnership that takes full account of the human, social and political dimensions.

his is why we are prepared to work for a relaunch of the process. In this respect, we do not insist on the need to fundamentally modify the basis of the Partnership but, on the contrary, to respect its very terms.

We expect from the participating governments that they end the existing gap between their declarations and their actions, and that the respect for human rights and the building of democracy are considered as priority for action in the framework of the Partnership

We call upon the European Union to play a much more important role in the resolution of the Middle-East conflict ; it should clearly affirm the rights to self-determination of the Palestinian People, the right of the refugees to return, the abolition of the institutionalised discrimination against Palestinian citizens in Israel and the obligation of the State of Israel to withdraw from the territories it occupies, so that a just and lasting peace, based on international law can be achieved. We also call upon the European Union to vigorously support the creation of a Palestinian State.

We expect from the partner governments that they protect and promote minority rights in the region, and especially the rights of the Kurdish people.

We expect from the participating governments that they consult representative organisations of civil society in the Partnership and, in particular, in relation to the monitoring of the human rights situation of the countries of the region.

We expect from the participating governments that they no longer consider economic, social and cultural rights as long-term political objectives but as rights that have to be granted without any discrimination, including to migrant workers, their families and refugees.

We expect from the participating governments that they go beyond the recognition of the fundamental role played by women in development, and strongly commit themselves to fight against any form of discrimination against women, in particular against all violence, both physical and symbolical, of which they are victim, including concerning personal status and economic rights.

We expect from the participating governments that they refuse any proposal that may affect the integrity of the Statutes of the International Criminal Court, as adopted in Rome; that the countries which have still not done so sign and ratify the Statute of the International Criminal Court and adopt the national legislation necessary to implement it effectively. In addition, all the Euro-Mediterranean partners should recognise the mechanism of the universal jurisdiction.

We expect from the participating governments, in particular from members of the European Union, that they further develop human and cultural exchanges in the framework of the Partnership and that, following the orientation proposed by the Tampere European Council, they base their migration and asylum policy on the respect on migrants, refugees and asylum seekers' rights. We equally call those countries to actively combat racism, xenophobia and racial discrimination.

We expect that the issue of enforced disappearances be solved prior to any ratification of association agreements between the European Union and the countries concerned.

The respect of the rights of human rights defenders and, more generally, of freedom of association should also be a priority of the agenda of the Partnership. In this perspective, the States should commit themselves in the short-term to eliminate all laws and practices restricting the action of human rights defenders and relaunch, through a reorientation of budgetary priorities, the Meda Democracy Programme.

Marseilles, 11 November 2000

First Signatories

- Arab Archives Institute
- Arab Organisation for Human Rights in Nazareth
- Arab Organisation for Human Rights in the UK
- Arab Coalition for an International Criminal Court
- Association démocratique des femmes marocaine
- Association marocaine des droits de l'Homme
- Association tunisienne des femmes démocratiques
- Collectif des familles des disparus
- Collectif 95 - Maghreb Egalité
- Comité pour les libertés et les droits de l'Homme en Tunisie
- Conseil national pour les libertés en Tunisie
- Egyptian Organisation for Human Rights
- Espace Associatif
- Fédération Internationale des Ligues des droits de l'Homme
- Fédération tunisienne pour une citoyenneté des deux rives
- Femmes de la Méditerranée
- Finnish League for Human Rights
- Forum vérité et justice
- Foundation for Humanitarian and Human Rights
- Greek Helsinki Monitor
- Human Rights Association (IHD)
- IMED
- Ligue des droits de l'Homme
- Ligue algérienne pour les droits de l'Homme
- Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme
- Ligue tunisienne pour les droits de l'Homme
- Organisation marocaine des droits humains
- Organisation mondiale contre la torture
- René Moawad Foundation
- Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme
- Solida

Observers

- Amnesty International

Annexe 2 : Euromed Civil Forum : Final Declaration of the NGOs

The Euromed Civil Forum brought together representatives of some hundred NGOs in Marseille from 10 to 12 November 2000.

Starting from the observation that the Barcelona process has broken down, the participants put on the agenda the reshaping of a Euro-Mediterranean partnership in which civil society would be a driving force and play a decisive part.

The hope of a new relationship between the European Union and its partners in the South and East of the Mediterranean, one that would not be just economic and financial but also political and cultural, with strong civil society involvement, has not been fulfilled.

This partnership ought to have made it possible to establish the rule of law throughout the region, with regional regulation of a new type creating the conditions for economic, social and environmental progress.

As the participants' evaluation of the process that began five years ago shows, that is not what has happened.

The Facts

Peace

Europe had excluded the question of peace in Palestine from the Barcelona process, basing its strategy on the assumption that Oslo process would succeed.

Today, the failure of the Oslo process and American leadership in these negotiations have put an end to that strategy choice.

Human rights

The countries that are part of the Barcelona process reiterate their adherence to the Universal Declaration of Human Rights and to the international mechanisms for protecting human rights, to which almost all of them are signatories.

But the commitments thus endorsed are violated daily. Too many people in this zone still have their human rights denied and are deprived of fundamental freedoms.

Overlooked in the Barcelona Declaration, most women in the region are still victims of discrimination enshrined in law and reinforced by social practices.

Culture

Far from being at the centre of the arrangements set up in Barcelona, the human and cultural dimension was marginalised in favour of economic and security issues. We therefore wish to reaffirm that the creation of new relations of trust and good neighbourliness can only be based on reciprocal understanding, dialogue between cultures and recognition of each others' contributions. The obstacles to the free movement of people within the Euro-Mediterranean area have not been lifted; this is a major obstacle to cultural and human exchanges.

Economic and social

As regards Euro-Mediterranean economic partnership, the Civil Forum has made a broadly negative assessment of the first years of partnership for the countries of the South that have signed free trade agreements with the European Union. The

agreements have not fulfilled the promises made in Barcelona, be it with regard to overall development, trade, public finance or investment.

Local development

Development cooperation policies still marginalise the expertise and know-how of organisations involved in local development.

In many countries, administrative and political decentralisation are slow in coming and yet, under pressure from multilateral institutions and liberal economic policies, governments are withdrawing from whole sections of public service.

Local stakeholders are excluded from the decision-making process and have no interlocutors to approach.

The mercantile reasoning that prevails in relations between the European Union and its partner countries has accelerated the concentration of wealth and reduced the resources and finances of local initiatives in favour of investments in a globalised economy that expropriates local players and does not contribute to the development of the majority of people.

Environment

Like peace, the environment is a cross-sectoral issue affecting all aspects of the Euro-Mediterranean partnership. Integrating the environment into all policies is therefore a precondition for establishing a Euro-Mediterranean region that develops sustainably and peacefully.

In 1997, two years after the Barcelona Declaration, one of the objectives of its work programme was achieved: a programme of priority short- and medium- term actions for the environment was drawn up - the SMAP. Three years later, the SMAP is still advancing slowly and is not yet fully functional. Similarly, the signatories have undertaken to make an environmental impact study of the Mediterranean free trade zone. But this is not the sustainable development strategy the region needs. These efforts have not yet made it possible to reach the optimal level of synergy with other initiatives in the region.

Youth

Despite important advances (the Euromed Youth Action programme, the Mediterranean Youth Forum), the contribution made by young people and their organisations to the democratic process is still not recognised.

North and South of the Mediterranean, the young are kept out of decisions that concern them. Participants stressed the need to challenge all signatory countries of the Barcelona process on the matter of visas, particularly the countries on the southern shore with regard to South-South exchanges.

Migration

There has been no progress in the matter of migration. The way the question of migration and free circulation of people is handled is contrary to the principles of democracy and fundamental human rights. It is considered only from a security standpoint, ignoring the tragic consequences of conflicts in the region and taking no account of migration for reasons of survival and the desire for freedom. The rights of migrants are often flouted in the countries of the South themselves, as witness the situation of African workers in Libya.

Implementing the partnership

There is virtually no framework for consultation and mediation with civil society on the three strands of the partnership. Civil society, stakeholders and public opinion are not sufficiently informed.

Payments made under the MEDA programme are altogether inadequate compared to the credits committed (26% a year). The amount of the MEDA II credits has still not been defined.

Access to bilateral funding for small and medium operators must be improved. Policy conditionalities for credits are not generally complied with.

Proposals

Peace and conflict prevention

The participants ask the European Union to shoulder its responsibilities by proposing emergency measures to end Israel's armed aggression and protect the Palestinian population, by acting to have international law and the UN resolutions enforced so as to settle the Arab-Israeli and Palestinian-Israeli conflicts, in compliance with the commitments made in the European Council's Berlin Declaration.

Further, the goal of a nuclear arms free zone in the Middle East must be put on the agenda.

The participants ask the European Union to redefine a more comprehensive approach to peace and security in the Mediterranean, worked out on a transparent basis. They wish this to be part of the partner States "Charter" currently being drawn up.

Today, the concept of security involves many more factors than military defence and must include social and economic development, citizen participation, democratisation of public life, and respect for human rights and cultural differences.

It will not be possible to create a genuine space for Mediterranean cooperation unless all these factors are taken into account. The participants wish for a genuine Peace Charter to be drawn up and applied.

Human rights

The participants call on the signatory States to comply with the Universal Declaration of Human Rights and to work to establish the rule of law in all the countries of the Euro-Mediterranean region, based on free and fair elections, an independent judiciary and respect for basic human rights.

To this end, they call on the States to immediately cease all intimidation or repression that restrict freedom of association, including measures designed to deprive associations of the material and financial resources needed for their activities, and in particular measures taken against international funding of national NGOs.

They urge the States to eradicate torture and other cruel, inhuman or degrading treatment and punishments. They draw the governments' attention to the need to consider minorities' rights and to resolve conflicts by political and peaceful means, particularly for the Kurdish question.

The participants call on the States to fully incorporate the promotion and protection of women's rights as basic human rights in all fields of the Barcelona process. They call the States' attention to all the global international rules and agreements on equality between men and women.

They ask the States to respond to the demand for truth and justice from families of missing persons and to guarantee that those who violate human rights do not go unpunished.

They ask them to establish a mechanism to monitor compliance with the human rights clauses in the association agreements.

Economic and social

The participants consider that it is necessary to reshape the economic partnership on the basis of other reasoning than the mercantile reasoning that is currently the predominant, indeed the only, one. There is a pressing need to refocus around sustainable economic, social and environmental development meeting the aspirations of those sections of the population that are at present the most marginalised. To achieve this, considerable North-South financial transfers will be necessary, especially by settling the question of debt and debt recycling, in favour of sustainable development projects. The economic partnership will hold promise for the future only if it starts to generate genuine Mediterranean co-development.

Local development

We call on the signatory States to take on board the following imperatives:

The need to take into consideration the claims of civil society movements involved in local development.

Recognition of local development as an economical and efficient approach that incorporates the link between people and the land as a social relationship with the surrounding ecosystem.

Openness to new programmes and financing frameworks specific to local development and accessible to NGOs.

Recognition of local development as an approach in close touch with grassroots reality, integrating demands for basic economic, cultural and social rights.

The need to repair the damage caused by war and violence and to acknowledge the part local development actors have to play in rehabilitation and peace-building.

Environment

A sustainable development strategy must be developed for the Euro-Mediterranean region and the free trade zone provided for in the partnership. Along with signatory countries, all the region's stakeholders must participate in this, including civil society, the NGOs especially, in synergy with the UNEP Mediterranean Action Plan (MAP), the Mediterranean Commission for Sustainable Development (MCSD) and others. The resulting strategy must have a cross-sectoral impact and help to get environmental issues incorporated into all policies.

The SMAP must be strengthened and given the human and financial resources it needs, and its mechanisms must be improved.

The MEDA programme must pay special attention to the democratic, social and environmental dimensions of partnership.

More environmental content must be brought into the Association Agreements and priority sector activities of the partnership, with due attention to the cross-sectoral nature of this issue.

Migration

The participants ask that immigration be given a real place in the Euro-Mediterranean partnership. This must be separate from the partnership's security approach and must be considered in terms of its "human and cultural exchanges" dimension. The important role migrants and their associations play must be taken into account and optimised by setting up special programmes. Policies on migration must enable migrants to be citizens of their host country and participate in its social, political and economic life. The participants ask that support should be provided for setting up working structures where different stakeholders can exchange views, reflect and carry out common projects in the Mediterranean zone countries.

Culture

There can be no true partnership without significant cultural partnership, which implies free movement of people: what is the point of building a bridge no one can cross? In particular, the unjustifiable system of short-stay visas must be ended.

It seems to us decisive to make the social, cultural and human strand the very heart of the Euro-Mediterranean partnership, because it is through culture that genuine relations of trust can be established.

With this in mind, the participants wish to insist on the importance of a culture of resistance to all forms of oppression.

They also stress the severe imbalance between North and South in the resources allocated to culture. They therefore make a commitment to taking action to reduce these imbalances. This is a priority.

Developing cultural partnership on a new basis implies launching new regional programmes for culture, returning to micro-scale actions and creating new, simple, appropriate tools. For this purpose, the participants undertake to develop existing cultural networks and create structures for discussion and initiative among those involved in culture in the Euro-Mediterranean region.

Youth

Young participants representing the National Youth Councils and youth NGOs of the Euro-Mediterranean region demand:

- that non-formal education and education for peace and development be recognised;
- that conditions be created for young people's participation in decision-making at local, regional, national and international levels;
- that the youth policies defined in the Braga action plan be implemented;
- that agreements on the protection of children's rights be effectively applied;
- that conditions be created for the development of and respect for the democratic functioning of youth organisation;
- that the development of local and neighbourhood initiatives by young people and their organisations be recognised and encouraged;
- that all young people in the Euro-Mediterranean region, especially the Balkans and Libya currently excluded from existing youth programmes, be allowed to participate;
- that existing youth networks (the European Youth Forum and the Mediterranean Youth Forum) be recognised.

They propose that a Mediterranean Youth Festival be organised each year, enabling youth organisations to strengthen and broaden their cooperation arrangements and partnerships. This event must help to make their work more visible, create new spaces for discussion and exchange of practices and methodology, and strengthen existing institutional partnerships.

Implementing the partnership

Consultation

The NGOs insist that their right to be involved in the three strands of the partnership at the regional and bilateral levels must be recognised. They wish arrangements for relations with civil society, as set out in the Cotonou Agreement, to be genuinely applied to MEDA and they wish to participate in appropriate ways and with appropriate means in the important meetings of the Euro-Mediterranean Partnership. They stress the need to reflect on the mechanisms for mediation in the Euro-Mediterranean context.

Information

The NGOs wish to see an end to the chronic lack of pedagogical and didactic work to inform stakeholders using appropriate media. They consider that skill training schemes for stakeholders and strengthening and structuring of representative networks must receive full financial support from the European Commission and the member States of the EMP. They wish to play an active part in setting up the information and communication plan the Commission has announced.

Financing

The NGOs demand that decentralised cooperation and financing of small and medium projects be enhanced. To this end, they invite the European Commission to examine, jointly with civil society, how to modernise the ways and means of small and medium operations. They ask the European institutions and member States to clarify all the budget lines that could be used in the Euro-Mediterranean framework. The NGOs wish to be able to obtain not only regional financing but also bilateral financing. They ask that the criteria of democracy, sustainable development and control of corruption, as envisaged in the association agreements and the MEDA II statutes, be properly complied with.

Lastly, they wish there to be a contractual obligation to include consultation, information and public awareness campaigns in all partnership actions.

The networks agreed to continue to cooperate to ensure that the recommendations and proposals of this declaration are followed up. They undertake to manifest their solidarity with and support for any persons who have problems because they took part in the Civil Forum in Marseille.

The Civil Forum considers that only if there is a strong political will can the Euro-Mediterranean partnership be revived on a new basis. Without that will, nothing is possible; with it, a new departure could be made.

Annexe 3 : Euromed Civil Forum : Joint Declaration - Marseilles - November 12, 2000

The Civil Forum is happy to have been able to bring together the representatives of all three colleges - the NGO Civil Forum, the Trade Union Conference of the Euromed Union Forum and the Forum of Local Authorities.

Holding this Forum marks the determination of players in civil society on both shores of the Mediterranean to strengthen the Euro-Mediterranean partnership. The latter has by no means achieved the objectives laid down in the 1995 Barcelona declaration. The Civil Forum expresses its deep concern with regard to the social and environmental consequences of the free trade area. It draws attention to the risks of political tension, social disintegration and multiple confrontations that could destabilise the entire region.

The non-governmental actors solemnly request the States in the Mediterranean partnership to give renewed impetus to the process. Greater meaningfulness must be given to the partnership through the definition of a political, economic, social and cultural project and the massive transfer of resources to meet the challenge of building an area of shared prosperity in the South.

Peace must be the partnership's absolute priority. The Civil Forum exhorts the European Union and its Member States to define and implement a policy so that they play an active role in the peace process. The purpose of the Euro-Mediterranean partnership, as expressed in the Barcelona declaration, requires the European Union to be more proactive in ensuring that UN resolutions are complied with and that fair peace be achieved by the recognition of a sovereign, viable Palestinian state, and the guarantee of security for all countries in the region.

States must consider the role that non-governmental players play in the areas of democracy and development. This requires that their position be recognised and their resources guaranteed.

Hence, the Civil Forum urges the States on both shores to strengthen freedom of expression and association, ensure compliance with the principles of local democracy and grant the right to association and freedom to act. In this respect, the Civil Forum wishes to remind the partner States of the obligations they undertook by adhering to the Universal Declaration of Human Rights. Furthermore, giving a new impulse to the Euro-Mediterranean partnership necessarily requires recognising and guaranteeing freedom of circulation for individuals.

The Civil Forum urges the States that are parties to the Barcelona process to review the association agreements and take steps to restore a balance so as to fight the growing inequalities. Regional integration of the economies on the South shore should be encouraged and supported by regional aid projects. The agricultural issues must be given special treatment on the basis of the economic realities facing the Southern countries.

The Civil Forum emphasises the fact that free trade does not automatically produce sustainable development. Specific policies must be developed to cope with the social dimension. In this environment, it is important to recognise the contribution of players from civil society, in particular the Euromed Union Forum and its national members.

More generally, the States, particularly the European countries, must appropriate the necessary resources, specifically funds, to give renewed impetus to decentralised co-operation championed by local authorities, trade unions and associations. Support for micro-projects must be maintained and provided by the European Commission and the Member States.

A stronger political determination must be asserted and practical issues must no longer be used to conceal the absence of a political scheme. The signatories of this declaration, for their part, have agreed to take all the necessary steps to continue their co-operation.

Annexe 4 : Speech pronounced by Driss El Yazami at Forum Civil Euromed 12 November 2000

My Friends,

In 1826, the French government's very first delegation of Egyptian scholarship students landed in Marseilles. They were sons of well known Egyptians and they were accompanied by an Imam of modest extraction and who had been trained at Al Azhar, his name was Rifaat Tahtawi who, four years later, left for Egypt after having carefully scripted his souvenirs and remarks, and witnessing the "*Trois Glorieuses*", I mean those three momentous days when the barricades went up in Paris in July 1830 and after translating the French National Anthem "*La Marseillaise*". His "*Description of Paris*" was to be printed by Mehmet Ali and a copy given to every member of the new Egyptian Civil Service that was bravely striving to pose landmarks in modern terms.

Tahtawi was the first to visit Paris during the 19th century and after him a number of reformers from Egypt, Lebanon, Syria, Turkey and Tunisia from all denominations also made the "*Trip to Paris*" as Anouar Luca calls it. In their quest for the Light, Marseilles turned out to be a milestone. Abandoning both the despotism of the authorities and the conservatism of then current society, these brave pioneers were looking for new assumptions that they thought would free their fellow citizens.

These were men with a new vision, longing for knowledge, dazzled by the thought of freedom and equality, they were trail blazers questing for a future, seeking to lay the foundations of a connection that has still to materialise; they were craftsmen of dreams that still have to come true.

Indeed, injustice, inequality, war and death, hate and rejection are still prevalent in the Mediterranean.

Indeed, cynical and mercantile logic still holds sway in the Mediterranean.

Indeed, with every passing day, children, our children, are removed from the face of the earth never to return.

Having said that, I think we were right to meet and choose to talk things over and prefer dialogue to silence, peace and not war, bilateral debate and not a commandeered consensus.

This Forum of enlightened deliberation that we are building is not easy but it is to your credit.

After three days of democratic, pluralistic and peaceful debate we now have to part after spending three wonderful days together as brother and sister. Each one of us will now go back home to his and her daily fight, with unswerving stubbornness and contribute his/her stone to this edifice that we are building and that will be our idea of the future.

We hope to face the future mindful of the suffering of the people who live in the region and I mean all their suffering without distinction. In our minds, all beings, all lives and every struggle they have to face are equivalent and we will never discriminate between the victims because if we did, that would be tantamount to discriminating between the henchmen. On your behalf, I feel I can stand up and say to all the victims that we do care for them, for every single one of them.

To the peoples who have been and still are deprived of basic self determination and have been for many decades. To the thousands that have disappeared and that have been abandoned in a no-mans-land where law no longer exists, only darkness, not forgetting their families who don't know what has become of them and whose sorrow is enormous. To the thousands of objectors who have been arbitrarily sentenced and to those they hold dear to them, I say only one thing : We shall never forget you.

Mediterranean women have been beaten, harassed, discriminated against, excised, raped and they are still today getting the thin end of the wedge. Thousands of them have risen up with one voice and their fight for equality also concerns us.

To the millions of migrants and asylum seekers, the displaced people and the refugees in the region we reassert how revolted we feel in the face of their plight. They have been hounded, hunted and forced to stay at home; they have been expelled,

branded and escorted from port to port, from refugee camps to detention centres, from shaky skiffs to smugglers' lorries, from a region of strife to a country at war; all of these people who have no travel documents, who have no motherland, these people are the true face of the current state of the Mediterranean and they echo the hopes and aspirations of Mediterranean populations.

The Mediterranean, that has become a wasteland of inequality, of inequalities between peoples, between men and women, between the haves of which there are few and the havenots of which there are millions. I speak of inequalities between people who live on the developed, democratic and politically united banks of the Mediterranean and those who have had to settle for the fragmented, authoritarian and poor banks of the same Mare Nostrum.

As we contemplate this rift and these imbalances, we have two demands. One is for the European Union that will simply have to live up to the values that it says it seeks to defend. And the same applies to governments in the south. We have already clearly expressed our recommendations and our criticisms regarding the European attitude on the Israeli-Palestinian question and on the overall situation. Such is the result of cause and effect, of power and domination and we are also mindful of the duties of other governments who shall not shirk their responsibilities. And we shall make sure once again that our voice can be heard above their incessant clamour concerning the Near East.

As we are about to part, faces of absent friends come to mind. People such as Driss Ben Zakr from Rabat and those who managed to save life and limb at Laayoune in the Western Sahara.

I remember my lawyer friends in Algeria, Counsels Bouchachi, Khellil, Abdelour, Zahouane who have been fighting for truth and legal rights for more than ten years. I also remember Counsel Radhia Nasraoui, the Tunisian lawyer who defends the helpless and her husband who still has not been found. Hama Hammami, my friends, Doctor Mancef Marzouki who is a credit to his country, Tunisia, and to all the objectors in Tunisia who have gone on a hunger strike and some of them have been for over 70 days. I am grateful to you for remembering the following names and for never forgetting them : Nourredine Hamdouni, Abdallah Drissa, Abdeljalil Bouhjila, Doctor Saadeddine Ibrahim who has been prevented from leaving Egypt and who has been prevented from working and whose trial is due to start on 18 November the day after the official Forum.

My thoughts go out to Eyyad Sarraj and Raji Sourani in Gaza, Eitan Felner and Uri Avnery in Israel and to all our Palestinian and Israeli friends who are the defenders of the law and peace and who are living through a great deal of hardship. My thoughts reach out to Akin Birdal in Turkey and GhaziEeid in Lebanon, Akhtam Naisse in Syria to whom I say : Oh my brothers, take heart.

With you we want to build a Mediterranean in the world community and a Mediterranean open to the world. With you we want to put an end to the prisons of the Mediterranean. I do not know whether we will be able to do all that but I can promise you that we shall never let up.

Marseilles November 12, 2000

Annexe 5 : Declaration Palestine : Act now

The EUROMED Civil Forum, comprising more than 200 Euro-Mediterranean NGOs in Marseilles on November 10th to 12th 2000, solemnly addresses the governmental representatives who are going to meet in this city, but also the people, civil societies and all the citizens of the Euro-Mediterranean area, to urge them to defend law, justice and peace.

It notes that the dead-end of the negotiation process to settle the conflict puts into question both the whole Barcelona Process and the frame established in Oslo. Developing a real partnership entails the restoration of peace, which can only be built on the basis of justice and law.

It stresses that the Middle-East conflict - which is not a religious war but concerns the right of every people to own a territory confronted by a colonial process - has dramatically increased and the Palestinian people needs urgent protection.

It regrets the insufficient involvement of the European Union in the conflict settlement process and calls European governments to clearly voice Europe's position. The current situation resulting from the failure of the "American mediation" makes the European intervention possible and necessary. This intervention should be co-ordinated with the other parties concerned and especially with the Arabic states participating in the Barcelona Process.

The present opportunity for Europe to behave as a powerful actor serving law and peace is a test of political will, especially in relation to the involvement of the Euro-Mediterranean Partnership in respect of human rights: the Partnership should be more than words to survive. Urgent action is needed.

In answer to and in support of the call by the Palestinian NGOs Network (PNGO), the EUROMED Civil Forum stresses the utmost urgency of this European intervention. Violence against Palestinian people should immediately be stopped.

1. Europe must clearly condemn violence against the Palestinian people committed by the occupying forces and by the settlers militias: no state should remain unpunished for human rights violations.
2. Europe must be united again to support UN resolution 1322 and to demand the implementation of the 4th Geneva Convention protecting civilians against "occupying forces".
3. Europe must take the lead in the establishment of an international and independent commission of enquiry on human rights violations in the occupied territories and in Israel, and demand that anybody having ordered or committed war crimes be prosecuted before an international penal court.
4. Europe must take the lead in the immediate sending of an international force to protect the Palestinian people in the occupied territories.

Beyond this urgency the EUROMED Civil Forum stresses that the settlement of the conflict requires primarily respect for law. Therefore, it urges a strong and clear international - and in particular European - involvement to ensure and guarantee the implementation of the UN resolutions (especially 194, 242 and 338). This involvement should be as strong and clear as in other situations.

In addition, Europe must continue and strengthen its involvement for the respect of national rights of the Palestinian people:

1. according to the guidelines of the Berlin summit, the EU member states must support the creation of the Palestinian state in line with the Oslo commitment, unconditionally acknowledge the sovereignty of that State on all the territories occupied in 1967, as soon as it will be created, including the right to choose East Jerusalem/AI Qods as its capital, and ensure the effectiveness and sustainability of this sovereignty.
2. The European Union must reaffirm the Palestinian refugees' inalterable right to return; the principle of compensation for deprivation of property cannot be bargained.

3. The European Union must immediately use all the available means to put an end to the State violence:
- It must decide an immediate embargo upon arms and military equipment towards Israel
 - It must convene an extraordinary association Council to consider the adoption of the necessary measures to ensure the full respect of Article 2 of the Association Agreement.
 - It must ensure clear and visible information for European consumers about the origin of the Israeli goods and services.
- According to the international law and European Commission recommendations, the EU must forbid the importation of any goods or service made in the settlements, in order to discourage these illegal settlements.

The EUROMED Civil Forum responds to the Palestinian NGOs call by nominating among its members a mission composed of "citizens of both sides" of the Mediterranean to enquire on the situation in Palestine, to hear our partners' requests and to contribute to the drawing of a plan of action which will continue the work accomplished up to now.

Annexe 6 : Position of the Palestinian Non-Governmental Organizations Network (PNGO) on Participation in the Euro-Mediterranean Conference

In this time of extreme distress in the Occupied West Bank and Gaza, the Palestinian Non-Governmental Organizations Network wishes to recognize the profound importance of the relationships we have with our European and Mediterranean friends. Our continuing partnership in the non-governmental sector is important not only for developing economic, cultural and civic ties between Palestine and Europe, but also as a vital link in enhancing European solidarity with the Palestinian people's just struggle and in the development of Palestinian civil institutions and the pathos of participatory governance in Palestine. We wish to stress our satisfaction with the ties that we have developed, and our wish for these ties to continue to grow between the Palestinian and European societies.

Unfortunately, with the current violence being perpetrated against our people and our children by the Israeli occupation and the illegal Israeli settlers in the Occupied Territories, it is incumbent upon us to be part of the legitimate cause of our people. Pursuing the goals of the Euro-Mediterranean partnership throughout the Mediterranean basin is impossible for us when Israel, an important member of the partnership forum, is killing our people on a daily basis. Non-governmental organizations in Palestine feel that participating in the conference would send a misleading message, since all of us have to stand with our people in these trying times. It is impossible for us to sit comfortably at a forum of partnership as our cities are under the siege of Israeli tanks and helicopter gunships. Consequently we resolve to abstain from participating in the upcoming conference. Now our most urgent demand is for international protection of the Palestinian people.

We call upon the conference to support a broader agenda to promote an atmosphere conducive to greater European-Mediterranean partnership. It is only through peace that real partnerships, friendships and trust can be built. The precondition for peace in the Mediterranean basin is to end the Israeli occupation of the West Bank, Gaza Strip and East Jerusalem - an occupation that has lasted for more than 33 horrible years. Another precondition required is that of a wider platform for the peace process, which is more balanced and which provides for active and effective European participation. It must also include an end to the Israeli aggression against the children of Palestine and should result in the creation of a free and independent Palestinian state within the 1967 borders with East Jerusalem as its capital, as well as securing the right of return for Palestinian refugees.

It is with sincere regret that we continue to witness the lack of European governmental engagement in resolving the current crisis and the Middle East conflict. We note also our disappointment in the disappearance of the Israeli peace camp during the current Israeli aggression against the Palestinian population. In this context, we wish to foster the resolve of all Europeans and peace-minded Israelis to pursue the avenue of a just peace between the Palestinians and the Israelis. An increasing role of the Europeans, and indeed the international community, in the resolution of the conflict is vital if justice is to be reached and peace secured. Hence we call for greater European and international governmental involvement in the resolution of the current strife by supporting the establishment of a Palestinian state and affirming the right of Palestinian refugees to return, positions explicitly supported by the international community in UN resolutions 242, 338 and 194.

We wish to reaffirm our ties with the people of Europe and the Mediterranean and call upon the conference to condemn the violence perpetrated against the Palestinian people by the Israeli occupiers and to demand the immediate deployment of an international force to protect the Palestinian people. Partnership can only be fostered through peace, trust and justice. It is our experience that our friends in Europe and the Mediterranean understand this well and support us in our quest. We hope that they will act upon this knowledge in the development of a greater and more just society around the Mediterranean Sea.

PNGO Network

November 9, 2000

Annexe 7 : Communiqué by the Israeli Organisations invited to the Citizens Forum of the Mediterranean

1) During several months, a joint Palestinian-Israeli working group met in the Occupied Territories to prepare this Civil Forum, and especially a document stating all the necessary and essential conditions to make the Mediterranean a peaceful and safe region for all .

We are guided by the irrefutable fact that there will be no peace and security in the region without the respect of the rights of the Palestinian people, that is :

- the right to independence over all the territories occupied since June 1967, including East Jerusalem,
- the right of return of the refugees,
- the dismantling of all the Jewish settlements, including in Jerusalem .

Our Palestinian partners are not here with us today, and we fully acknowledge their decision to stay among the men and women of their people fighting for freedom and independence .

2) We, as activists for peace based on law and justice, have chosen to be in Marseille today to prompt governments - both from the North and the South of the Mediterranean - to take up their responsibilities once and for all by making law prevail in the Euro-Mediterranean political relations .

There can be no partnership without the respect of law, without the implementation of UN resolutions and the full respect of the 4th Geneva Convention .

There can be no partnership without the protection of the weakest . Palestinians need international protection against the deadly violence of the Israeli forces and the settlers militias .

There can be partnership without the quest for justice, and we need to prompt governments to make sure Israeli political leaders are prosecuted for crimes of war against Palestinian children, women and men .

3) Lastly, we are also here to formally express our commitment to continue fighting in our own community for Law and Justice. As early as the day after tomorrow, we will be back on the streets, in the community, in the universities to demand :

- the withdrawal from all the territories occupied since June 1967, including East-Jerusalem,
- the dismantling of all the Jewish settlements,
- the right of return of all the refugees.

By so doing, not only do we strive for the acknowledgement of the legitimate and inalterable rights of the Arab people of Palestine, but also for the peace and security of the Jewish people of Israel . Maybe one day will the Middle-East become the Andalusia of the Third Millenium.

Le Centre d'Information Alternative

Le Bloc de la Paix

Le Comité Israélien Contre le Destruction des Maisons Palestiniennes

Le Comité pour la Dénucléarisation du Moyen Orient et la libération de Mordechai Vaanunu

Annexe 8 : "We have the right to know" Final Declaration of the First Euro-Mediterranean Conference of Representatives and Families of disappeared

We, the participants at the First Euro-Mediterranean Conference of Representatives and Families of the victims of enforced disappearances, a meeting organised by FIDH (la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme - the International Federation of Human Rights), in partnership with the CCFD, the One World for Everyone Foundation (la Fondation Un Monde par tous), Amnesty International, Emmaus, Médecins du Monde, the ACAT, the Euro-Mediterranean Human Rights Network (le Réseau euroméditerranéen des droits de l'Homme), the French Human Rights League (la Ligue française des droits de l'Homme), NOVIB, the Committee for Respecting Civil Liberties and Human Rights in Tunisia (le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie), the Families of the Disappeared in Algeria Collective (le Collectif des familles de disparus en Algérie), the CIMADE, the AVRE, the Primo Levi Association (l'Association Primo Levi) and SOLIDA,

Families and representatives of disappeared, local committees, national and international NGOs for the defence of human rights,

1. Denounce the scale of enforced disappearances found in the countries surrounding the Mediterranean and the complete impunity which the perpetrators enjoy;
2. Express our total solidarity with the victims of enforced disappearances, pay tribute to the determination and the courage of their families, encourage and support their mobilisation and salute their first victories;

International responsibility of States

3. Strongly emphasise the responsibility of the states involved and remind them of their international obligation to respond to the statements of disappearances, above all by establishing the truth; by giving justice to the victims and their immediate families; by cracking down on the perpetrators; and giving compensation for the suffering endured;
4. Take note of the initiatives which have been too rare and have not been followed through by the governments which have taken them and we stress the indivisible and inalienable nature of rights to truth, to justice and to compensation in accordance with the international principles in force;

Call to the parties and bodies in the Euro-Mediterranean Partnership

5. Emphasise, in addition, the responsibility of the European states, particularly in the context of the Euro-Mediterranean Partnership, in contributing to ending enforced disappearances in the region, both in the framework of their bilateral relations with the states concerned, which surround the Mediterranean, and as part of the articles of the association agreements;
6. Call on the states party to the Barcelona process and, in particular, the European states, as well as the bodies of the European Union to place the solving of the problem of enforced disappearances at the forefront of the discussions to take place as part of the interministerial conference to monitor the Barcelona process, which will be held in the autumn of 2000 and we stress with regard to this the responsibility of France who is to take on the presidency of the European Union;

Call to the United Nations Organisation

7. Request the United Nations Commission on Human Rights working group on enforced disappearances to systematically carry out an investigation into all the cases which have occurred in our region, and also to organise visits on the ground;
8. Call on the United Nations Commission on Human Rights at the time of its 56th session (spring 2000) to adopt the project of the International Convention against Enforced Disappearances and to finalise the Additional Protocol to the International

Convention against Torture, anticipating a mechanism for inquiries;

9. Request the states in the area surrounding the Mediterranean to immediately and unreservedly support the International Convention against Torture and the Status of the International Criminal Court;

The Euro-Mediterranean Coalition against Enforced Disappearances

10. Decide to set up the Euro-Mediterranean Coalition against Enforced Disappearances, made up of families of victims of enforced disappearances, support committees, national and international NGOs, particularly in view of the IVth Euro-Mediterranean Conference to monitor the Barcelon process;

11. Ask national, regional and international NGOs for the defence of human rights to continue to support and back up local and national committees of survivors and families of the disappeared;

International Protection of Families of the Disappeared and their Defenders

12. Strongly urge all the states involved to stop harassing families of the disappeared and the independent associations which support them and, in particular, to guarantee our freedom of association, of expression, of assembly and of movement, as well as our right to take court action in accordance with, in particular, the United Nations Declaration on the protection of Human Rights Defenders adopted on 9 December 1998.

Paris, 9 February 2000

Signatories (as at 16 February 2000):

SOS disappeared and the associations and local committees of families of the disappeared in Algeria, Collective of families of disappeared in Algeria, Algerian League for the defence of human rights, Egyptian Organisation Human Rights, Committee for those kidnapped during the Lebanese War, SOLID-Support for the Syrian Disappeared, Follow-up Committee for Lebanese Detainees in Israel, Foundation for Human and Humanitarian Rights in Lebanon, Lebanese Human Rights Association, ASDHOM, Movement of the friends of families of disappeared, Libyan League for Human Rights, Association of the families of disappeared, Truth and Justice Forum, Moroccan Human Rights Association, Moroccan Human Rights Organisation, Association of the Saharan Prisoners and Disappeared (AFAPREDESA), Committees for the Defence of Democratic Liberties and Human Rights in Syria (CDF), Saturday's Mothers Association, Turkish Human Rights Foundation, Committee for Respecting Freedoms and Human Rights in Tunisia, French Human Rights League, Euro-Mediterranean Human Rights Network, International Federation of Human Rights (FIDH), CCFD, One World for Everyone Foundation, Amnesty International, Emmaus, ACAT, CIMADE, AVRE, PRIMO LEVI ASSOCIATION, SOLIDA.

Annexe 9 : Conference: Culture, Community and Jerusalem, Jerusalem, 5-7 June, 2000 Strategies to protect and promote Human Rights in Palestine

This upcoming year, LAW is celebrating its 10th anniversary as the world welcomes the dawn of a new millennium. During this period, thousands of people will be looking to Palestine not as a place of violence and conflict, but as the holy land and as a place for peace and humanity. At the same time, with final status negotiations between Israel and the Palestinian National Authority under way, the world will be looking to Jerusalem as a place of resolution, reconciliation and justice.

However, peace negotiations have done little to help the Palestinian residents of Jerusalem who continue to suffer under Israeli ethnic cleansing policies which seek to undermine their presence in the city. Indeed, throughout the Palestinian Occupied Territories and inside Israel itself, Palestinians continue to struggle against discriminatory policies that violate their individual and collective rights.

LAW is holding a conference that will provide the opportunity for activists, academics and parliamentarians, both local and international, to assess the impact and address the challenges of Israeli ethnic cleansing policies against Palestinians in Jerusalem, with a view to develop strategies to protect and promote human rights.

It is time now, more than ever, for members of Palestinian civil society to have a forum in which to express their views on Jerusalem, assert their connection to their spiritual, cultural and political capital, and expose the ongoing violations of their fundamental human rights by Israeli occupation authorities. The conference will afford this opportunity and will develop strategies to ensure that local and international communities, governmental and non-governmental institutions can work together to advance the interests of Palestinian civil society.

The conference will be comprised of keynote lectures, smaller seminars as well as working groups, all of which will collectively serve to provide information, generate discussion and devise plans of action for grassroots empowerment. It is hoped that the conference will stimulate local activism as well as lead to ongoing international cooperation to work toward achieving justice and respect for human rights in Jerusalem and throughout Palestine.

In addition to the lecture and working sessions, the conference will celebrate Palestinian culture and highlight the resilience of Palestinian communities living under adverse circumstances. These events will include a folkloric dance performance, art and photo exhibitions, the screening of a documentary film about the Bedouin and an all-star football match.

LAW invites you to attend our 10th anniversary conference and festivities. By attracting a large and diverse group of attendees, we will work together for human rights and stand in solidarity with the Palestinian residents of Jerusalem at this crucial point in time.

Annexe 10 : Casablanca Declaration on Freedom of Association in the Euro-MED region

Declaration from the Euro-Mediterranean Seminar on Freedom of Association
Casablanca, 5, 6 and 7 October, 2000
General Declaration

Within the framework of the joint action conducted by Euro-Mediterranean non-governmental organizations and in coordination with the Arab Initiative for the Freedom of Association, the following organizations: Association Démocratique des Femmes du Maroc, Espace Associatif, Organisation Marocaine des Droits Humains and the Euro-Mediterranean Human Rights Network, held a seminar on the Freedom of Association on 5, 6 and 7 October, 2000 in Casablanca. Representatives from human rights organisations and institutions, women's and development associations as well as experts from different countries of the region attended the seminar.

Considering the international standards as the basis for the freedom of association, as they are defined in particular by article 20 of the Universal Declaration of Human Rights and article 22 of the International Covenant on Civil and Political Rights which have been ratified by all Mediterranean states.

Taking in particular as a basis the Declaration on the Rights and Duties of Individuals, Groups and Bodies of Society for the Promotion and Protection of Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms of 9 December, 1998 (The Declaration of Human Human Rights Defenders).

Keeping within the letter and the spirit of the Barcelona Declaration of 28 November, 1995, including the commitment of the Euro-Mediterranean states to make the Mediterranean basin "an area of dialogue, exchange and cooperation to ensure peace, stability and prosperity", promote the rule of law and democracy within their political systems and respect human rights and fundamental liberties as well as "to guarantee the effective and legitimate exercise of these rights and liberties," including the freedom of expression and the freedom of association for peaceful ends".

Convinced that the association, as an entity independent from public authority, represents a basic institution for democratic societies and a necessity for promoting the participation of individuals in the development process.

Considering the promising emergence within several Mediterranean countries of a civil society which actively contributes to the promotion of human rights and the defence of specific and general interests.

After having analysed the experience of a number of Mediterranean countries and the actions taken to promote the freedom of association, and considering the "Declaration of Principles and Criteria relating to the Freedom of Association in Arab Countries" of 10 May, 1999 (the "Amman Declaration") as well as the "Arab Initiative for the Freedom of Association".

Considering that the objective of the Casablanca Seminar is:

- to place the question of the freedom of association within a Euro- Mediterranean context and to take stock of the current situation.
- to adopt a work programme and identify ways and means likely to be used in order to promote the freedom of association within the context of the Barcelona process and in synergy with the ongoing initiatives.

Strongly regretting that notwithstanding their constitutions and the commitments they have taken in relation to the international community and within the framework of the Euro-Mediterranean Partnership, several South and East Mediterranean states continue to impose arbitrary or abusive obstacles and/or restrictions on the exercise of the freedom of association by different means such as enforcing the state of exception and/or maintaining a legal system of authorization,

marginalizing or disnaturing the rule of law, using administrative and financial constraints or even repression or intimidation against leaders and members of associations.

The participants in the seminar on the Freedom of Association:

1. Reiterate the strategic importance of promoting and protecting this fundamental freedom for the development process, the establishment and/or consolidation of the rule of law in the South and East Mediterranean countries;
2. Underline the fact that the freedom of association implies respect for a number of principles established by the international instruments among which the Declaration on Human Rights Defenders. Among these principles and criteria which are contained in the Declaration of Amman and to which the participants subscribe, focus should be placed on the following:
 - a) the right to freely establish and manage associations without interference from the administrative authorities, it being understood that such establishment should stem from the will of its members and the management of its affairs should be handled by its own bodies.
 - b) the right of associations not to be subject to any measure of administrative dissolution or suspension, it being clear that such measures can only be pronounced through legal proceedings within the framework of a fair trial.
 - c) the non application of sanctions leading to loss of freedom on the members and officials of associations because of their associative activities.
 - d) the freedom of associations to develop their activities by means of appropriate human and financial resources derived from national, regional or international sources without any hindrance by the public authorities.
3. Consider that the political will of the states to reform their system of governance and democratise their institutions should be measured in the light of their actual respect of individual and public freedoms, comprising the freedom of association.
4. Reaffirm that the credibility of the commitments taken in Barcelona and the development of the human rights dimension in the Euro-Mediterranean Partnership implies primarily the existence of implementation mechanisms likely to promote fundamental rights and freedoms, comprising the freedom of association in the partner countries.
5. Call for the immediate suspension of all measures of intimidation or repression aimed at curbing the action of associations, including those measures designed to deprive associations from the material and financial means necessary for their action, in particular actions taken against international funding.
6. Consider that the measures taken against foreign funding of associations are clearly inconsistent with the letter and the spirit of the Euro-Mediterranean Partnership and the vital role which was recognized for civil society within the process of political, economic, social and cultural development.
7. Call for increased cooperation and coordination for the protection and promotion of the freedom of association among the Euro-Mediterranean Human Rights Network's collective and individual members, and the national and international human rights organizations.
8. Decide to adopt a Plan of Action for the protection and promotion of the freedom of association in the Mediterranean region.
9. Recommend the setting up of a follow-up committee to be entrusted with implementing the Plan of Action and recommendations of the Casablanca Seminar.

Done at Casablanca on 7 October, 2000

Annexed document: Amman Declaration of 10 May, 1999

THE DECLARATION OF PRINCIPLES AND CRITERIA RELATING TO THE FREEDOM OF ASSOCIATION IN THE ARAB COUNTRIES

The legal experts and the activists in the Arab civil society gathered during the workshop held in Amman on May 9 and 10, 1999 on the "Legal Framework of Associations in the Arab World":

- a) Realizing the importance of the pivotal roles which associations play complementarily with the state institutions and its various authorities, in a large number of functions and fields, the most important being: achieving sustainable human development, promoting citizen interest in public issues, empowering the association's members, improving their potential, directing their efforts, assuring the association's institutional continuity and independence, and enhancing democracy, democratic culture and strengthening civil society.
- b) Affirming that associations cannot play these important roles except with due respect being given to the principle of the freedom of association, which is stipulated by most Arab constitutions, article 20 of the "Universal Declaration of Human Rights", article 22 of the "International Covenant on Civil and Political Rights", ILO's "Convention on Freedom of Association and Protection of the Right to Organize", the declaration issued by the United Nations' General Assembly titled "Declaration on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Universally Recognized Human Rights and Fundamental Freedoms", known in short as: "the declaration for the protection of the human rights defenders".
- c) Believing that the role played by the freedom of Association in enhancing civil society requires democratic systems, institutions and processes, in addition to a true respect for the rule of law and the independence of the judiciary and lawyers.
- d) Realizing that several problems and impediments face associations in varying degrees in the majority of Arab countries, thus hindering the social development and the development of civic action in these countries, such as the absence of democracy, human rights and fundamental freedoms, the continuity of security as a fundamental perspective for Arab governments reflected in several exceptional laws, the foremost of which are emergency laws. This is compounded by the widening scope of poverty, unemployment and social disintegration accompanied by a rise in the rate of illiteracy, and the deterioration of the educational systems, as well as the continuity of discrimination against women and the neglect of the rights of youth and children.
- e) Noting that the legal systems and administrative practices in the majority of Arab countries, albeit in varying proportions, place impediments and obstacles in every phase of the existence of associations, starting from incorporation, to management, to dissolution, thus constituting severe violations of the Freedom of the Association, which reflects non-commitment to the provisions of the domestic constitution and international instruments. The dangers of these violations are compounded by the lack of awareness about the importance of the freedom of Association and the absence of democratic culture.
- f) Considering that setting principles and criteria, which clarify the extent to which laws may regulate associations without affecting the principle of freedom, is a very important matter, allowing for its dissemination with the broadest possible category of legislators, citizens and associations, and facilitating its distribution and use in Arab and local strategies, in order that Arab legal systems become, in this respect, consistent with these criteria and principles.

Now therefore, the participants declare the following:- The Principle of the Freedom of Association - And the Limits of the Regulation of Association

- 1) Every natural or corporeal person enjoys the right to freely participate in the formation and management of associations, and to freely adhere thereto and withdraw therefrom, in order to achieve one or more purposes that do not seek the distribution of profits. The association, in turn, shall enjoy the right to benefit from an independent legal personality enjoying rights and freedoms.
- 2) This right shall not be restricted except by provisions stipulated expressly by law and as required in a democratic society. These restrictions shall not be interpreted except restrictively and limitatively; in the event of ambiguity, the principle of freedom shall prevail.
- 3) The State, in participation with civil society, shall establish a regulatory framework that encourages the practice of the freedom of association and that strengthens an independent, active and democratic civil society.

The public administration shall treat associations equally without any discrimination.

Formation

4) The fundamental principle, on which the freedom of Association is based, is the right to form associations without the need to obtain a prior permit or license. Thus, associations are formed by the agreement of their founders; their formation can be made public by a previous information/notification, but may not be subject to any previous intervention by the public administration or the judiciary.

5) The purposes of associations, irrespective of their qualification or the scope of their activities, their charters and by-laws, the personality of their founders, their affiliation or number, may not be a reason to impose any impediments and hurdles on their formation.

6) The administrative procedures applicable to the formation of associations, even through a regime of information/notification, cannot create obstacles to the formation of associations. Such procedures must be swift, clear, simple, cheap and should not be subject to the discretion of the public administration.

7) Associations shall enjoy a legal personality, separate from their individual founders, as soon as they are formed by information/notification, along with all the rights attached to this legal personality, such as a separate financial estate, legal standing in courts for all matters relating to their own interests or the fulfillment of their purposes, and the right to own movable and immovable properties, receive donations and aids.

Statutes and by-Laws

8) The founders of associations enjoy the right to freely set their statutes and by-laws freely without any interference. The public administration may prepare optional forms of such documents in order to assist founders in the formation process and as a service to them.

9) Associations have the right to freely amend their statutes and by-laws, including their purposes and scope of activities, at any time according to their statutes and by-laws, and following the same principles applicable to the formation of associations, without interference from the public administration.

Management

10) Associations are managed by the bodies stipulated in their own statutes and by-laws. The public administration may not interfere in nor affect the process in which they conduct their meetings, elections and activities.

11) The Freedom of Association principle includes the freedom of adhering thereto and withdrawing therefrom, as well as the right for associations to set the conditions of their membership.

12) In order to guaranty transparency, publicity and credibility, associations must keep accounting books and records, appoint auditors when necessary, and include in its statutes and by-laws provisions preventing conflict of interests between associations and their members.

Source of finance

13) Associations have the right to develop their financial resources, including - but limited to: members fees and donations, gifts, grants and aid form any natural or corporeal third-party person, local or foreign.

14) The State must introduce in its laws, tax and duties exemptions to association, encourage donations and gifts by deducting them from taxes in reasonable rates. However, these privileges and tax exemptions should not become means of interference in the association affairs.

Controls

15) Freedom of Association does not mean the absence of accountability and control. Associations must therefore be responsible towards any interested party and within the limits of the interest that warrants such controls, through the following bodies:

- a) Members of the association for all its affairs.
- b) Public opinion and society in case there is a legitimate public interest pertaining to the activity of the association (such as financial transparency if the association is seeking public funding).
- c) Ordinary courts.
- d) Public Administration (for financial control only) within the limits of what the association benefits from special tax rules and benefits.

Violations

16) The governing principle is that penalties must be proportionate to the violations, and that no criminal punishment may be applied to the civil activities of associations or their members.

Dissolution

17) The principle is that the public administration cannot dissolve associations; associations may not be dissolved except by a resolution passed by its own governing bodies or by a final and enforceable decision of a court, following trial that would have allowed the association the right to defense in a fair and public hearing and in instances that are clearly and limitatively defined by law.

GUIDE LINES FOR A WORK PROGRAM ON FREEDOM OF ASSOCIATION

The participants at the seminar on freedom of association in Casablanca agreed on the following guide lines for the follow-up to the Casablanca seminar on freedom of association.

The follow-up committee was recommended to :

On a regional and national level

* Encourage and support actors within the Euro-Mediterranean countries to promote legislation on associations in agreement with the spirit of the Casablanca Declaration on Freedom of Association and the Amman Declaration of Principles and Criteria relating to the Freedom of Association in Arab Countries.

* Promote regional campaigns on common issues and support solidarity campaigns with civil society in countries facing setbacks related to freedom of association.

* Strengthen exchange of information on the question of freedom of association between NGOs in the region in order for them to benefit from each others' experience. This includes the support of the dissemination of information and exchange of experience on freedom of association by means of the internet.

* Facilitate the exchange of experts when drafting of alternative laws are needed.

* Strengthen cooperation across sectors (such as human rights, discrimination against women, and sustainable development)

on questions pertaining to freedom of association.

- * Develop a plan of action to counter the rise of 'governmental non-governmental organisations'.
- * Identify initiatives and projects that would enhance associations capacity to promote freedom of association.
- * Support national information campaigns aiming at mobilising civil society on the question of the right of freedom of association.
- * Enhance discussions on principles and criteria concerning the administration of associations and their internal statutes, with the aim of identifying rules and conducts that would improve their administration, enhance their democracy and credibility, and contribute to the strengthening of their capacity.
- * Enhance discussions on the relation between local NGOs and international funding agencies aiming at developing transparent and democratic strategies for the promotion universal human rights values. The recommendations of the EMHRN with regard to the MEDA Democracy Programme (comprising questions of priorities, management, the size of grants, and consultations with civil society) would constitute a useful input in this regard.

In relation to the Euro-Mediterranean Partnership

- * Advocate for the development of mechanisms to promote and protect freedom of association within the context of the Euro-Mediterranean Partnership in the spirit of the Declaration of the Casablanca seminar of freedom of association and the Amman Declaration of Principles and Criteria relating to the Freedom of Association in Arab Countries, and building on the human rights mechanisms of the United Nations and the European Court of Human Rights as well as international conventions, declarations and resolutions pertaining to freedom of association.
- * Enhance advocacy for the development of projects aimed at promoting freedom of association within the framework of the national indicative program established between the EU and its Mediterranean partners.
- * Strengthen interface mechanisms between local organisations and the EU institutions.
- * Establish and up-date a calendar of activities of the Euro-Mediterranean Partnership as a help to target and time advocacy for the promotion and protection of freedom of association.
- * Regularly update the EMHRN Guide to Human Rights in the Barcelona Process.

Annexe 11 : Caire Declaration on Human Rights, Education and Dissemination

The Cairo Declaration on Human Rights Education and Dissemination, adopted by
The Conference on Human Rights Education and Dissemination:
A 21st Century Agenda The Second International Conference of Human Rights
Movement in the Arab World, 13-16 October 2000, Cairo

At invitation of the Cairo Institute for Human Rights Studies, in coordination with the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights and the Euro-Mediterranean Human Rights Network, with the participation of around one hundred human rights experts and defenders from forty human rights groups from 14 Arab states, as well as experts from Africa, Asia, Latin America and Europe, the Conference on Human Rights Education and Dissemination: A 21st Century Agenda was held in Cairo from the 13th to the 16th of October, 2000.

The Conference,

Having considered the international human rights instruments, as well as documents, declarations and reports adopted by relevant regional and international conferences, especially the UNESCO's International Congress on the Teaching of Human Rights - Vienna, 1978, International Congress on Human Rights Teaching, Information and Documentation - Malta, 1987, the International Congress on Education for Human Rights and Democracy - Montreal, 1993, the UNESCO Regional Conference on Human Rights Education in Africa - Dakar, 1998, the UNESCO Regional Conference on Human Rights Education in Asia and the Pacific - Pune, 1999, the UNESCO Regional Conference on Human Rights Education in the Arab States - Rabat, 1999, and the First International Conference of the Arab Human Rights Movement - Casablanca, 1999.

Having reviewed the United Nations Plan of Action for the Decade for Human Rights Education (1995-2004), and the progress achieved halfway through the Decade.

Having held extensive deliberations throughout its sessions, taking into consideration the close link between the lack of respect for human rights and the prevalence of poverty and corruption as evidenced by the World Human Development Report and the Report on Corruption in the World, and also noting the increasing concern at the adverse effects of globalisation on the economic level, the abuse of human rights considerations in international relations, and the grave injustices they caused against peoples, especially in the Arab World.

Decides to adopt the following Cairo Declaration on Human Rights Education and Dissemination.

Participants reaffirm:

* Human rights principles are universal; civil, political, economic, social, cultural and collective rights are closely interconnected, interdependent and indivisible; women's rights are an integral part of the human rights system.

* Human rights values are the fruit of the interaction and communication between civilizations and cultures throughout history, the product of the struggle by all peoples against all forms of injustice and oppression internal and external. In this sense, such values belong to humanity as a whole.

* Commendable cultural specificity -as a human right- entrenches people's feeling of dignity and equality, promotes their participation in the conduct of public affairs in their countries, and promotes their consciousness and awareness of the common destiny of all humankind. It is not used to justify marginalizing or consolidating the inferior status of women, nor to justify excluding the other on whatever religious, cultural or political grounds, or to waive commitment to international instruments.

* Respect for human rights is a prime interest for every person, group, people, and for humanity as a whole. This is considering that the enjoyment of dignity, freedom and equality by all is a crucial factor in the flourishing of the human person, in advancing nations and developing their material and human wealth, and in promoting the sense of citizenship.

* Human rights education and dissemination is a fundamental human right. This imposes on governments in particular great responsibilities to explicate, propagate and disseminate human rights principles and their protection mechanisms.

* Human rights education is, in essence, a public endeavour to enable people to learn the basic knowledge essential at once for their emancipation from all forms of oppression and suppression and the inculcation of feelings of responsibility and concern as regards the public good.

* Human rights culture comprises the host of values, mental and behavioural structures, cultural heritage, norms and traditions commensurate with human rights principles, along with methods of socialization that transmit such culture at home, school, intermediary agencies and the media.

* Human rights education and dissemination is a continuous and comprehensive process that covers all the aspects of life, a process that should be brought into all kinds of practices whether personal, professional, cultural, social, political, or civic. It is necessary that all professions adhere to codes of practice committed to values that are inspired by the fundamental human rights.

The fundamental purpose of human rights education is to interweave knowledge and practice. Human rights education, inculcating dignity and responsibility along with social and moral responsibility, inevitably leads people to mutual respect, collective support and adaptation to their respective needs and rights. It leads people to accept working together to reach freely suitable and renewable formulas that would ensure the balance of interests and joint work towards the common good, without the need to resort to the sway violence, arbitrary or organized, which does away with the freedom of everybody.

Developing and flourishing the human personality in its spiritual, intellectual and social dimensions, and entrenching people's sense of dignity, freedom, equality, social justice and democratic practice.

Enhancing men and women's awareness of their rights so as to help enable them to transform human rights principles into social, economic and political reality. It would also enhance their ability to defend, maintain and advance human rights on all levels.

Consolidating friendship and solidarity among peoples; promoting respect for the rights of others; cherishing cultural pluralism and diversity and encouraging the flourishing of the national cultures of all groups and peoples; enriching the culture of dialogue, mutual tolerance and renouncing violence; promoting non-violence, fighting bigotry, and immunizing the people against the discourse of hatred.

Promoting a culture of peace that is based on justice and respect of human rights, foremost of which are the rights to self-determination and to resist occupation; in addition to democratising international relations and institutions so as to reflect the common interests of humanity.

Having studied the obstacles to human rights education and dissemination in the Arab World, the Conference makes the following recommendations:

Calling upon the Arab governments to:

Ratify all the international human rights instruments; to drop reservations for those states that have ratified with reservations; to monitor their practical application; to respect all human rights indivisibly; and to not use the manipulation of human rights by some parties in the international community or cultural specificity as a pretext to justify waiving their commitments towards their peoples and citizens.

Eliminate all restrictions to the freedoms of opinion, expression and assembly, and academic freedoms, in conformity with the universally recognized human rights principles, and to the right to own and manage radio and TV stations and print media channels.

Draw up national plans for human rights education. This would be the greatest contribution to the promotion of the sense of belonging and citizenship, considering that raising people's and societies' awareness of human rights is the first line of defence of human rights and nations' rights.

In this regard, special attention should be given to:

Revising educational curricula and media materials to rid them of messages against human rights, and enriching educational curricula with human rights content.

Including courses on human rights in higher and post-graduate education, and encouraging MA and PhD research in human rights.

Including human rights in literacy and informal education programs.

Including human rights courses in programs qualifying teachers, lawyers, judges, physicians, media personnel, religious scholars, police and army officers, civil servants, and those who work in the different fields of art.

Establishing national institutions for human rights education and dissemination; enhancing the role of those already existing in some Arab countries; and coordinating efforts to realize national plans in cooperation with local, regional and Arab human rights organizations. Consolidating cooperation with the relevant United Nations bodies and the international human rights education institutions.

Paying special attention to the role the arts and letters may play in human rights education and dissemination, given their special capacity to address and inspire human consciousness. Special attention should also be given to knowledge of living reality as a starting point, in addition to developing non-traditional educational materials (such as films and plays).

Urging the League of Arab States to concern itself with the human rights issues of the Arab peoples and citizens. This requires revising the Arab Charter for Human Rights so as to bring it into conformity with human rights values and principles; establishing a special system for the Permanent Arab Committee on Human Rights in order to activate it; and opening channels of cooperation with Arab non-governmental organizations. Also, the League of Arab States is urged to contribute in activating the plans of the United Nations bodies concerned with human rights education and dissemination.

Establishing an Arab regional committee for human rights education and dissemination to include Arab governments that are active in this regard and the relevant Arab non-governmental organization, with a view to develop plans and programs in cooperation with the relevant United Nations bodies.

Urging education experts to develop human rights education curricula to address the heart and emotions as well as the mind. Such curricula should not be restricted to conveying information and knowledge; they should seek to develop critical thinking and attitudes. Thus they may help create a cultural environment that safeguards individual and collective rights and furthers the establishment of the state of law and right. It is necessary that such curricula be based on the universal human rights principles while drawing upon the respective people's specific culture and historical experience in resisting all forms of political, social, cultural and religious oppression and foreign occupation.

Calling upon the political parties in the Arab World to declare their full commitment to the international human rights instruments; to enhance the human rights content in their platforms and practices on the ground; to follow democratic practices internally; and to attach special importance to human rights culture in their cadre-training programs for the youth.

Urging the radio, TV and the print media to consider seriously promoting human rights values, pluralism and diversity, and to avoid all that may instigate racial or religious hatred, deride the opinions of the other, or degrade human dignity. Also, the Arab Press Union, the different press syndicates and civil society institutions are called upon to monitor the media's adherence to professional codes of ethics in this regard. Moreover, human rights institutions, both governmental and non-governmental, are called upon to adopt special training programs for media personnel.

Urging human rights institutions, both governmental and non-governmental, to make the best use of media channels, especially the radio and TV, in disseminating the human rights culture. This may include establishing special platforms, designing special programmes, and making use of modern technology to this end. Human rights organizations are urged to study the components of popular culture that form the consciousness of individuals, with a view to reaching the discourse suitable for the dissemination of human rights.

Calling upon the Arab intellectuals, politicians and religious scholars to abstain from entangling religion in a confrontation with human rights, to consider those rights provided by the international human rights law as a minimum to build upon not to be reduced in the name of cultural specificity or any other pretext, and to work towards the entrenchment of human rights values in the Arab cultural traditions.

Calling upon academics, researchers and religious scholars to work for highlighting the roots of human rights in the Arab culture, to underscore the contribution of the Islamic and Christian civilizations in establishing human rights values, and to dismantle that artificial contradiction between a number of human rights principles and some obsolete fundamentalist interpretations.

Urging the non-governmental human rights institutions in the Arab World to promote local and regional coordination among them, as well as with the relevant local and regional governmental agencies, and with religious institutions concerned with human rights culture. They are also urged to carry out field research to assess the Arab experiences, both governmental and non-governmental, in human rights education, with a view to identifying the obstacles and making recommendations for improvement.

Urging the Secretary-General of the United Nations to take special notice of the issue of human rights education and dissemination, and to designate his yearly address on Human Rights Day, December 10th, this year for calling upon governments to enhance their efforts in this regard, particularly in activating the United Nations Decade for Human Rights Education, including the mobilization of the necessary human and material resources.

Urging the United Nations High Commissioner for Human Rights to undertake the necessary doubling of efforts in order to activate the United Nations Decade for Human Rights Education in the best possible way, and to extend better support to the governments and non-governmental organizations active in this field.

Urging the United Nations High Commissioner for Human Rights and the UNESCO to consider the translation of all publications related to human rights issues into Arabic and making them widely available for the Arabic reader.

Annexe 12 : Giving Real Life and Meaning to the EMP: Letter from Stuttgart to Marseille

"Giving Real Life and Meaning to the Euro-Mediterranean Partnership"

Letter from Stuttgart to Marseille, adopted at the conference "From Stuttgart to Marseille", Stuttgart, 21-22 October, 2000

Stuttgart, 22.10.2000

To the ministers of Foreign Affairs of the Euro-Mediterranean Partnership countries, to the president of the European Commission, Mr. Prodi, and the Commissioner for Foreign Relations, HE Patten, and the High Representative for the Common Foreign and Security Policy and Secretary General of the Council of European Union, Mr Solana, and the President of the European Parliament, Ms La Fontaine, and to all the participants of the Civil Forum in Marseille, 10-12 November, 2000.

Representatives of civil society, human rights organisations, trade unions, environment and development, academia, private enterprise and media, from all parts of the Euro-Mediterranean area assembled in Stuttgart on October 21-22, 2000 to forge a link between the Euro-Mediterranean civil fora conferences of 1999 in Stuttgart and the forthcoming meetings in Marseille.

In April 1999, representatives of 27 governments and the European Commission met in Stuttgart on the occasion of the 4th Summit of the Euro-Mediterranean Partnership to evaluate the developments of the Barcelona Process. At the same time civil society representatives from the whole region gathered to submit important recommendations for future action.

In November 2000 representatives of the same governments and civil society activists will meet again in Marseille. Five years will have elapsed since the launch of the Euro-Mediterranean Partnership in Barcelona. In the Barcelona Declaration these governments committed themselves to turn the Euro-Mediterranean region into an area of shared prosperity and stability based on respect for human rights and democracy, rule of law, social dialogue and sustainable development.

The Stuttgart conferences of April 1999 were recognised by the public as a turning point for civil society participation in the Barcelona Process due to the fact that for the first time:

1. Stuttgart provided the space for five conferences on human rights, environment and development, trade unions, economy, and culture to be run autonomously reflecting their own sensitivities.
2. Human rights formed the subject of a conference led by independent NGOs.
3. The recommendations were submitted directly to the presidency of the Partnership and the representatives of the European Commission and governments.

The civil fora stressed the importance of democratisation, respect for human rights and transparency as preconditions for the implementation of the goals of the Barcelona Declaration. They also appreciated that the ministers welcomed the holding of these civil fora. In the Chairman's formal conclusions it was noted that the fora had made recommendations for future activities concerning human rights, the environment and trade unions and that dialogue was to be strengthened between governments and civil society.

Participants met again in Stuttgart to assess progress and setbacks since April 1999 with the main concern being that the values expressed in the Barcelona Declaration should be implemented. It became clear that the lack of political will is the most important obstacle to achieving progress in promoting civil society.

From the panel on human rights, the conference was told of widespread and systematic human rights violations in many

countries throughout the whole region. This testifies to a willful disregard for the Barcelona process. For thousands of people the lack of respect for human rights is literally a matter of life and death. The conference heard personal testimonies from relatives of disappeared persons. There were also distressing reports of the death of asylum seekers and imprisonment of human rights defenders for exercising their fundamental rights to freedom of expression and association. The conference was frustrated at the continued failure to acknowledge women's rights in the partner countries and within the Barcelona Process.

The panel on environment and development welcomed the resolution and reports on MEDA adopted by the European Parliament, the improvements in terms of sustainability of the new MEDA and the communication of the European Commission on Reinvigorating the Barcelona Process. They also welcomed the participatory approach applied to the process of implementation of the SMAP¹ and the new water management programmes. Nevertheless, they deeply regretted the lack of attention paid to sustainable development and environmental protection in the EU Common Strategy of Feira². Despite some positive policy initiatives, they remained deeply concerned that the Mediterranean environment continues to deteriorate and that this could be exacerbated by the establishment of the Mediterranean Free Trade Zone leading to an environmental and social crisis unless preventive measures are taken now.

The panel on social dialogue emphasised the social responsibility of nations and corporations to moderate the impact of globalisation and assure the well-being of human beings and societies. This underlines the importance of cultural and religious dialogue in the Barcelona Process as a means to achieve mutual respect and legitimate acceptance. It also stressed that citizens belonging to minorities have to be accorded their due respect in the context of local, national and international dialogue under the auspices of the Euro-Mediterranean Partnership.

Following these deliberations, the participants call on the conferences in Marseille, November 2000 :

To give real life and meaning to the Barcelona Process by building on the Stuttgart achievements of 1999

To ensure necessary means and inter-action to foster the building of democracy from below by supporting independent civil society activities.

Establish mechanisms for regular consultation with representatives of civil society in all fields of the Euro-Mediterranean Partnership, political (including security issues), economic, environmental and financial as well as cultural, social and human affairs.

To establish an EMP Association Agreement Watch mechanism and in particular in the context of human rights :

To hold governments accountable for the failure to uphold their human rights commitments by using the instruments of the Barcelona Process

To integrate fully the promotion and protection of women's rights in the partner countries and within the Barcelona Process

To launch working programmes for the promotion and protection of human rights and in particular in the context of the environment and sustainable development

To increase support to the SMAP programme

To elaborate a Strategic Impact Assessment of the Mediterranean Free Trade Zone

To ensure that the sustainable objectives of the new MEDA is effectively implemented

To improve the decentralisation of sustainable management of the Partnership and enhancement the capacities and the role of the Mediterranean Partners and the EU Delegations in terms of environmental protection.

The meeting was overshadowed by the escalation of conflict and violence in Israel and the Palestinian Territories. The conference deplores the widespread abuses of human rights and the failure to adhere to international humanitarian law.

The participants recall that the partners to the Barcelona Declaration committed themselves to support the realisation of a just, comprehensive and lasting peace settlement in the Middle East based on the relevant United National Security Council resolutions and on the right to self-determination. Participants of the conference expressed their concern that the future of the Barcelona process, in particular its human rights dimension, is seriously jeopardised by the current crisis.

The conference endorses proposals put forward to the EU to firmly act on its commitment to base its Mediterranean policy on respect for human rights by :

Supporting an urgent international, independent commission of inquiry to Israel and the Palestinian Territories, in order to carry out a thorough and comprehensive investigation into the events during the current crisis and of alleged human rights abuses and breaches of humanitarian law

Ensuring that efficient and appropriate measures are taken to halt human rights abuses, and to bring perpetrators to justice

Calling for an extraordinary Association Council between the EU and Israel

Taking initiatives to reconvene the High Contracting Parties to the adjourned conference and pressure Israel to implement de facto the 4th Geneva Convention.

This letter was adopted by the organising organisations as well as approximately 100 participants from the Euro-Mediterranean region. End.

Footnotes:

1. Short and Medium term Action Programme on the environment.
2. Common Strategy of the European Union on the Mediterranean Region, adopted at Santa de Feira (Portugal), on 19-20 June, 2000 (back).